

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
POLITIQUE CRIMINELLE
DES ANGLAIS
CONCERNANT L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mardi 30 Mai 1911, à 4 heures 1/2,

PAR

ROBERT LÉVY-FLEUR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { M. CAPITANT, professeur.
 { M. PERCEROU, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LA POLITIQUE CRIMINELLE DES ANGLAIS

CONCERNANT L'ENFANCE ET L'ADOLESCENCE

INTRODUCTION

Tandis que, sur l'impulsion donnée par l'Amérique, presque tous les Etats européens se préoccupent activement du redressement de l'enfance coupable, instituent sur des données nouvelles des établissements pénitentiaires, nous nous éternisons dans des débats de doctrine. Certes, les soucis qu'aucuns prennent du rôle de l'éducation morale ou religieuse dans la formation des âmes enfantines, partant dans la criminalité juvénile, sont tout à fait respectables ; mais chacun, selon ses convictions, résout le problème à sa manière. S'il est une certitude parmi ces divergences, c'est que les meilleurs esprits ne tomberont jamais d'accord sur le fond même de ce problème, c'est qu'il serait d'une détestable politique criminelle d'ajourner *sine die*, sous le couvert de principes opposés, certaines réformes pratiques dont tous sont partisans. Quelles objections de principe pourrait-on légitimement opposer, fût-ce dans les partis extrêmes,

à l'élaboration de lois prohibant l'excessive consommation de l'alcool, rétablissant l'apprentissage industriel, réglementant la complaisance exagérée d'une certaine presse à s'attarder sur les comptes rendus criminels, ou à une application plus rigoureuse des lois déjà existantes pour la protection des enfants en bas âge, sur les logements insalubres, sur la fréquentation scolaire (1)? Mieux encore, des innovations, comme les tribunaux pour enfants et le renvoi en liberté surveillée, ne devraient-elles pas être accueillies avec enthousiasme, sans distinction de chapelles, quand la preuve est faite de leur efficacité?

Il est, en France, un fait certain : la stagnation de la criminalité juvénile. Encore faut-il se garder des exagérations hâtives et pessimistes. Ce qui est inquiétant, c'est moins en somme un accroissement sensible, qui n'est pas nettement vérifié, qu'un manque certain cette fois de regression (2). Toutes les na-

(1) La statistique de 1908 indique pour toute la France 476 poursuites pour contravention à la loi de 1882 sur l'instruction primaire obligatoire. Dans 16 ressorts de cours d'appel on n'a pas bougé. Ces chiffres se passent de commentaires

(2) Toutefois la dernière statistique de M. Georges Honnorat, chef de la 1^{re} division à la Préfecture de police, indique que le chiffre des mineurs de 21 ans arrêtés à Paris en 1909 est de 4.986 au lieu de 5.459 en 1908, soit 8,65 % en moins. Et même, quelque complaisance que mette une presse souvent mieux avisée à s'appesantir sur les exploits de quelques jeunes « apaches », par là seul retentissants, cette statistique tend encore à démontrer que les délits les plus graves et les crimes sont en diminution.

tions qui, comme l'Amérique et l'Angleterre, ne se sont pas fortement armées pour la lutte, souffrent de la même crise. En Italie, la proportion des délinquants mineurs par rapport au nombre total des condamnés a suivi, d'après les dernières statistiques, la gradation suivante : de 1891 à 1895 : 23,19 %; de 1896 à 1900 : 23,67 %; en 1906 : 26,77 %; en 1907 : 27,52 % (1). L'Allemagne a fourni également jusqu'à ces derniers temps des statistiques déplorables (2).

On n'a pas attendu en Angleterre que le flot de la criminalité juvénile submergeât les lois existantes pour appliquer de la façon la plus pratique, en les ramenant à leur juste mesure, en se gardant de toute exagération, les idées américaines. Trois lois en deux ans (deux en 1908, une en 1907), dont surtout la vaste *Children Act* (Loi des enfants) de 1908, établissaient une véritable Charte de l'Enfance, cependant que nos parlementaires nous donnaient une loi fragmentaire concernant la prostitution des mineurs, loi conçue avec un sens pratique tel que deux règlements successifs ne parvenaient pas à la rendre parfaitement intelligible (3). Ce qui caractérise au

(1) Communication de M. de Casabianca sur les tribunaux pour enfants en Italie, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, juillet-octobre 1910.

(2) Cf. Marcel Kleine, *Les Tribunaux pour enfants en Allemagne*, Paris, A. Rousseau, 1910.

(3) Cf. Article de M. Eugène Prévost, *Gazette des tribunaux* du 3 décembre 1910.

contraire les récentes innovations anglaises, c'est leur netteté, leur mesure. Certes, c'est de l'autre côté de l'Atlantique, au pays du juge Lindsay, que sont nés et les juvenile courts et les probation officers et les régimes mixtes, toutes les institutions dont la plupart des Etats européens ont depuis lors adopté les principes. Mais tandis que les Américains, entraînés par le « bluff » inhérent à leur génie, allaient du reformatory classique à la *Junior Republic*, sorte d'Alhambra des jeunes délinquants (1), tandis qu'à Philadelphie, prototype d'un système célèbre sur lequel ont épilogué tous les criminalistes, l'affluence des contingents criminels exigeait qu'on mît jusqu'à trois et quatre détenus dans une même cellule, ce qui équivalait à l'abandon du système (2), les Anglais, plus lentement mais plus sûrement, allaient de Red Hill à Borstal. Tandis que les Américains à force d'*humaniser* les juvenile courts parvenaient à en faire des tribunaux presque trop familiaux, les Anglais réalisaient ces cours spécialisées assez simples pour ne pas effaroucher l'enfant, assez solennelles pour lui causer toutefois un nécessaire sentiment de respect.

(1) Cf. Schrameck, Rapport sur le III^e Congrès international de Washington, Séance de la Société générale des prisons du 16 novembre 1910, *Revue pénitentiaire*, novembre-décembre 1910.

(2) *Revue pénitentiaire*, nov.-déc. 1910, page 1130.

Est-ce à dire que tout est parfait en Grande-Bretagne dans l'œuvre accomplie ? Non, certes, et nul n'en a considéré d'un œil plus critique les imperfections. Nous verrons, au cours de cette étude, que les dirigeants se heurtent de plus en plus, là-bas, aux inévitables difficultés financières. Déjà, les souscriptions des parents, qui participent avec les communes et les fonds gouvernementaux aux subsides des différentes écoles de réforme, marquent d'année en année une diminution inquiétante. Il convient, d'autre part, de ne pas croire que les magistrats anglais, traditionalistes par essence, aient accepté avec un enthousiasme égal toutes les innovations. C'est ainsi que certains d'entre eux se sont même refusés systématiquement à appliquer la loi nouvelle de 1907 sur la liberté surveillée. L'Anglais est épris, avant tout, de liberté ; le probation officer devra donner les gages d'une moralité véritablement exceptionnelle pour ne jamais entraver de façon arbitraire ou vexatoire les actes des individus qu'il a charge de surveiller. C'est pourquoi la loi qui l'institue (1) a rencontré dans de certains milieux judiciaires une mauvaise volonté non dissimulée.

Mais de pareilles résistances, pour légitimes qu'elles soient, furent rares, et, d'une façon générale, les

(1) Probation of offenders act, 1907.

Anglais sont entrés résolument dans la voie du progrès sans tous ces scrupules, sans toutes ces réticences qui brident chez nous les initiatives de la sorte. Ils allèrent même jusqu'à plier aux besoins de leur œuvre de réalisation les principes de leur droit pénal. Multiplicité des juges, absolue liberté de la défense, publicité de l'audience, détermination de la sentence, ne sont-ce point là de nobles principes quand il s'agit de défendre la société contre des hommes faits qu'on frappera trop souvent sans espoir d'amendement. Mais doit-on se montrer aussi intransigeants sur ces principes quand il s'agit moins de punir que de réadapter à la vie sociale de malléables embryons d'hommes, envers qui la Société fût la plupart du temps la première marâtre ? Dans ce cas, les nouvelles lois anglaises ont-elles hésité à suspendre les garanties que le droit commun offre à tous les justiciables : jury, multiplicité des juges quand ce ne sont pas des juges de carrière, publicité des audiences ? Qui donc oserait prétendre que le pays de l'« habeas corpus » a moins que nous le sens de la liberté individuelle ? Et quels prétextes raisonnables peut-on donner à nos hésitations, à une heure où il est grandement temps d'agir, dans un pays où les susceptibilités naissent moins souvent du souci de la liberté elle-même que de la peur des spectres que les sophistes agitent devant elle pour la cacher ?

**Notions générales sur la responsabilité pénale
des jeunes délinquants
et la hiérarchie des tribunaux criminels
en Angleterre.**

Avant d'aborder cette étude et pour ne plus y revenir au cours de ses développements, il paraît indispensable de fixer en quelques mots la situation des mineurs devant la loi pénale ainsi que la hiérarchie des tribunaux devant lesquels ils peuvent être appelés à comparaître.

I. — RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MINEURS.

En droit anglais, au-dessous de 7 ans un enfant ne peut être condamné pour aucun crime ni pour aucun délit ; car jusqu'à cet âge, il est présumé *doli incapax* et la loi ne permet pas que cette présomption soit combattue même par la preuve de la conscience malicieuse.

Entre 7 et 14 ans, l'enfant est encore considéré en principe comme *doli incapax* mais en ce cas il se peut que *malitia supplet ætatem*. On apporte

à cette règle des exceptions fondées sur des présomptions d'ordre physique ; c'est ainsi qu'un enfant de moins de 14 ans ne peut être condamné pour viol, même s'il est pleinement pubère. Mais il peut être condamné comme complice, s'il a fait preuve, en tant que complice, de discernement.

De 14 à 21 ans, l'adolescent est présumé *doli capax* ; mais cette règle est susceptible d'atténuation notamment au cas d'infraction par simple omission, par exemple le cas où le jeune homme a facilité par simple négligence la fuite de criminels.

Tels sont en la matière les principes du droit anglais.

Antérieurement à 1847, date du *Juvenile Offenders Act* (loi pour les jeunes délinquants), on appliquait aux mineurs le droit commun. Le *Summary Jurisdiction Act* de 1879 (loi sur les juridictions sommaires) divisa, au point de vue pénal, l'enfance en deux catégories : les enfants (*children*) au-dessous de 12 ans, et les jeunes gens (*young persons*), de 12 à 16 ans. Le *Children Act* de 1908 a étendu les limites de l'enfance proprement dite de 12 à 14 ans, mais il ne faut voir là qu'une simple terminologie et non pas la fixation d'un âge de responsabilité pénale absolue. D'après la loi importante de 1879, toutes les actions punissables des enfants jusqu'à 16 ans sont — exception faite pour l'homicide — de la compé-

tence des cours de juridiction sommaire. Nous allons voir comment ces cours sont composées.

II. — HIÉRARCHIE DES TRIBUNAUX CRIMINELS.

En Angleterre, les cours principales en cas de crime sont les assises (assizes), y compris la cour centrale criminelle (central criminal court), et les cours de sessions trimestrielles (quarter sessions).

Le banc du Roi (the King's-Bench division of the High Court of Justice) a aussi le pouvoir de juger les causes criminelles. Mais cela est fort rare et il n'y en a pas eu d'exemple en 1908. Dans certains cas exceptionnels, une cour quelconque peut, par délégation spéciale, tenir audience comme les assises. Mais cela ne s'est pas produit depuis plusieurs années.

Les pairs, accusés de trahison ou de crime, ont le droit d'être jugés par la chambre des lords. Un cas fût ainsi jugé en 1901.

a) **Assises** (*Assizes*).

Ce sont les cours que tiennent les juges de Sa Majesté quand ils font, par ordre royal, leurs circuits pour la bonne administration de la justice. Les assises sont tenues 3 fois par an dans chaque Comté et parfois 4 fois. La cour criminelle centrale est une cour investie de pouvoirs similaires, qui siège

à Londres et qui tient 12 sessions par an. En droit, le terme *assises* comprend également les sessions de la cour criminelle centrale et c'est ainsi qu'on en use dans les statistiques.

b) Sessions trimestrielles (*Quarter sessions*).

Une cour de *quarter sessions* existe dans chaque comté ainsi que dans les communes auxquelles la couronne en a accordé une. Elle est constituée par les magistrats du comté. Les sessions se tiennent au moins 4 fois par an, parfois plus. A Londres, les *quarter sessions* tiennent 36 audiences par an. Ces cours ont des pouvoirs parallèles à ceux des assises mais moins étendus; tous les cas qui sont jugés aux *quarter sessions* peuvent être également jugés aux assises, tandis que certains crimes, tels que la trahison, le meurtre ou le parjure, ne peuvent être jugés qu'aux assises.

Avant 1908, on ne pouvait faire appel des décisions des assises et des cours de *quarter sessions*. Ces juridictions avaient cependant le droit de réserver les points de droit douteux à la décision de la *Court of Crown cases reserved*(1). Mais, depuis la loi sur l'appel criminel de 1907 (*Criminal appeal Act*), les

(1) Toute juridiction déléguée en vertu du *crown cases act* de 1848 est maintenant conférée à la cour d'appel criminel en vertu du *criminal appeal act* de 1907, sec. 20, § 4.

personnes condamnées devant les assises ou les quarter sessions depuis le 18 avril 1908 peuvent, en se conformant aux prescriptions de ladite loi, faire appel de leurs condamnations devant la cour d'appel criminel, créée dans ce but.

Tous les cas jugés aux assises ou aux quarter sessions le sont sur un acte d'accusation formel (on indictment) (1), présenté par un Grand Jury, et la cause est toujours jugée sans exception par le jury.

c) Cours de juridiction sommaire (*Courts of summary jurisdiction*).

C'est là la juridiction qui nous intéresse plus spécialement, car tandis qu'en 1908, les assises et quarter sessions envoyaient 15 enfants dans les écoles de réforme, par exemple, les cours de juridiction sommaire en envoyaient 1.362.... Les *Courts of summary jurisdiction* ou *Police Courts* sont donc les tribunaux criminels inférieurs pour les espèces de moindre importance. Ici plus de jury ; les magistrats sont à la fois juges du fait et du droit ; leurs décisions sont presque toujours susceptibles d'appel, quoiqu'en fait les appels soient rares. Une cour de juridiction sommaire se compose ordinairement des juges du comté ou de la commune, siégeant en petites audiences (*petty sessions*). Dans la plu-

(1) Une enquête d'un jury du coroner est équivalente à un *indictment*, mais les espèces jugées de cette façon sont tout à fait rares.

part des cas, la présence de deux juges au moins est nécessaire, mais à Londres et dans les grandes villes siègent des magistrats de carrière uniques. Dans certains autres cas, la cour peut se composer d'un seul juge ordinaire, mais ses pouvoirs sont extrêmement limités. En plus des audiences consacrées aux procès pénaux d'ordre correctionnel, les cours de juridiction sommaire font les premières recherches dans les affaires qui seront renvoyées dans la suite devant les assises ou les quarter sessions. Dans ce cas, les magistrats des cours de juridiction sommaire peuvent, soit maintenir l'accusé en prison jusqu'à son procès définitif, soit l'obliger (avec ou sans sûretés) à recomparaître plus tard devant la juridiction supérieure compétente. Les cours de police ont enfin dans certaines matières une juridiction civile.

Il nous reste, avant de dire quelques mots de la marche générale de la procédure aux assises, à différencier deux termes qui reviennent constamment dans toute étude pénale de droit anglais, et qui correspondent en quelque sorte à nos *crimes* et à nos *délits*, avec les nuances de la *correctionnalisation* et de la *criminalisation*, si j'ose employer ce barbarisme. Ce sont les *indictable offences* et les *non indictable offences* (infractions qui sont jugées sur un acte d'accusation et infractions qui ne le sont pas).

1° *Indictable offences*. — Comme aux assises et aux quarter sessions le procès ne s'engage que sur un acte d'accusation (*indictment*), toutes les infractions à la loi pénale qui sont déferées à ces cours sont dites *indictable offences*. Tous les crimes et délits de l'ancien droit commun (*common law*) sont *indictable*.

2° *Non indictable offences*. — Au contraire, tous les délits qui sont par essence de la compétence des cours de juridiction sommaire sont dits *non indictable*. Chaque texte qui les prévoit doit déclarer expressément qu'ils doivent être jugés sommairement.

3° *Indictable offences* jugées sommairement. — C'est à quoi je faisais allusion en parlant de correctionnalisation. En effet, dans certains cas, des délits qui étaient originairement jugés exclusivement sur *indictment*, peuvent être désormais jugés sommairement (1).

4° *Non indictable offences* jugées comme si elles étaient *indictable*.

(1) Cf. Sections 10, 11, 12 et 13 du *Summary jurisdiction act*, 1879. De même, certaines espèces de diffamation peuvent être jugées sommairement. La compétence des cours de juridiction sommaire en matière d'*indictable offences* a été encore étendue par la loi contre l'ivrognerie de 1898 (*Inebriates act*, 1898) et la loi de juridiction sommaire de 1899 (*Summary jurisdiction act*, 1899).

C'est l'hypothèse inverse, la *criminalisation*. Cette catégorie comprend les agressions contre les personnes (infractions au Person Act de 1816) ainsi que plusieurs délits créés par des lois récentes.

*
* *

MARCHE GÉNÉRALE D'UN PROCÈS DEVANT LES ASSISES
OU LES QUARTER SESSIONS

Tout d'abord, on présente au grand jury l'acte d'accusation. S'il estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre, le grand jury retourne l'acte d'accusation et tout est terminé. Sinon, le prisonnier est formellement accusé devant le petit jury ; c'est à ce moment qu'un juré peut poser la question de responsabilité *au moment de la mise en accusation*. Si l'accusé est considéré alors comme irresponsable, on ne le juge pas mais on peut ordonner sa détention pour la période de temps qu'il plaira à Sa Majesté. Autrement, il est jugé par le jury.

Dans les cas ordinaires, les décisions du jury peuvent aboutir à l'un de ces trois verdicts : acquittement, condamnation ou un verdict spécial considérant que l'accusé est bien coupable du fait qu'on lui reproche mais qu'il était irresponsable *au moment où il l'a commis*. Dans ce dernier cas, on ordonnera encore la détention comme précédemment, selon le

bon plaisir du Roi (during His Majesty's pleasure). Au cas de condamnation, c'est le juge qui rend la sentence qui peut être la mort (1), les travaux forcés, l'emprisonnement, la détention dans un hospice pour alcooliques, dans une école de réforme (pour les jeunes gens de moins de 16 ans), l'amende ou le fouet. La cour peut encore ordonner la reapparition de l'accusé et le placer sous la surveillance d'un *probation officer*. S'il a moins de 12 ans, elle peut enfin l'envoyer dans une école industrielle.

(1) Les crimes pour lesquels la peine de mort peut être prononcée par les cours non militaires sont : le meurtre, la trahison, la piraterie, l'incendie des vaisseaux de Sa Majesté, des arsenaux ou des docks. On juge par là l'importance que les Anglais ajoutent aux choses de la mer.

Division générale

Nous avons divisé cette étude en trois parties.

Dans la première, nous passons rapidement en revue les mesures prises pour protéger les jeunes enfants contre les actes de cruauté, les mauvais exemples, les mauvais traitements et plus généralement contre la négligence ou l'ignorance dont ils sont trop souvent les victimes.

Malgré ces précautions, l'enfant ayant failli, nous étudions dans la seconde la façon dont il comparait devant un tribunal spécialement établi à son intention et quelles sont les mesures que ce tribunal peut prendre à son égard.

Dans une troisième partie, enfin, nous exposons comment les Anglais ont compris depuis quelque temps l'œuvre de correction et d'amendement, quels sont les établissements de redressement institués, comment ils fonctionnent, quels en sont les résultats.

PREMIÈRE PARTIE

De la protection de l'enfance

C'est un fait frappant que, dans tous les systèmes juridiques de toutes les nations, les lois furent faites au début moins pour la protection des plus faibles que pour la sauvegarde des droits des plus forts. Nulle part ce phénomène ne se manifeste mieux qu'en ce qui concerne l'enfance. Quoique la loi décrète qu'un enfant, lorsqu'il aura atteint l'âge de sept ans, est sujet aux mêmes pénalités qu'un citoyen adulte, elle lui refuse les mêmes droits. Dans les législations antiques, l'autorité paternelle était, en fait, hors de portée de toute sanction légale. Un enfant de huit ans pouvait être condamné pour le même crime qu'un homme de quarante ans à la peine de mort. Ce n'est que par degrés qu'on est parvenu, en Angleterre comme partout ailleurs, à distinguer la criminalité de l'enfant de celle de l'adulte ; de là les *Industrial School Act* et *Youthful Offenders Act*. Puis on reconnut que l'enfant n'est pas un serf dont on puisse louer le corps pour un travail

illimité dans un esclavage sans issue, d'où le Factory Act, le Mine Regulation Act, l'Employment of Children Act. Enfin, on reconnut à l'enfant un droit certain à la nourriture, à la propreté, à un minimum de soins de la part de ses parents, de là la loi pour prévenir les actes de cruauté contre les enfants (prevention of cruelty to children act de 1904) et surtout le Children Act de 1908. Il est évident que nous ne saurions, dans une pareille étude, commenter toutes les lois tant industrielles que scolaires relatives à l'enfance. La loi de 1878, qui réglementait toute l'industrie, supprima complètement le travail des enfants dans certaines industries reconnues comme particulièrement dangereuses. La loi de 1901 a maintenu ces dispositions : les enfants ne peuvent être employés que le matin ou l'après-midi ou un jour sur deux. L'âge légal d'entrée dans une fabrique ou dans un atelier est de 12 ans et un certificat médical est exigé. Enfin, la loi de 1901 exige que les parents, ayant un enfant employé dans une fabrique ou dans un atelier, lui fassent suivre quelque école reconnue. Le patron devra, le lundi de chaque semaine, obtenir du maître d'école un certificat assurant l'assiduité de l'enfant à l'école, conformément à loi (1).

(1) Cf. *La réglementation du travail des femmes, des adolescents et des enfants dans l'industrie anglaise*, Vialla-Martin, thèse pour le doctorat.

La loi de 1897 protégeant la vie des enfants en bas âge (Infant life protection Act) a été complètement abrogée par le Children Act de 1908 dans sa 1^{re} partie. Ce Children Act, que j'aimerais à traduire par *Charte de l'Enfance*, est le monument considérable tout récent auquel j'ai déjà fait allusion et dont nous aurons à faire, au cours de cette étude, un attentif commentaire. Cette loi, votée par le Parlement le 21 décembre 1908, pour être mise en vigueur le 1^{er} avril 1909, s'intitule elle-même « une loi pour consolider et corriger la législation relative à la protection des enfants et des jeunes gens, aux écoles de réforme et aux écoles industrielles, aux délinquants juvéniles et, en général, à tout ce qui concerne législativement l'enfance ou l'adolescence ».

CHAPITRE PREMIER

Protection de la vie de l'enfant.

Nous insisterons peu sur ce chapitre qui n'a pu donner lieu à des créations bien originales. Les textes de la loi de 1908 qui s'y rapportent, se distinguent en somme peu de la loi française du 23 décembre 1884 relative à la protection des enfants en bas âge (1). Notons cependant, dès l'abord, que, tandis que la loi française ne protège que les enfants en très bas âge, ceux qui sont âgés de moins de deux ans, le Children Act, lui, s'applique dans sa 1^{re} partie aux enfants de moins de 7 ans (2).

Comme notre loi, la loi anglaise exige que les personnes qui prennent en nourrice ou en pension des

(1) Cf. également le titre deuxième de la loi du 24 juillet 1889 « sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ».

(2) Article 1 de la 1^{re} partie du children act : infant life protection. La terminologie juridique emploie donc le terme « *infant* » pour désigner un jeune enfant de moins de sept ans, par opposition à « *child* », qui est l'enfant en général, jusqu'à quatorze ans, dit le children act.

enfants (de moins de sept ans), mais à titre onéreux, bien entendu, préviennent les autorités locales dans les 48 heures de la réception de l'enfant. Cette déclaration doit contenir le nom, le sexe, la date et le lieu de naissance de l'enfant, le nom de la personne qui assure sa garde, la désignation du domicile de cette personne, le nom et l'adresse de la personne qui a confié l'enfant. Si les parents nourriciers changent d'adresse, ils doivent en prévenir les autorités, et s'ils vont s'établir dans une nouvelle localité, ils doivent remplir à nouveau dans cette localité les mêmes formalités. Ils doivent déclarer dans les 24 heures le décès de l'enfant, de même que sa reprise par les personnes qui l'avaient confié. Dans le but de surveiller si ces prescriptions sont exactement suivies, la loi reconnaît aux autorités locales, — qui sont pour le comté de Londres, à l'exclusion de la *Cité* proprement dite : le *county council* ; pour la *City* de Londres : le *common council*, et ailleurs les gardiens de la *poor law union*, — le droit de désigner une ou plusieurs personnes de l'un ou l'autre sexe qui visiteront les enfants ainsi placés en nourrice ou en pension, afin de constater s'ils sont convenablement logés et soignés. Si ce sont des sociétés philanthropiques dignes de confiance qui ont placé ces enfants, elles auront le droit d'exercer elles-mêmes cette surveillance à charge de fournir

aux autorités des rapports périodiques. Ces mêmes autorités peuvent d'ailleurs exempter de la visite certaines personnes quand elles estiment que ce n'est pas nécessaire d'user auprès d'elles de ce droit de contrôle. Mais si quelque personne, ayant un enfant en nourrice ou en pension, se refusait à recevoir le visiteur qu'on lui délègue, elle se rendrait coupable d'une infraction aux termes du Children Act 1908, et le visiteur obtiendra, dans ce cas, un mandat de la justice lui permettant de pénétrer de force dans les lieux (1).

Le Children Act ne reconnaît pas à quiconque le droit de prendre un enfant en pension ou en nourrice; et c'est ainsi qu'il en exclut, à moins d'une autorisation écrite des autorités légales :

1° Toute personne à qui l'enfant aura déjà été retiré en vertu des prescriptions du Children Act ou de la loi sur la protection de l'enfant, de 1897 (Infant life protection Act);

2° Toute personne qui conserve l'enfant dans des lieux d'où il aurait déjà été retiré en raison de leur danger ou de leur insalubrité;

3° Toute personne coupable d'avoir commis une infraction à la 2^e partie du Children Act (qui a trait

(1) Cf. les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la loi française du 23 décembre 1879.

à la répression des actes de cruauté contre les enfants), ou à la loi de 1904 pour prévenir les mêmes actes (Prevention of cruelty to Children Act, 1904).

Les autorités locales peuvent fixer en outre le nombre des enfants au-dessous de sept ans qui peuvent être gardés dans la même habitation.

Si enfin un enfant est conservé, malgré tout :
a) dans des locaux déjà surpeuplés, dangereux ou insalubres; — *b)* par une personne incapable, en raison de sa négligence, de son ignorance, de son intempérance, de son immoralité, de ses habitudes criminelles ou de quelque autre cause analogue, de le soigner convenablement; — *c)* De toute façon, par une personne ou dans des locaux en contravention avec le Children Act, tout visiteur ou toute personne désignée ou autorisée dans ce but peut s'adresser au juge ou aux autorités locales afin d'obtenir un mandat l'autorisant à placer l'enfant dans un lieu de sûreté jusqu'à ce qu'il puisse être restitué à sa famille ou qu'il en soit disposé conformément à la loi. Si le mandat émane du juge, il pourra être exécuté par le visiteur ou un agent de police; s'il émane de l'autorité locale, le visiteur s'adressera au juge afin d'obtenir l'autorisation de l'exécuter lui-même.

Quand un enfant, pris en nourrice ou en pension dans les conditions ci-dessus réglementées, meurt, la personne qui en avait charge doit, dans les vingt-

quatre heures du décès, en avertir le coroner du district où se trouve le corps de l'enfant; et le coroner fera une enquête, à moins qu'on ne lui présente un certificat en bonne et due forme d'un médecin attestant qu'il a assisté personnellement l'enfant pendant sa dernière maladie et spécifiant la cause du décès.

La loi a également prévu le cas où les nourriciers pourraient être tentés, par cupidité, d'attenter à la santé ou à l'existence des enfants qui leur sont confiés. Aussi déclare-t-elle que toute personne qui prend un enfant en pension ou en nourrice est censée n'avoir aucun intérêt à la vie de l'enfant en ce qui concerne la loi sur l'assurance sur la vie de 1774 (life assurance act), et si une pareille personne assure directement ou indirectement ou tente d'assurer la vie de l'enfant, la loi la déclare coupable d'un délit, ainsi d'ailleurs que la société d'assurance, la compagnie ou l'individu qui procure ou tente de procurer au bénéfice de cette personne une police d'assurance sur la vie de l'enfant.

Les personnes qui seront reconnues coupables d'infractions aux règlements de ce chapitre, pourront être condamnées par les cours de juridiction sommaire à l'emprisonnement pour une durée n'excédant pas six mois ou à une amende ne dépassant pas 25 livres (625 francs). La cour peut ordonner que l'enfant contre qui le délit a été commis soit conduit en

un lieu de sûreté. Les amendes, dues de telle façon, doivent être payées, en l'absence de toute autre prévision législative, aux autorités locales.

Les dispositions qui précèdent ne s'étendent pas aux parents (1) ou tuteurs d'un enfant, qui le prennent en nourrice ou en pension, ni à quiconque le ferait en vertu d'une loi d'assistance, ni aux hôpitaux, maisons de convalescence ou institutions établies pour la garde et la protection des enfants et consciencieusement dirigées dans un but religieux ou charitable, ni aux pensionnats dans lesquels on donne une éducation élémentaire. En somme, cette première partie du Children Act édicte, comme notre loi Roussel, mais de façon plus étendue et plus complète, d'excellentes prescriptions destinées à sauvegarder les intérêts des jeunes enfants que les nécessités séparent de leurs parents pour les livrer à des mains mercenaires. Des lois de cette sorte, où pour l'application on doit recourir au zèle des autorités locales et des visiteurs de bonne volonté, doivent s'apprécier plus par leurs résultats que par leurs teneurs. Le Children Act a été mis trop tard en vigueur en 1909 pour qu'on puisse, au moins sur ce

(1) Par interprétation du children act lui-même. l'expression *parents* telle qu'elle est employée ici, comprend les grands-parents, frères, sœurs, oncles et tantes, par consanguinité ou par alliance, et dans le cas d'enfants illégitimes, les personnes qui leur seraient ainsi apparentées s'ils étaient légitimes.

point spécial, donner une opinion fortement fondée. Chez nous, hélas ! depuis 35 ans qu'on applique la loi Roussel, on a pu en constater les effets... Ils ne sont pas rassurants. Les chiffres officiels, fournis par le dernier rapport annuel dû à M. Honnorat, ont une cruelle éloquence : sur 34.323 nourrissons, 6.199 sont décédés ; le pourcentage funèbre, qui était en 1875 — où nulle hygiène puérile n'était observée — de 15.70 0/0, est aujourd'hui avec tous les progrès de la science que l'éducation diffuse, avec la surveillance administrative de 15.4 0/0 — gain si maigre qu'il faut l'appeler perte. « Pourquoi ? C'est que la loi Roussel n'astreint suffisamment ni la nourrice ou gardienne, ni le médecin chargé de la surveiller. L'inspection de celui-ci ? Pure formalité. Le docteur quand il vient passe vite : le temps d'un sommaire coup d'œil. Le mioche souvent dépérit, la nourrice est ignare, le milieu dégoutant. Qu'y faire ? Le médecin inspecteur mal rétribué se lasse facilement ; ses observations ne touchent personne, ni la nourrice intéressée, ni l'administration qui se désintéresse. Et puis l'éloignement, la dissémination des visites à faire compliquent encore... Dans ces conditions, allez donc parler d'asepsie, même élémentaire, de pesées... Ah bien oui ! » (1) Je ne serais pas étonné, pour ma part, que

(1) Les Nids, article de M. Victor Margueritte dans le *Journal*, 22 décembre 1910.

les prochaines statistiques qu'on publiera à ce sujet en Angleterre n'aient à provoquer des commentaires moins amers... Non pas, comme nous venons de le voir, que leur loi diffère sensiblement de la nôtre, mais de l'autre côté de la Manche, la pratique des sports entraîne jusque dans les classes les plus basses un certain minimum de soins hygiéniques ; les pénalités que peuvent encourir les contrevenants à la première partie du Children Act sont ensuite suffisamment graves ou onéreuses ; enfin là-bas, c'est l'habitude de recourir aux initiatives privées, plutôt que de se confier béatement en toutes choses à l'Administration. Les quelques fonctionnaires que l'on emploie sont actifs, parce que bien payés. L'exemple de l'Angleterre est une constante démonstration que pour être bien servis, il n'y a encore rien de tel...

CHAPITRE II

Répression des actes de cruauté commis contre des enfants ou jeunes gens

Cette seconde section de la première partie du Children Act est venue s'ajouter, en l'abrogeant pour la plus grande part, à la loi déjà fort complète qui avait été votée en 1904, sous le nom de *Prevention of cruelty to Children Act* (loi pour prévenir les actes de cruauté contre les enfants). Elle déclare en termes généraux que, si une personne âgée de plus de seize ans, qui est chargée de garder et de soigner un enfant ou une jeune personne, volontairement la violente, la maltraite, la néglige, l'abandonne, l'expose ou fait en sorte qu'il ou elle soit violenté, maltraité, négligé, abandonné ou exposé de façon à compromettre sa santé, cette personne sera réputée coupable d'un délit et passible :

a) Sur acte d'accusation, d'une amende ne dépassant pas cent livres ou, soit à défaut du paiement de l'amende, soit en sus, à un emprisonnement avec

ou sans *hard labour* dont la durée n'excèdera pas deux ans.

b) En juridiction sommaire, d'une amende ne dépassant pas vingt-cinq livres ou, soit à défaut du paiement de l'amende, soit en sus, à un emprisonnement avec ou sans *hard labour* dont la durée n'excèdera pas six mois.

La loi considère de même, qu'un parent ou toute personne chargée légalement d'élever un enfant ou une jeune personne, sera censé avoir causé un préjudice à sa santé s'il ne lui fournit la nourriture, les vêtements, l'assistance médicale ou le logement qui lui sont nécessaires, ni ne fait la moindre démarche pour les lui procurer, en vertu des lois sur l'assistance publique. Et la personne qui se sera rendue coupable d'un semblable délit pourra être condamnée, quand bien même la santé de l'enfant aurait été sauvegardée par l'intervention d'un tiers ou quand bien même l'enfant, victime du délit, serait décédé depuis lors. C'est enfin, pour toute personne visée par ces dispositions, une circonstance aggravante, que d'être directement ou indirectement intéressée pour une somme d'argent payable à l'occasion de la mort de l'enfant ou que d'avoir connaissance que cette somme était payable. Dans ce cas : *a)* sur acte d'accusation, la cour a un pouvoir discrétionnaire pour augmenter le montant de l'amende prévue sans que,

toutefois, elle puisse dépasser 200 livres, ou bien elle peut, faisant abstraction des autres pénalités prévues par ces dispositions, condamner le coupable à la peine des travaux forcés (penal servitude) pour une durée ne dépassant pas cinq ans ;

b) En juridiction sommaire, la cour doit, en infligeant la peine, faire intervenir le fait aggravant que la personne coupable était intéressée à la mort de l'enfant.

La loi considère qu'une personne est intéressée directement ou indirectement, quand elle retire un bénéfice quelconque du paiement de la somme, quoiqu'elle ne soit pas la personne à qui cette somme eût dû être régulièrement payée.

En somme, l'idée maîtresse de ces dispositions c'est, comme notre loi du 19 avril 1898 et beaucoup plus qu'elle, d'admettre de nombreux cas où la commission par omission doit constituer des délits. D'ailleurs, il suffira d'une comparaison rapide entre les textes anglais et français pour constater combien nos voisins ont été plus avant dans cette voie (1).

La loi anglaise est entrée, de plus, dans des prescriptions de détail, visant des cas spéciaux, curieuses à cause de présomptions légales originales et parfaitement légitimées par leur intérêt pratique. Ainsi :

(1) Cf. Loi française du 19 avril 1898, art. 349, 350, 351, 352 et 353 du code pénal.

1° Etouffement (art. 13, Children Act).

S'il est prouvé que la mort d'un enfant de moins de trois ans a été causée par étouffement (et que cet étouffement ne soit pas le résultat d'une maladie ou de la présence d'un corps étranger dans la gorge ou les voies respiratoires de l'enfant), tandis qu'il était au lit avec une autre personne âgée de plus de 16 ans et que cette autre personne s'était mise au lit sous l'influence de la boisson, cette personne sera censée avoir négligé l'enfant de façon à lui avoir causé un préjudice physique en conformité avec les dispositions de la loi.

2° Mendicité (art. 14, Children Act).

Si une personne permet à un enfant dont elle a la garde ou la charge, de se tenir dans la rue ou quelque lieu public dans le dessein de mendier et de recevoir des aumônes, que ce soit ou non sous le prétexte de chanter, jouer, s'exhiber, offrir en vente quelque chose ou de quelque autre façon, elle sera passible en juridiction sommaire d'une amende ne dépassant pas 25 livres ou, soit à défaut du paiement de l'amende soit en sus, d'un emprisonnement avec ou sans *hard labour*, ne dépassant pas trois mois. La loi ajoute que, si un enfant est trouvé dans ces conditions sur la voie publique, il sera toujours présumé, jusqu'à preuve du contraire, que c'est avec la

permission de ceux qui en ont la garde, qu'il agit ainsi. Cette présomption légale paraît se justifier très facilement, car comme la preuve contraire en sera ordinairement difficile, elle paraît de nature à encourager vivement les parents ou gardiens des enfants des rues à les surveiller désormais de façon étroite (1).

3° Risques de se brûler (art. 15).

Si une personne de plus de 16 ans qui a sous sa garde un enfant de moins de 7 ans, lui permet de se tenir dans une chambre où un feu est allumé, de telle façon que l'enfant ne soit pas suffisamment protégé contre tout risque de se brûler, si elle n'a pas pris toutes les précautions raisonnables et si, en conséquence, l'enfant se brûle, subit de graves atteintes ou meurt, cette personne sera, en juridiction sommaire, passible d'une amende ne dépassant pas 10 livres.

4° Prostitution des enfants et jeunes gens.

Si une personne qui a sous sa garde un enfant entre 4 et 16 ans, lui permet de résider dans une maison publique ou de fréquenter une maison publique, elle sera passible d'une amende ne dépassant pas 25 livres, ou soit à défaut du paiement de

(1) Cf. Lois françaises du 7 décembre 1874 et du 19 avril 1898.

l'amende, soit en sus, d'un emprisonnement avec ou sans *hard labour* de 6 mois au plus. Si une personne qui a sous sa garde une fille de moins de 16 ans excite ou facilite sa séduction ou sa prostitution, elle sera passible d'un emprisonnement avec ou sans *hard labour* ne pouvant dépasser 2 ans. Et la loi déclare qu'en ce qui concerne ces prescriptions, une personne sera considérée comme ayant causé ou favorisé la séduction ou la prostitution d'une jeune fille, quand elle lui a sciemment permis de fréquenter des prostituées ou d'entrer au service de prostituées ou de personnes réputées de mauvaises mœurs. De même, quand, sur la plainte d'une personne quelconque, il est démontré à une cour de juridiction sommaire qu'une fille de moins de 16 ans est, avec la connaissance de ses parents ou tuteurs, exposée à des risques de séduction ou de prostitution, ou bien vit comme une prostituée, cette cour peut forcer les parents ou tuteurs à s'engager à exercer une surveillance effective sur la jeune fille. Cette obligation est sanctionnée par les règles de la loi de juridiction sommaire de 1879.

La loi se préoccupe ensuite de l'arrestation de ceux qui contreviennent aux prescriptions que nous venons de passer en revue, ainsi que des précautions à prendre pour mettre les enfants maltraités en sûreté.

Tout agent de police peut arrêter sans mandat toute personne :

a) Qui, en vue de cet agent, commet un délit prévu par ces dispositions, quand le nom et la résidence de cette personne sont inconnus de l'agent ;

b) Qui a commis, ou que l'agent a de bonnes raisons de soupçonner d'avoir commis un acte de cruauté contre un enfant, quand l'agent pense que le délinquant tentera de s'enfuir ou qu'il en ignore le nom et l'adresse.

Lorsqu'un agent arrête une personne sans mandat, en vertu de ces dispositions, le superintendant, l'inspecteur de police ou l'officier chargé du poste de police où le délinquant est amené, doit, à moins qu'il ne pense que cette mise en liberté puisse contrarier l'œuvre de justice ou être une source de dangers pour l'enfant contre lequel le délit a été commis, relâcher la personne arrêtée, qui s'obligera à comparaître en justice, avec ou sans sûretés, selon que l'officier de police le jugera bon pour assurer cette recomparution.

Je me permets de rappeler à ce propos que les seuls corps de police, dirigés par l'Etat dans le Royaume-Uni, sont la police métropolitaine de Londres, qui se compose de plus de 15.000 agents recevant de 30 francs par semaine à 10.000 francs par an, et la police d'Irlande, qui compte 10.000 agents.

Les autres corps de police, au nombre de 250, sont nommés, payés et contrôlés par les municipalités et par les conseils généraux des comtés. La moitié des dépenses de police est remboursée aux autorités locales par l'Etat. Au point de vue de l'administration de la justice pénale, les tribunaux criminels sont absolument indépendants vis-à-vis de la police. La police, devant les tribunaux, n'est que partie plaignante. Une arrestation injustifiée peut entraîner des dommages-intérêts par voie civile contre l'agent en faute.

Longuement enfin la loi de 1908 s'inquiète des placements qu'on pourra faire des enfants contre lesquels de semblables délits auront été commis. L'article 4 de notre loi du 19 avril 1898 donne au juge d'instruction commis le droit de confier provisoirement la garde de l'enfant à « un parent, à une personne, ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'assistance publique ». L'article 20 du Children Act s'exprime ainsi :

« Un agent ou toute personne autorisée par justice peut conduire dans un lieu de sûreté (place of safety) l'enfant ou la jeune personne, contre qui a été, ou on soupçonne qu'il a été commis un délit prévu par cette loi ».

L'enfant ainsi conduit dans un lieu de sûreté, de même que l'enfant qui y cherche refuge, y restera

jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant une cour de juridiction sommaire, et cette cour pourra, soit ordonner de l'enfant comme il sera dit ci-après, soit faire en sorte qu'il soit traité comme les circonstances le demandent jusqu'à ce qu'on ait statué sur le sort de la personne qui avait commis le délit à son égard.

Lorsqu'en présence d'un cas semblable il apparaît à une cour de juridiction sommaire qu'il est utile de le faire, elle peut, sans préjudice des pouvoirs que lui donne la présente loi, décréter tout ce que les circonstances exigeront pour la sécurité et l'éducation de l'enfant.

Et l'article suivant, l'article 21, résume en toute simplicité notre loi du 24 juillet 1889, organisatrice de la déchéance paternelle, en déclarant que : « Lorsqu'une personne ayant la charge ou la garde d'un enfant a été accusée ou condamnée pour un délit, de la nature de ceux que cette loi réprime, contre cet enfant, ou qu'elle s'est déjà engagée judiciairement à laisser cet enfant en repos, la cour peut à tout moment ordonner que l'enfant soit placé hors de la garde de cette personne et remis aux soins d'un parent, ou de toute personne convenable à ce dessein, que la cour nommera, ledit parent ou ladite personne consentant à entreprendre cette charge jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 16 ans ou pour une période plus courte que la cour déterminera. »

Mais rien de ce qui vient d'être dit ci-dessus ne saurait être considéré comme empêchant la cour d'envoyer l'enfant dans une école industrielle, toutes les fois qu'elle pourra le faire en vertu des dispositions postérieures de cette loi. Les personnes à qui l'enfant est ainsi confié par justice en sont responsables et la loi édicte des pénalités sévères contre ceux qui tenteraient volontairement de faire échapper l'enfant de chez les personnes à qui il a été confié, ou bien qui, une fois enfui, le dissuaderaient d'y retourner. Il pourra être ordonné en justice que les parents des enfants ainsi placés en dehors de chez eux seront tenus de contribuer à leur entretien, comme cela se produit, nous le verrons plus loin, dans les cas où les enfants sont envoyés dans les écoles industrielles ou dans les écoles de réforme. Mais, dans notre espèce, la limite de la somme qu'on peut exiger des parents est différente de celle qui sera fixée au cas d'envoi dans les écoles; ici, elle ne saurait dépasser une livre par semaine (25 francs). La cour peut même ordonner que tout ou partie d'une pension ou d'une rente dont le parent délinquant est titulaire, sera désormais payée directement à la personne qu'il désigne. Autant que possible on ne confiera d'enfants qu'à des gens de même confession religieuse que la leur propre. Si une personne quelconque vient se plaindre oralement à un juge de ce

qu'un enfant ainsi placé est maltraité ou négligé, le juge pourra décerner un mandat permettant à un agent de retirer immédiatement l'enfant de là où il se trouve et de le conduire en un lieu de sûreté jusqu'à ce qu'il soit à nouveau statué sur son sort. Il n'est pas nécessaire de nommer expressément l'enfant dans un pareil mandat. Le Secrétaire d'État peut désigner des personnes chargées d'inspecter périodiquement les lieux où des enfants ont été ainsi placés en dehors de chez eux. Enfin, si les parents de l'enfant maltraité ou mal soigné sont des ivrognes d'habitude, la cour pourra, au lieu de les envoyer en prison, les envoyer dans une maison de retraite ou dans un établissement spécial pour alcooliques, pour une période n'excédant pas deux ans.

Telles sont, dans leur essence, les prescriptions du Children Act afin de protéger la vie et la santé des enfants. On serait en droit d'en attendre les meilleurs résultats. Cependant, les statistiques ne sont pas tout à fait satisfaisantes. Ici, nous pouvons, en effet, tabler utilement sur elles, parce que la majeure partie de ces dispositions étant déjà contenues dans la loi de 1904 (Prevention of cruelty to Children Act, 1904), nous avons derrière nous une étendue de temps suffisante pour comparer ce qui se passait avant la mise en vigueur de ces mesures et ce qui s'est passé depuis. J'ai annexé, dans cet esprit, à ce

chapitre, un tableau où sont réunies les statistiques de ces quinze dernières années avec, pour chacun des délits qui nous occupent, une moyenne quinquennale. La première table comprend les affaires portées devant les quarter sessions et les assises. La deuxième et la troisième, celles, beaucoup plus nombreuses, qu'eurent à solutionner les cours de juridiction sommaire. On constatera à la lecture de ce tableau (je ne parle pas des abandons, vols d'enfants et corruptions de mineurs, délits relativement peu fréquents et assez égaux, ni des délits contre la loi concernant l'emploi des enfants, quoique, depuis le vote de cette loi en 1902, les poursuites aient été en croissant dans une proportion formidable : 418 en 1904 et 1.186 en 1908) que les actes de cruauté contre les enfants, après avoir subi un léger recul lors de la mise en vigueur de la loi de 1904, ont repris un courant ascendant notable puisque tandis que, de ce chef, 2.871 individus étaient poursuivis en 1907 devant les cours de juridiction sommaire, il y en eut, en 1908, 3.093, sur lesquels :

544 virent les poursuites abandonnées ;

73 furent acquittés ;

142 obtinrent ce que nous appellerions un sursis ;

73 furent mis sous *probation order* ;

2.261 furent condamnés, dont 421 à un emprisonnement de plus de 3 mois et 6 à un emprisonnement de plus de 6 mois.

DÉLITS	Assises et quarter sessions 1893-1908												Moyenne 93-98		Moyenne 99-03		1904				Moyenne annuelle 1904-08
	1893	94	95	96	97	98	1899	1900	01	02	03	1904	05	06	07	08					
Actes de cruauté . .	59	47	50	39	45	52	47	75	89	80	133	152	106	141	115	93	76	109	107		
Abandon d'enfants au-dessous de 2 ans . .	8	11	3	7	5	3	6	8	1	2	5	9	4	4	3	3	4	5	4		
Vol d'enfants. . . .	10	3	7	4	1	4	4	7	3	5	6	5	5	9	2	3	4	6	5		
Corruption de filles (au-dessous de 13 ans) . .	133	121	119	133	106	111	118	115	107	113	86	106	106	92	111	107	97	105	102		
Corruption de filles (au-dessous de 16 ans) . .	143	119	137	132	115	119	124	131	112	70	124	100	108	76	110	130	136	135	118		
<i>Courts of summary jurisdiction 93-08 — Indictable offences.</i>																					
Abandon d'enfants au-dessous de 2 ans . .														1							
Vol d'enfants											1										
Corruption de filles (au-dessous de 13 ans) . .			1						2	1	4	8	3	2	2	2	7	6	4		
Corruption de filles (au-dessous de 16 ans) . .											1	1				6	2	3	2		
<i>Courts of summary jurisdiction 93-08 — Non indictable offences.</i>																					
Actes de cruauté . .	2,170	3,088	3,570	3,640	3,806	4,096	3,640	4,195	4,017	3,909	4,143	3,623	3,978	3,435	2,725	2,881	2,871	3,093	3,001		
Vente de boissons. .											840	427		Loi 1904							
Contraventions contre l'employment of children act 1902. . . .														350	188	168	196	179	216		
														418	466	531	784	1,186	677		

CHAPITRE III

Prescriptions diverses.

Avant de clore cette première partie et de passer à des réformes de l'ordre juridique ou pénitentiaire, infiniment plus intéressantes parce que déterminées par un courant franchement novateur, il était nécessaire de signaler quelques dispositions éparses dans le Children Act et qui trouveront encore à la fin de ces développements leur place la plus logique.

Tout d'abord en ce qui concerne l'*usage du tabac par les enfants*, la loi édicte que toute personne qui aura vendu à un enfant apparemment de moins de 16 ans des cigarettes ou du papier à cigarettes, destinés à son propre usage ou non, sera passible en juridiction sommaire d'une amende ne dépassant pas 2 livres au cas d'une première contravention, 5 livres au cas d'une deuxième et 10 livres au delà de la deuxième. Si un agent ou un gardien de square, en tenue, trouve en train de fumer un enfant apparemment âgé de moins de 16 ans, son devoir est de le fouiller, sauf le cas — réserve bien britannique — où ce serait

une fille, et de se saisir des cigarettes ou du papier. Les tribunaux reçoivent même de la loi le droit de faire déplacer les distributeurs automatiques de cigarettes, au cas où des enfants en useraient. Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants employés dans les manufactures ou entrepôts de tabac, ni aux *messenger boys* en uniforme (1). Dans le terme *cigarette*, la loi comprend tout tabac coupé et roulé dans du papier ou en feuilles, de toute façon propre à être fumée...

Le Children Act dans ses dispositions finales interdit encore aux marchands de ferrailles de se les procurer d'enfants de moins de 16 ans, aux prêteurs sur gage de prêter à des enfants de moins de 14 ans (2), aux forains d'empêcher les enfants qu'ils ont avec eux de suivre régulièrement l'école (3), à toute personne de donner à un enfant de moins de 5 ans une liqueur alcoolisée, sauf sur ordonnance d'un docteur ou dans des cas urgents (4). Aucun débitant de boisson ne doit permettre à un enfant de

(1) Petits messagers, revêtus d'un uniforme spécial, qui font les courses et les commissions des particuliers dans les grandes villes anglaises et rendent, grâce à leur habile répartition sur le territoire londonien, d'inappréciables services aux gens pressés.

(2) Il n'y a pas de Mont-de-Piété réglementé à Londres, mais une multitude d'établissements de prêts privés.

(3) Pour les enfants employés sur des chalands, cf. une loi spéciale : canal boats act, 1877.

(4) Art. 119 et 120 du children act, 1908.

stationner dans un bar pendant ses heures d'ouverture (1). Toute personne qui se propose de réunir dans un édifice un grand nombre d'enfants pour une représentation ou une réjouissance quelconque est tenue de prendre des précautions spéciales.

Enfin, pour terminer cette première partie par une prévoyance toute de détail, le Children Act autorise les autorités scolaires à obliger les parents des enfants, qui apparaîtraient à l'école infectés de vermine ou trop sales, à les faire désinfecter ou laver et, en cas de mauvaise volonté, elle permet à ces autorités de faire procéder elles-mêmes aux dites opérations (2).

(1) Cf. Licensing bill et la loi française du 23 janvier 1873.

(2) Art. 122 du children act, 1908.

DEUXIÈME PARTIE

Des jeunes délinquants.

« Une cour de juridiction sommaire doit, quand elle procède au procès d'un enfant ou d'un jeune homme, à moins que cet enfant ou ce jeune homme ne soit accusé conjointement à des adultes, siéger soit dans un bâtiment ou une salle différents de ceux où se tiennent les audiences ordinaires, soit à des jours et heures différents de ceux où se tiennent les audiences ordinaires. Quand une cour de juridiction sommaire siège dans ces conditions, la loi la considère comme étant une *Juvenile Court* » (1).

Voilà donc institué de façon formelle dans le Royaume-Uni le tribunal pour enfants qui lui vint d'Amérique et que certaines législations continentales viennent d'introduire chez elles par des lois ou des règlements à peu près contemporains. Ce texte a une très grosse importance... Comme on ne l'avait pas attendu en Angleterre, pays des initiatives privées,

(1) Article 111, § 1, children act, 1908.

pour organiser des juvenile courts sur l'initiative donnée en 1905, à Birmingham, par M. Courtenay-Lord, il vint rassurer les consciences de certains juristes qui ne pensaient pas trouver un fondement légal des juvenile courts, dans l'article 20, section 3, de l'act de juridiction sommaire de 1879 (1). Les juges anglais, soucieux de marcher de l'avant, firent bien de s'emparer de cet article, quoiqu'il n'eût pas été vraisemblablement inspiré dans un semblable dessein.

D'ailleurs, la réforme avait déjà été facilitée par des circulaires telles que celle du Sous-Secrétaire d'Etat Akers Douglas, en date du 30 juin 1905, prescrivant de procéder à l'audience des affaires concernant les enfants avant les autres, dans la matinée, et recommandant de ne pas tolérer de fréquentations entre mineurs et adultes, soit en prison préventive, soit devant la justice. Une autre circulaire du Home Office, en date du 14 mars 1907, s'inquiétait de la façon dont les magistrats avaient pu, dans leurs ressorts, réaliser la spécialisation des audiences d'enfants, et leur demandait également ce qu'ils pensaient

(1) Ce texte est ainsi conçu : « Les magistrats d'une division de petites sessions de comté pourront au besoin désigner pour les audiences dont avis aura été donné à chacun des magistrats de ladite division, une station de police ou d'autres endroits en dehors de la maison de justice pour servir de tribunal, à l'occasion, et dans lesquels les affaires pourront être entendues et jugées. »

du système de la liberté surveillée, en tant qu'applicable aux mineurs. Les réponses ayant été très généralement favorables aux réformes, les dispositions législatives ne se firent pas longtemps attendre. Le Probation of offenders Act (loi concernant la mise en liberté surveillée) du 21 août 1907 instituait à côté des officiers de police ordinaires, chargés de surveiller les adultes renvoyés en liberté surveillée, des officiers de police chargés spécialement de la surveillance des mineurs. Enfin, le 21 décembre 1908, étaient promulguées les deux grandes lois qui, l'une sous le titre général de Children Act, l'autre sous celui de Prevention of crime Act (loi pour prévenir les crimes) instituaient : la première, les juvenile courts et les traitements applicables aux mineurs délinquants, la seconde, dans sa première partie, le système le plus propre à améliorer les adolescents délinquants ou système de Borstal.

Il faut noter cet avènement presque simultané des juvenile courts (1) et des probation officers (1) spécialisés, car ce sont là des réformes évidemment complémentaires ; il n'est, à mon sens, véritablement utile de faire statuer sur le sort de l'enfant par des tribunaux spéciaux que si, pour un grand nombre de

(1) Ces termes ayant été définis, nous avons pensé qu'il était préférable de leur conserver leur appellation anglaise, comme cela est généralement admis en terminologie de droit pénal.

cas, ces tribunaux ont, par delà leur sentence, un moyen pratique et sûr, comme les probation officers spécialisés, d'en assurer l'exécution efficace. Dans cette seconde partie qui a trait aux rapports du mineur délinquant avec la justice pénale, il faudra donc se demander successivement comment l'enfant est traité lors de son arrestation, quel est le fonctionnement des juvenile courts devant lesquelles il est traduit, quelles sont les peines que le juge peut lui infliger, et enfin, au cas de renvoi en liberté surveillée, comment cette surveillance est assurée par les probation officers.

CHAPITRE PREMIER

Arrestation des jeunes délinquants et lieux de détention préventive.

Lorsqu'une personne apparemment âgée de moins de 16 ans, arrêtée avec ou sans mandat, ne peut être incontinent traduite devant une cour de juridiction sommaire, l'inspecteur ou le commissaire de police prendra connaissance des faits et devra :

a) A moins que l'inculpation ne soit d'homicide ou d'un autre crime grave ;

b) Ou qu'il ne soit, dans l'intérêt du mineur, nécessaire de le soustraire à la fréquentation de gens réputés pour leurs mauvaises mœurs ;

c) Ou que l'officier de police n'ait de bonnes raisons pour croire que la mise en liberté du délinquant pourrait nuire aux fins de la justice,

Mettre cette personne en liberté provisoire, en lui faisant payer, ou à ses parents ou tuteurs, la somme qu'il jugera propre à assurer sa comparution en justice (1).

(1) Art. 94, children act, 1908.

Si cette personne n'est pas relâchée comme il vient d'être dit, l'officier de police prendra des mesures pour la faire conduire en un des lieux de détention, tels qu'ils sont réglementés par cette loi, afin d'y être maintenue jusqu'à sa comparution en justice, a moins, toutefois, que l'officier de police ne certifie :

a) Que cela est impraticable ;

b) Que le détenu est d'un caractère tel qu'il serait dangereux de l'enfermer dans ces conditions ;

c) Que sa santé ou son état, tant physique que mental, ne permettent pas cette détention.

Ce certificat sera produit à la cour lors du procès (1). Les autorités policières devront s'arranger pour éviter, autant que possible, dans les postes de police, la fréquentation des mineurs avec des adultes en état d'arrestation, autres que leurs parents (2). Une cour de juridiction sommaire, en renvoyant le procès d'un mineur qui n'a pas été mis en liberté provisoire, doit, à moins qu'il ne soit d'un caractère trop violent ou dépravé, le faire conduire non en prison, mais dans un lieu de détention, tel que la loi les réglemente (3).

Un peu plus loin, en effet, la loi prévoit, de façon fort détaillée, la création de ces lieux de détention

(1) Art. 95, children act, 1908.

(2) Art. 96, children act, 1908.

(3) Art. 97, *idem*.

(places of detention) (1). Nous verrons qu'elle y attache une grande importance. Elle donne à cet effet aux autorités de police les plus grandes latitudes : pour établir et aménager ces locaux, elles pourront s'arranger comme bon leur semble avec les particuliers ou les autres autorités, pourvu toutefois qu'elles assurent l'accommodation de ces lieux à l'usage que la loi veut qu'on en fasse. La police tiendra dans ce but des registres faisant connaître la situation et la description de ces lieux de détention, le nom du propriétaire, le nombre d'enfants qui pourront y être détenus, et une copie de ce registre sera conservée dans chaque cour et chaque commissariat de police du ressort. Le propriétaire des locaux ainsi admis comme « lieux de détention », qui continuera à les occuper, est responsable de la garde des enfants y détenus, et si, à quelque moment, il apparaît impropre à sa tâche ou s'il refuse de recevoir un enfant qu'on lui envoie, les autorités de police pourront supprimer purement et simplement de leurs registres les lieux qu'il occupe, en tant que lieux de détention. En choisissant le lieu de détention où ils l'envoient, la cour ou l'officier de police doivent avoir égard, autant que possible, à la confession religieuse de l'enfant. Le Children Act

(1) Art. 108, 109, 110, Children Act, 1908.

a entendu encourager les autorités de police à se pourvoir de semblables lieux dans le plus bref délai, mais ses prescriptions ne devaient être impératives, à cet égard, qu'à partir du 1^{er} janvier 1910 (1).

L'ordre ou le jugement, en vertu duquel l'enfant est conduit en un lieu de détention, doit être remis à la personne qui a la garde de ce lieu et suffira pour légaliser ladite détention. L'enfant, ainsi détenu ou qu'on transporte d'un lieu de détention dans un autre, est considéré comme étant en état d'arrestation légale ; aussi, s'il s'échappe, pourra-t-il être arrêté sans mandat et ramené au lieu de détention où il se trouvait. Le Secrétaire d'Etat déterminera de quelle façon et par qui seront inspectés les lieux que la loi a ainsi organisés.

On pourrait s'étonner qu'une loi aussi vaste que le Children Act se soit étendue de façon aussi détaillée sur ces lieux de détention. Je pense cependant que tous ceux qui s'intéressent aux questions concernant la criminalité juvénile trouveront cette sollicitude très justifiée. Ces *lieux de détention*, nous le verrons quand nous traiterons des peines applicables aux mineurs, ne sont pas seulement des emplacements de détention préventive, mais encore de simili-prisons dans lesquelles les enfants pourront subir leur

(1) Art. 108, § 40, children act, 1908.

peine. Or, tout n'a-t-il pas été dit sur le danger que présentait la fréquentation des mineurs et des adultes, pour un terme si court qu'il soit ? De ces tristes contacts, l'enfant sort la plupart du temps avec une tache indélébile, souvent révolté, toujours contaminé. Il convenait d'éviter [ce danger,] particulièrement pour ceux-là qui, venant d'être arrêtés, souvent pour la première fois, vont être remis, après jugement, à leurs parents ou à des tiers. S'ils avaient fait même le plus bref séjour dans un commissariat commun ou dans une prison commune, ces enfants rapporteraient dans leurs propres familles ou dans les familles auxquelles ils seront confiés, des germes particulièrement contagieux. L'âme de l'enfant est ainsi faite qu'il suffit de quelques exemples vicieux pour la pervertir tout à fait ; l'enfant voit moins souvent, dans l'appareil policier ou judiciaire, des sujets de honte et de crainte que des motifs à gloriole. Ce serait d'ailleurs mal connaître l'esprit profondément pratique des Anglais que de croire qu'ils avaient attendu les textes législatifs de 1908 pour éviter aux délinquants mineurs ces risques de contamination morale. L'enfant était alors gardé jusqu'à son jugement dans des institutions privées, chez des personnes charitables ou dans les workhouses (ce qui ne valait guère mieux — je ne parle que des workhouses — que la prison). Dès 1901, il y avait à Londres

trois maisons (remandhouses) Camberville, Pentonville Road et Harrow Road, spécialement organisées dans ce but. Aujourd'hui il y a des remandhouses dans tout le Royaume-Uni. Nous, nous avons bien la Petite Roquette à Paris, mais en province ?

Autant que les tribunaux pour enfants et que la mise en liberté surveillée, l'institution des lieux de détention spéciaux est indispensable dans une réforme générale bien comprise de la procédure pénale concernant les mineurs. Or, s'il est toujours facile de créer par un texte de loi de pareils établissements, l'exécution de ces mesures ne laisse pas de soulever plus d'une difficulté. Nous en avons fait récemment la triste expérience puisque, quoiqu'une loi du 11 avril 1908 instituât de semblables lieux de détention pour les jeunes prostitués seulement, l'administration française ne parvint d'abord pas à s'en procurer. On dût différer d'une année, à deux reprises, l'application de la loi. Et tandis qu'à Paris, grâce à M. Mirman, on détiendra les filles, pendant les deux rétentions provisoires qu'a prévues la loi, dans une maison de la rue Saint-Maur, qu'adviendra-il des garçons, et des filles et des garçons dans le reste de la France ? (1) Et qu'adviendrait-il surtout si, par

(1) Cf. Article de M. E. Prevost sur l'application de la loi du 11 avril 1908, *Gazette des tribunaux*, 3 décembre 1910.

une disposition prochaine analogue à celle que nous venons d'étudier en droit anglais, une loi venait heureusement décréter que tous les enfants arrêtés, pour quelque motif que ce soit, devront subir leur détention préventive dans des locaux distincts et spéciaux? Il convient d'ailleurs de ne pas dissimuler que, même en Angleterre, les autorités de police ont souvent trouvé beaucoup de difficultés pour établir les lieux de détention tels que les a conçus le Children Act. Dans plusieurs cas, le Secrétaire d'Etat a même dû recourir à un expédient temporaire qui consiste à se servir des écoles industrielles, quand les directeurs y consentent, pour y garder les enfants jusqu'à leur comparution en justice. Mais cet arrangement n'est souhaitable que dans des cas tout à fait exceptionnels, et, en général, il n'est pas aisé de se servir des écoles industrielles à cette double fin (1).

(1) 53^e Rapport pour l'année 1909 de l'inspecteur des écoles industrielles et de réforme, 2^e partie, 1910.

CHAPITRE II

Les tribunaux pour enfants.

J'ai dit plus haut comment les Anglais étaient parvenus, par étapes, au texte législatif qui institue désormais de façon formelle dans le Royaume-Uni les tribunaux pour enfants ou juvenile courts. Le mouvement date de loin. Le premier tribunal pour enfants était institué le 1^{er} juin 1899 à Chicago. En 1890, la Sud-Australie réalisait déjà en fait la spécialisation des audiences de mineurs, pratique qu'elle légalisait en 1895. En 1894, le Canada promulguait une loi décidant de faire échapper à la publicité les débats concernant les mineurs de 16 ans. En 1905, la Nouvelle Galles du Sud proclamait également les principes contenus au Children Act. Aujourd'hui, la plupart des États européens ont coopéré au mouvement soit par des lois générales, soit — et c'est peut-être le cas le plus fréquent parce qu'il entraîne moins de longueurs et ménage, sans trop rien bouleverser, les susceptibilités budgétaires communes à tous les gouvernements — par voie de décrets, de réglemen-

tations, de circulaires. C'est de cette dernière façon que l'Allemagne a pu voir organiser des tribunaux pour enfants dans toutes les villes importantes de l'Empire où la criminalité juvénile sévissait à l'état particulièrement aigu et les statistiques tendaient à prouver qu'elle en avait bien besoin (1). La question n'a laissé indifférentes ni l'Italie, ni la Suisse, ni l'Autriche, ni la Hongrie. Elle ne pouvait non plus laisser la France impassible. Dès 1906, M. Ed. Julhiet prononçait à Paris, au Musée social, l'apologie des juvenile courts telles qu'on les conçoit en Amérique, mais tandis qu'on continuait à discuter de façon pour ainsi dire continue les réformes à apporter dans ce sens à notre organisation judiciaire, au sein des sociétés savantes et plus particulièrement de la compétente et puissante Société des prisons, aucune initiative parlementaire n'aboutissait à un résultat pratique. Un projet cependant timide et partiel de M. Deschanel se voyait entièrement défiguré par des amendements malencontreux. « La Commission des réformes judiciaires, saisie du projet de loi, a-t-on dit sévèrement mais justement, ne l'a amendé ni dans le sens des objections qu'on lui faisait, ni dans aucun autre. Elle l'a tout simplement mutilé, sabré, défi-

(1) *Les tribunaux pour enfants en Allemagne*, par Marcel Kleine, bibliothèque du Musée social, Arthur Rousseau, 1910.

guré, saboté » (1). Par bonheur, un groupe de sénateurs dont la plupart sont d'éminents sociologues, tels que MM. Ferdinand Dreyfus, Bérenger, Ribot et Léon Bourgeois, ont déposé, le 7 juin 1910, sur le bureau du Sénat une proposition de loi « sur les infractions à la loi pénale imputables aux enfants mineurs de 12 ans, sur les tribunaux pour enfants et sur la liberté surveillée. » Nous ignorons le sort que le hasard des commissions et des débats parlementaires réserve à cette proposition très sérieusement élaborée par des gens compétents et qui — quoique n'étant pas à l'abri de toute critique — marque un progrès certain sur le peu qui a été fait. Ce *peu* nous le devons, en l'absence de toute disposition législative, à l'initiative des magistrats qui, assistant sans armes au terrible accroissement des délits de mineurs, ont cherché à s'armer eux-mêmes : dès 1906, on spécialisait au tribunal de la Seine quatre juges d'instruction ; en mars 1907, M. le Procureur de la République Monier réservait aux mineurs l'audience du lundi à la 8^e Chambre correctionnelle ; en décembre 1910 enfin, on réservait aux mêmes mineurs l'audience du mercredi à la Chambre des appels correctionnels.

Ce rapide historique était nécessaire pour montrer

(1) *La criminalité juvénile*, article par M. Paul Mimande, *Revue Bleue*, 19 novembre 1910.

où nous en sommes comparativement à nos voisins d'Outre-Manche. Ainsi, tandis que le Children Act, 1908, mis en vigueur le 1^{er} avril 1909 et généralisant ce qui se passait dans la plupart des grandes villes anglaises (c'est en 1905 que M. Courtenay-Lord avait donné le branle à Birmingham), instituait partout où il y a à juger un mineur dans le Royaume-Uni une juvenile court, nous restons en 1911 en présence de cette unique amélioration de détail qui est l'organisation de la spécialisation des lundis de la 8^e Chambre correctionnelle. A-t-on cependant assez épilogué en France sur ce progrès mesquin destiné au seul Paris et dans lequel il serait puéril de chercher à découvrir quelque chose qui ressemblât à une juvenile court. Loin de moi la pensée de tenter de diminuer le dévouement d'avocats qui, comme M^{es} Rollet, Kleine ou Maria Verone, donnent le plus bel exemple d'une activité exclusive et désintéressée, ou de magistrats, comme M. le président Flory dont la science juridique et l'affabilité sont au-dessus de tout éloge. Certes non ! Mais ces avocats et ces magistrats eux-mêmes sont les premiers à avouer que leur audience spécialisée n'est qu'un reflet bien lointain de la juvenile court idéale, et, comme nous, ils le déplorent.

Que dit, en effet, de façon précise le texte du Children Act relatif aux juvenile courts ?

« La cour..... siège soit dans un bâtiment ou dans

une salle différents de ceux où se tiennent les audiences ordinaires, soit à des jours ou à des heures différents de ceux où se tiennent ces audiences » (art. 111, § 1).

Il est de toute évidence que la loi réserve ses faveurs à la première alternative. A Londres et dans la plupart des grandes villes, les juvenile courts se tiennent sinon toujours dans des bâtiments absolument distincts, du moins dans des salles spécialement aménagées dans ce dessein et réservées à cette unique destination. Or, l'audience spécialisée du lundi, à Paris, a lieu dans les locaux ordinaires de la 8^e Chambre correctionnelle, distraits pour un jour à leur habituelle clientèle. C'est le même appareil, la même disposition, la même atmosphère. Continuons la lecture de l'article 111 du Children Act : « On devra faire en sorte d'éviter que les personnes apparemment de moins de 16 ans ne soient mises en contact avec les adultes sous le coup d'une inculpation autre que celle pour laquelle le mineur est poursuivi, soit pendant le trajet du dépôt à la prison, ou inversement, soit pendant qu'ils attendent leur comparution devant le tribunal ou quand ils l'ont terminée » (art. 111, § 3). Je dois dire qu'ici, toujours à défaut de texte législatif, la pratique administrative a su, en France, obvier aux mêmes inconvénients.

— « Dans une juvenile court, personne en dehors des membres et du personnel de la cour, des parties au procès, de leurs avoués et de leurs avocats et des autres personnes directement intéressées, ne peut, sauf par permission spéciale de la cour, être autorisé à assister à l'audience. — Exception faite, toutefois, pour les légitimes représentants de la presse et des agences » (art. 111, § 4).

Or, aux lundis de la 8^e Chambre correctionnelle, il est un fait qui n'échappe à aucun observateur clairvoyant : si les audiences correctionnelles ordinaires sont déjà suivies à Paris par un nombreux public, avide de dormir au chaud dans le bercement favorable des cadences harmonieuses, aux lundis de la 8^e ce n'est plus la foule, c'est l'écrasement. Serait-ce que les gardes de service, interprétant mal leur consigne, laissent pénétrer des profanes dans la Chambre, car, en principe, cette audience est à « publicité restreinte ? Non pas, mais comme on autorise la présence, d'un bout à l'autre de l'audience, de tous les parents dûment convoqués des enfants jugés ou à juger, de tous les témoins des affaires expédiées ou à venir, de tous les gardiens de la paix ou inspecteurs de la sûreté qui, ayant terminé leur déposition, persistent à s'intéresser à celles de leurs collègues, qu'il faut compter en plus sur une affluence inusitée d'avocats, de représentants d'œuvres de patronage,

de dames charitables, tout cela fait en fin de compte que les enfants qui sont traduits aux lundis de la 8^e Chambre correctionnelle trouvent, les vicieux, pour parader, les timides, pour s'effarer, au banc des accusés, le plus compact et le moins désirable des publics. J'affirme que cela ne se passe pas ainsi en Angleterre. En juin dernier j'ai pu, grâce à la courtoisie du juge du tribunal de Bow street, à Londres, assister à l'audience de la juvenile court. Introduit dans la salle, j'ai pu constater que les prescriptions que j'ai traduites ci-dessus, étaient observées à la lettre. Le juge, le greffier, la défense, les probation officers, les parents et les témoins qu'on introduit un à un et qu'on fait sortir dès que l'audition du cas est terminée, voilà les seules personnes qui assistent à l'interrogatoire de l'enfant qui ne ressent aucun besoin de parader ni aucune frayeur devant un public aussi restreint. Quant à la presse, elle ne doit pas abuser de la tolérance que lui laisse la loi de 1908, car de journalistes, tout au moins ce jour-là, je n'en ai pas vu l'ombre au tribunal de Bow street (1).

(1) L'article 24 de la proposition de loi de M. Ferdinand Dreyfus implique bien une publicité restreinte, en tous points semblable à celle des juvenile courts, mais les réformes de ce genre naissent moins des termes de la loi que de la façon dont on l'applique. Et pourquoi, dès aujourd'hui, le président de la 8^e chambre ne ferait-il pas évacuer la salle d'audience par les parties à un procès terminé, le public restant devant largement suffire pour justifier la publicité que la loi exige ?

Puisque j'ai tenté d'établir une comparaison entre notre audience spécialisée et la juvenile court, qu'on me permette encore les deux observations suivantes :

1° Tandis qu'à Paris, étant donné la hâte avec laquelle on procède, il n'est point rare de voir sur le banc des accusés jusqu'à six ou sept enfants dont chacun est inculpé dans une affaire différente, ce qui permet aux cinq ou six autres d'assister à l'interrogatoire et au jugement du premier d'entre eux, profitant ainsi des leçons de son cynisme ou de sa mauvaise foi, les enfants ne sont introduits dans les juvenile courts que les uns après les autres et on évite soigneusement tout contact entre eux avec la même sollicitude que s'il s'agissait de mineurs et d'adultes (1).

2° Le service d'ordre (si j'ose employer un mot aussi considérable) des juvenile courts est assuré par deux agents dépourvus de toute arme, dont l'un se tient à la porte et l'autre devant la barre où il conduit gentiment l'enfant par la main. J'ai constaté qu'aux lundis de la 8^e, il y a, au contraire, quelques gardes municipaux de plus que de coutume, qui surveillent sans aménité les jeunes inculpés, comme ils le feraient aux assises.

Mon excuse, pour avoir insisté aussi pesamment sur

(1) N'est-ce pas l'inconvénient que nous signalons que ledit article 24 de la proposition F. Dreyfus entend éviter, quand il déclare en premier lieu : « Chaque affaire sera jugée isolément » ?

un parallèle trop facile, c'est qu'il y a à Paris, au Palais et à la ville, nombre d'esprits optimistes, pour lesquels l'audience spécialisée de la 8^e représente dans son genre un petit idéal (1). Il me semble qu'il convenait, par une comparaison franche avec des institutions véritablement novatrices, de montrer ce qu'on a fait.... et ce qui reste à faire.

La vérité, à mon sens, c'est qu'en matière de tribunaux pour enfants comme en tout autre matière, les demi-mesures ne sauraient convenir. Tandis que les Anglais, imbus des idées qui leur venaient d'Amérique, marchaient franchement dans la voie nouvelle, nous, soucieux, avant tout et contre tout, de faire cadrer les réformes avec notre organisation judiciaire traditionnelle, nous en sommes arrivés à un compromis qui se traduit en dernière analyse par un progrès minime. Le Dr Baernreither, dont les travaux sur la politique criminelle des Américains concernant l'enfance, devaient déclencher tout un mouvement d'idées dans les pays germaniques, était-il touché de la grâce prophétique quand il prononçait, le 11 juin

(1) Ainsi un avocat réputé, M^e Paul Guillain, ne craignait pas d'écrire dans un article de tête consacré aux tribunaux pour enfants dans *Excelsior* (14 février 1911) : « Rien à première vue, quand on pénètre dans la salle [la salle des audiences du lundi à la 8^e ch. corr.], ne peut faire prévoir toutes les misères qui vont y être découvertes tout à l'heure. L'audience a une physionomie quasi-familiale ». Conclusion à laquelle nous ne saurions souscrire.

1908, au Congrès allemand du droit pénal à Posen, ces paroles capitales que je traduis (1) :

« Les tribunaux pour enfants dans les différents Etats ou villes d'Amérique [il pourrait dire aujourd'hui d'Angleterre aussi], présentent en gros le même spectacle : un juge expérimenté qui a fait de sa tâche son devoir journalier, qui a des rapports constants, sinon exclusifs, avec les enfants, un état-major d'hommes et de femmes qui, comme probation officers, recherchent tous les moyens de soutenir et d'éduquer l'enfant, un cercle des représentants des œuvres de patronage et des maisons de réforme, ainsi que quelques personnes à qui le juge a permis l'accès de la salle d'audience où les a conduits l'intérêt qu'elles portent aux œuvres sociales — et tous ces gens-là sont réunis par la même pensée : *Education au lieu de repression*, aussi longtemps qu'on pourra espérer réussir par les moyens éducatifs. Voilà le noyau de l'idée. Tout le reste est forme et accessoire. *C'est que je considère l'institution des tribunaux pour enfants comme la résultante nécessaire d'un courant d'idées*. Si l'on se rend à cette idée qu'avant tout, pour combattre la criminalité juvénile, il faut employer en premier lieu des principes éducatifs, alors

(1) Cf. *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, 15^e vol., liv. 2, 1908. « *Über Jugendgerichte* ».

on va de soi-même à la formule que nous décrivons pour être celle des tribunaux pour enfants. Si cette pensée ne se fait pas claire en vous, alors vous tremblez, vous vous satisfaites de décisions indécises, de demi-mesures, alors cette institution à laquelle vous donnez le nom de tribunal pour enfants devient une sorte d'organisme judiciaire qui peut évidemment présenter certains avantages, mais qui est, par essence, une écorce sans noyau ».

Fatalement il conclut que tout dépendra de l'influence personnelle que le juge ou l'agent de surveillance obtiendra sur l'enfant ou ses parents : « Les résolutions de pure forme ne signifient plus rien ici ; dans les efforts individuels réside toute la difficulté de la chose comme aussi en dépendra son succès. L'Amérique a eu le courage de fonder sur sa puissance sociale cette grande réforme du droit pénal. Les temps prochains diront si c'était bien calculé. D'après le cours actuel des choses, j'ose répondre « oui », tout en faisant la part des exagérations et des lacunes ».

Ces exagérations et ces lacunes ne semblent en effet pas — toute médaille a son revers — avoir été évitées par les magistrats américains (1).

(1) A l'appui de cette affirmation, je puis rapporter, entre autres exemples, ces paroles de M. le Directeur Schrameck [Rapport sur le Congrès de Washington, *Revue Pénitentiaire*, nov.-déc. 1910] : « A

Les Anglais, profitant de l'expérience des autres, se sont montrés plus pondérés. Le D^r Bærnreither montre, à l'appui de sa thèse, comment les idées américaines ont trouvé d'abord un écho, puis des applications en Angleterre, phénomène d'autant plus remarquable que toute évolution de droit se heurte là-bas à un terrain conservateur. Il n'hésite pas à considérer comme une grande supériorité pour le juge des juvenile courts de n'avoir pas à se poser la question française du « discernement », mais de pouvoir se déterminer, selon les circonstances, à employer un des nombreux moyens de correction ou d'éducation que les lois mettent à sa disposition. La question si théorique et si délicate du « discernement » qui a trouvé

Indianapolis, nous avons vu fonctionner le tribunal d'enfants. Nous sommes arrivés à un moment où l'on était évidemment prévenu de notre arrivée ; nous avons trouvé là un juge d'allures très paternelles qui avait à se prononcer sur le cas de cinq jeunes gens arrêtés pour avoir jeté des pierres sur un train en marche. Il paraît que deux ou trois de ces jeunes gens étaient sous la surveillance d'un probation officer. Cela ne les avait pas empêchés de commettre une contravention. Même si on ne nous l'avait pas dit, nous aurions compris que ceux-là étaient déjà des récidivistes, car l'admonestation du juge ne paraissait pas leur produire beaucoup d'effet. Est-ce parce qu'il y avait une nombreuse assistance ? C'est possible. Trois n'avaient guère l'air intimidé ; un seul, dont la mère était présente paraissait ému et pleurait. L'admonestation à chacun d'eux, puis à tous, a duré assez longtemps. On reproche à nos audiences d'être trop sévères, nous avons trouvé que celle-là était peut-être un peu dépourvue de solennité...

— M. le président : « C'est ce qu'ils désirent, c'est le principe américain. »

tout naturellement sa place à son heure dans notre code, ne devrait évidemment plus se poser devant des juges actuellement moins soucieux de la recherche d'un criterium psychologique que de celle des moyens pratiques de contribuer au redressement de l'enfant coupable...

Un autre avantage, et considérable celui-là, de cette conception de la juvenile court, c'est qu'on peut y traduire, sans inconvénients en somme, des enfants d'un âge encore tendre, auxquels certains voudraient éviter toute comparution en justice. J'ai vu sans appréhension des enfants de moins de 10 ans comparaître devant le tribunal de Bow street, cependant que la proposition de loi F. Dreyfus persiste à faire une distinction capitale entre les enfants de moins de 12 ans, âge auquel elle fixe la responsabilité pénale absolue (1), et ceux de plus de 12 ans. Il ne faut pas, dit l'honorable sénateur, dans son exposé des motifs (2), « non seulement traduire les jeunes enfants devant les tribunaux, mais même leur infliger la tare d'une poursuite criminelle » ; et plus loin, « même quand le juge biaise avec la loi en déclarant le non discernement, on n'évite pas à l'enfant la flétrissure de l'arrestation, le transport entre les

(1) La commission du Sénat a élevé cette limite de 12 à 13 ans.

(2) Proposition de loi F. Dreyfus, Exposé des motifs, *Gazette des tribunaux*, 3 juillet 1910.

gendarmes, la promiscuité du poste de police, la voiture cellulaire, la souricière, la Petite Roquette et l'exposition publique à l'audience... » Cela est à peu près exact dans notre système, mais avec des prescriptions aussi simples et aussi sages que celles que nous avons étudiées dans le Children Act de 1908, que resterait-il de réel dans ces craintes concernant un enfant entre 7 et 16 ans, coupable d'un délit dans le Royaume-Uni ? Ou la flétrissure de l'arrestation ? C'est en principe la liberté provisoire, ou, si elle est incompatible avec le bon ordre de la justice, le remand-house ou lieu de détention provisoire. Ou l'exposition publique à l'audience ? C'est la juvenile court, paisible et familiale avec sa publicité la plus restreinte, juste suffisante pour produire sur l'esprit même d'un jeune enfant un sentiment de respect et de honte. Combien toujours paraîtra factice, arbitraire, cette distinction entre un enfant de 13 ans et un enfant de 14 ans alors qu'une instruction semblable, un même milieu social, en auront fait des mentalités à peu près identiques ! J'estime que les Anglais ont été très heureusement inspirés en évitant, dans leur réforme, de fixer entre 7 et 16 ans un âge d'irresponsabilité pénale absolue, car le premier mérite d'une telle réforme en est évidemment la simplicité. M. le sénateur Ferdinand Dreyfus n'a pas dissimulé, dans son exposé des motifs, la source de

cette distinction, qui est un passage bien connu de Rossi : « Il est entre le jour de la naissance d'un homme et l'âge de 16 ans un point où la présomption d'innocence s'affaiblit assez pour que l'acte individuel mérite d'être examiné. Mais avant d'atteindre ce point, la présomption d'innocence est tellement forte qu'elle doit dominer sans partage et ne point admettre l'examen. Placer sur la sellette un enfant qui n'a pas huit ans ou neuf ans accomplis, c'est un scandale, un acte affligeant qui n'aura jamais l'assentiment de la conscience publique. C'est une éducation qu'il faut donner à ces petits infortunés, on ne peut songer à leur infliger une peine. Qui pourrait la prononcer avec la parfaite conviction de la culpabilité de l'accusé ? Qui pourrait affirmer que la condamnation ne serait pas un mouvement de haine contre le fait en soi plus encore que d'une appréciation impartiale de la culpabilité de son auteur (1) ?

De ce passage d'un juriste très écouté, résulte en partie cette habitude qu'ont prise les législations modernes de fixer, suivant leurs habitudes et leurs climats, des âges de responsabilité pénale différents (2).

(1) Rossi, *Traité de droit pénal*, t. II, p. 155 et 156.

(2) Angleterre et Russie, 7 ans ; — Roumanie, 8 ans ; Espagne et Italie, 9 ans ; — Norvège, Grèce, Autriche, Portugal, Cantons de Genève, de Lucerne, du Tessin, projet belge, 10 ans ; — Allemagne, Hongrie, Cantons de Bâle, Fribourg, Berne, Neuchâtel, Zürich, 12 ans ; — Projet français amendé, 13 ans ; — Cantons de Valais, de

Mais cette idée n'est pas, je pense, en concordance avec celle que les législateurs anglo-saxons, M. Bærnrheiter et M. Ferdinand Dreyfus, lui-même, dans d'autres passages de son exposé, semblent se faire des tribunaux pour enfants. La limite de 7 ans, elle, n'est pas une de celles auxquelles on parvienne par de nombreux travaux psychologiques ou physiologiques. C'est celle du bon sens. Le peuple, qui se trompe parfois moins souvent dans les questions délicates que les spécialistes les plus avertis, le peuple de chez nous n'appelle-t-il pas la septième année « l'âge de sagesse », c'est-à-dire le premier âge où un enfant commence à prendre conscience de ses actes, de leur portée ? Puisque donc, il est entendu, une fois pour toutes, que le tribunal pour enfants n'est pas par essence une juridiction de répression — la répression pour lui ne sera que le remède des cas désespérés — à quoi bon chercher entre 7 ans, âge de la première compréhension, et 16 ans, âge digne de la dernière indulgence, un critérium toujours fuyant, toujours factice de l'irresponsabilité absolue ? Comme nous touchons bien du doigt en ce moment ces « complications latines » auxquelles je faisais allusion dans mon Introduction. Au lieu de la simple,

Vaud, projet du code pénal suisse, Danemarck, 14 ans ; — Suède 15 ans.

juvenile court, merveille d'unité, de clarté, nous voici dans la proposition Dreyfus — il faut bien toujours y revenir puisque c'est vraisemblablement la loi de demain — en présence de deux organismes tout à fait différents : les « conseils familiaux » pour les mineurs de 13 ans; les tribunaux pour enfants proprement dits, pour les mineurs de 13 à 18 ans(1). Il eut été si simple, d'après ma conception, qui doit être cependant également celle de certains co-signataires du projet Dreyfus (2), de n'envisager, imitant tout simplement la loi anglaise qui donne de si bons résultats, qu'une sorte de juvenile courts qu'on aurait appelées à son aise conseils familiaux ou tribunaux pour enfants, peu importe le nom (3) !

(1) Comme pour mieux confirmer ce que je me permets de dire sur la vanité de semblables distinctions, le Sénat vient, le 9 mars 1911, de remplacer les « conseils familiaux » du projet par la Chambre du conseil du tribunal. Je ne doute pas qu'on trouve autre chose à la Chambre.

(2) Par exemple, l'éminent sénateur Bérenger, qui disait à la séance de la Société des prisons du 20 juin 1910 : « Il semblait qu'on dût alors adopter partout ce type (le type initial de la juvenile court de Chicago) ou tout au moins s'en rapprocher le plus possible ; c'est le contraire qui arrive. *Il n'y a que l'Angleterre qui ait fait quelque chose d'analogue* ; quant aux autres nations, il semble que leur effort ait plutôt tendu à se débarrasser par quelque imitation lointaine de l'idée primordiale du tribunal d'enfants et à trouver quelque chose qui empêche l'opinion de s'y attacher. *En réalité, ce qu'on a imaginé partout sous des titres divers, c'est le contraire du tribunal d'enfants tel que l'Amérique l'a conçu et institué* ».

(3) Cf. enfin dans notre sens, *Revue pénitentiaire*, février 1911, p.

Revenons à l'Angleterre. J'ai dit que j'avais dû à l'amabilité du juge de Bow street d'assister à une de ses audiences. Cela se passe sans le moindre appareil. L'audience de la juvenile court se tient dans une salle claire et gaie réservée à cet usage, au premier étage de la police court, au-dessus de la salle des audiences ordinaires. Le juge unique est un grand vieillard, tête chenue à laquelle le retrait de la perruque — pour bien affirmer la familiarité de l'audience — n'enlève aucune majesté. Il n'est pas trop distant, mais pas non plus trop proche. Il siège derrière une simple table sur un fauteuil légèrement surelevé. Devant lui,

245, « La législation pénale de l'enfance et les tribunaux d'enfants en Suisse », par M. Léon Lyon-Caen : « Le projet suisse divise la minorité pénale en 3 périodes : au-dessous de 14 ans, de 14 à 18, de 18 à 20 ans. Toutefois, l'âge de 14 ans ne sert pas, comme on pourrait le croire, de séparation entre la phase dite d'irresponsabilité absolue où les mesures de réforme ou d'assistance peuvent seules intervenir à l'égard du mineur coupable et celle dite d'irresponsabilité relative, où la condamnation pénale est nécessaire, mais atténuée au cas de discernement, les mesures de relèvement étant subordonnées à l'absence de discernement. C'est le système du code pénal italien, du code pénal allemand, de la proposition de loi Ferdinand Dreyfus actuellement pendante devant le Sénat, de la plupart des cantons suisses.

Telle n'est pas la conception de l'avant-projet (Avant-projet du code fédéral suisse de 1908) : *il place — c'est là son trait hautement original — les mineurs de 14 à 18 ans (Jugendliche) comme ceux de 14 ans (Kinder), franchement en dehors de l'application des peines du droit commun et étend, même après 14 ans, le régime purement éducatif. Au fond, aucune divergence ne sépare le traitement des premiers et celui des seconds ».*

au-dessous, le greffier. Sur des bancs, à gauche, les probation officers spéciales. Un agent sans armes introduit les premiers comparants. Ce sont de ravissantes petites filles élégamment vêtues qui viennent, assistées de leurs parents, solliciter du juge l'autorisation de jouer le soir dans certains théâtres ou music-halls. Le directeur de la scène, également présent, explique au juge quel est le travail qu'il exige de l'enfant et à quelle heure celui-ci est libéré.

Le juge (à l'enfant) : « Dormez-vous au moins bien après le théâtre? »

La petite fille : « Oh! tout à fait bien! »

La permission est accordée, mais l'enfant devra être au lit à 10 heures. Après quelques cas analogues, on introduit un jeune garçon de 14 ans, qu'un inspecteur de police accuse de mendier le soir à la sortie des théâtres. Il est accompagné de sa mère, un bon type d'ivrognesse londonienne. L'inspecteur a trouvé sur l'enfant, lors qu'il l'appréhendait, 1 schelling 6, soit un peu plus de deux francs. Comme il venait de chercher un « cab » pour un « gentleman », l'enfant prétend que cette somme est la rétribution de la commission. L'inspecteur de police insiste pour démontrer combien cette générosité serait insolite et affirme avoir longuement surveillé l'enfant qui mendiait. La maman, pas contente, s'emporte contre l'inspecteur. Le juge la fait avancer à la barre, et

l'admoneste sévèrement pour laisser courir son fils la nuit. Il acquitte l'enfant qu'il rend à sa mère, mais octroie à cette dernière, à titre d'avertissement, 20 schellings d'amende. De plus en plus furieuse, la mère sort en maugréant à haute voix. Mais cela n'est pas du goût du juge qui la fait rappeler pour lui annoncer flegmatiquement... qu'il a doublé l'amende. Cette fois, elle se taît. Et l'audience continue...

Le Children Act prévoit pour Londres « que Sa Majesté pourra, par décret et en vertu des lois sur les métropolitain police courts de 1839 et 1840, pourvoir à l'établissement d'une ou plusieurs juvenile courts pour l'étendue du district de la police métropolitaine et assigner comme zone à chacune d'elles telle étendue du district qu'Elle spécifiera dans le décret. Dans ce cas, le London County Council (conseil municipal) devra, sur la réquisition du Secrétaire d'Etat, pourvoir à l'accommodation dans ce but des locaux nécessaires, en s'entendant pour les règlements pécuniaires avec le Secrétaire d'Etat » (1). Aussi, à Londres même, où il serait très difficile de disposer de bâtiments spéciaux, les juvenile courts siègent-elles dans des salles à elles réservées, dans les bâtiments des police courts.

La loi exige que les parents ou tuteurs des enfants

(1) Children Act, 1908, art. 411, § 5.

traduits en justice soient toujours présents à l'audience, — à moins que la cour ne les en exempte formellement. Ceux dont l'assistance est ainsi requise sont ceux qui ont actuellement l'enfant sous leur contrôle effectif. Toutefois, si une telle personne n'est pas le père de l'enfant, la cour peut exiger, en outre, la présence du père. Les parents ou tuteurs pourront d'ailleurs, du fait de l'enfant, être condamnés à des peines pécuniaires, comme nous le verrons en traitant des peines applicables par les juges des juvenile courts.

On sait que le Children Act a été mis en vigueur le 1^{er} avril 1909. Une disposition spéciale aux juvenile courts a autorisé le Secrétaire d'Etat, au cas où les arrangements nécessaires n'auraient pu se trouver réalisés à cette date, à la reculer jusqu'au 1^{er} janvier 1910.

CHAPITRE III

Quelles sont les peines applicables aux jeunes délinquants ?

Avant d'énumérer les différents moyens qu'il donne au juge pour solutionner les procès des jeunes délinquants, le Children Act édicte en faveur de ces jeunes gens des dispositions exorbitantes du droit commun :

En aucun cas, la condamnation d'un enfant ou d'une jeune personne ne pourra être considérée comme une condamnation pour crime, en ce qui concerne les incapacités que la loi attache au crime (art. 100).

Lorsqu'une cour de juridiction sommaire ordonne qu'un enfant ou qu'une jeune personne paiera les frais du procès, en plus d'une amende, le montant des frais ainsi liquidés ne saurait dépasser le montant de l'amende... (art. 101).

Un enfant ne peut être condamné pour un délit (1)

(1) Délit au sens large. Le texte anglais dit « offence », c'est-à-dire infraction quelconque à la loi pénale.

à l'emprisonnement ni aux travaux forcés ; il ne peut pas non plus être envoyé en prison à défaut du paiement d'une amende, d'une indemnité ou des frais.

Une jeune personne ne peut être condamnée pour un délit aux travaux forcés.

Une jeune personne ne peut être condamnée pour un délit à l'emprisonnement, ni être envoyée en prison à défaut du paiement d'une amende, d'une indemnité ou des frais, à moins que la cour ne certifie qu'elle est d'un caractère si indiscipliné ou d'une nature si dépravée qu'elle ne saurait être détenue dans un « lieu de détention » tel que cette loi les a organisés (art. 102, § 1, 2 et 3).

Si l'on fait abstraction de cette dernière restriction qui n'est applicable qu'aux « jeunes personnes » entre 14 et 16 ans, le principe de la loi est donc formellement qu'en aucun cas (nous allons voir ci-dessous ce que la loi ordonne au cas de perpétration par les mineurs des crimes les plus graves) un enfant de moins de 16 ans ne peut être condamné aux travaux forcés ni à l'emprisonnement ordinaire.

On ne peut condamner à mort un enfant ou une jeune personne ; mais la cour peut, à la place, condamner l'enfant ou la jeune personne *à être détenu selon le bon plaisir de Sa Majesté* (to be detained during His Majesty's pleasure) ; s'il en est ainsi, l'enfant, toutes réserves faites pour les autres pres-

criptions de la loi, sera détenu dans tel lieu et dans telles conditions qu'il sera ordonné par le Secrétaire d'Etat. Et tant qu'il sera ainsi détenu, on le considèrera comme accomplissant une peine légale (art. 103).

Cet article institue donc pour un cas spécial aux jeunes délinquants la sentence indéterminée, si prônée ou si critiquée, en tous cas si passionnément discutée par les criminalistes contemporains. Sans vouloir prendre parti dans ce grave débat, il me semble qu'on peut admettre que les Anglais ont ainsi introduit cette innovation considérable dans un des cas les plus favorables, les moins alarmants. C'est en effet plus spécialement pour les personnes défectueuses et les jeunes délinquants qu'on préconise un peu partout le système de la sentence indéterminée. N'est-ce pas ce que le Congrès pénal le plus récent, celui de Washington, a entendu dire, en votant le texte suivant :

1. Le Congrès approuve le principe scientifique de la sentence à durée indéterminée.

2. La sentence à durée indéterminée devrait être appliquée aux personnes moralement ou mentalement défectueuses.

3. La sentence à durée indéterminée devrait être appliquée de plus, *comme partie importante du système éducatif*, aux criminels, *surtout aux jeunes*

délinquants, ayant besoin du traitement éducatif et dont les crimes sont dus surtout à des circonstances individuelles.

Comme on l'a fait très justement remarquer lors du Congrès, il me semble assez présomptueux de vouloir déterminer le dosage, dans l'élaboration d'un crime, des circonstances individuelles et des circonstances sociales, partant, de vouloir individualiser strictement le traitement. Mais il n'est pas utile d'adhérer au vote de principe du Congrès, pour admettre la légitimité de l'article, que nous avons traduit ci-dessus. D'une part, il est démontré depuis bien longtemps que les courtes peines, auxquelles le juge incline quand ce sont des peines graves, sont néfastes aux jeunes délinquants ; d'autre part, l'article 103 du Children Act avait à se préoccuper des jeunes délinquants coupables des plus graves forfaits, de ceux qui, par conséquent, devront généralement être, au point de vue individuel comme au point de vue social, soumis à la surveillance la plus stricte en même temps que la moins déterminée en durée (1-2).

(1) Sur l'idée de la sentence indéterminée et les modalités qu'on peut lui apporter, cf. de Lacoste, *Etude historique sur l'idée de sentences indéterminées*, Paris, Rousseau, 1909.

(2) Dans l'avant-projet du code fédéral suisse, les adolescents délinquants sont également placés sous le régime des sentences indéterminées... « La loi détermine seulement un minimum et un maximum : dans la maison d'éducation forcée, le placement doit

Quand l'acte criminel du jeune délinquant n'est plus passible de la peine de mort, quand c'est encore un crime grave mais de moindre importance, la loi, dans son article suivant, l'article 104, prévoit une nouvelle espèce, moins arbitraire, de sentence indéterminée relative :

« Lorsqu'un enfant ou une jeune personne est condamné pour tentative de meurtre, pour homicide ou pour coups portés avec l'intention de causer de graves blessures, et que la cour est d'avis qu'aucune des peines que cette loi lui permet d'infliger n'est suffisante, elle peut condamner le coupable à être détenu pour une période que fixera la sentence, dans tel lieu et dans telles conditions que le Secrétaire d'Etat pourra ordonner. »

La sentence n'est donc plus ici indéterminée quant à la durée de la peine, mais bien quant à la façon dont cette peine s'accomplira. Le Secrétaire d'Etat est ainsi investi, par les articles 103 et 104 du Children Act, d'un pouvoir considérable. L'article 105 vient l'augmenter encore, en autorisant le Secrétaire d'Etat à mettre en liberté conditionnelle, quand et comme il lui plaira, le jeune criminel condamné en

durer au moins un an, mais ne peut dépasser la vingtième année révolue. Dans la maison de correction, le séjour ne peut être moindre de 3 ans ni excéder 12 ans » (Article déjà cité de M. Léon Lyon-Caen, *Revue pénitentiaire*, février 1911).

vertu d'un des deux articles que nous venons de commenter. « Une personne, détenue conformément aux ordres du Secrétaire d'Etat en vertu des articles 103 et 104, pourra, à tout moment, être, par lui, libérée conditionnellement.

L'ordre de libération conditionnelle sera fait dans la forme et contiendra telles conditions qu'il plaira au Secrétaire d'Etat d'ordonner.

Il pourra en tout temps être révoqué ou modifié par le Secrétaire d'Etat, et s'il est révoqué, son titulaire devra regagner l'endroit qu'indiquera le Secrétaire d'Etat, sans quoi il pourra être arrêté sans mandat et conduit à cet endroit ».

Pour les délits enfin moins graves encore : « Lorsqu'un enfant ou une jeune personne est condamné pour un délit qui entraînerait pour un adulte les travaux forcés ou la prison...., et que la cour considère qu'aucune des sanctions que la loi met à sa disposition ne saurait s'appliquer convenablement à son cas, elle peut, au lieu de le condamner à de l'emprisonnement, ordonner qu'il soit conduit dans un *lieu de détention* tel que les a organisés la loi. L'ordre contiendra l'indication et du lieu et de la durée pendant laquelle le jeune délinquant sera détenu...., durée ne devant en aucun cas dépasser un mois ».

Ayant ainsi passé en revue les cas exceptionnels où la loi, en présence de graves forfaits, admet la possibilité de sévérités plus grandes, nous arrivons à l'important article 107 du Children Act qui permet au juge de choisir, dans tous les cas où il s'agit d'un enfant ou d'une jeune personne, entre treize moyens que nous allons énumérer :

« Lorsqu'un enfant ou une jeune personne, inculpé d'une infraction à la loi pénale, est traduit en justice et que la cour estime qu'il est coupable, la cour devra se préoccuper du moyen par lequel elle va solutionner le cas, en vertu de cette loi ou de toute loi qui lui donne compétence, et choisira entre les moyens suivants :

a) Le renvoyer purement et simplement des fins de la poursuite.

b) L'acquitter en lui faisant prendre un engagement.

c) L'ayant ainsi acquitté, le placer sous la surveillance d'un probation officer.

d) Le remettre aux soins de parents ou de toute autre personne, à ce convenable.

e) L'envoyer dans une école industrielle.

f) L'envoyer dans une école de réforme.

g) Ordonner qu'il soit fouetté.

h) Le condamner à une amende, à des dommages-intérêts ou aux frais.

i) Condamner ses parents ou tuteurs à une amende, à des dommages-intérêts ou aux frais.

j) Condamner ses parents ou tuteurs à garantir sa bonne conduite.

k) L'envoyer dans un *lieu de détention* réglementé par cette loi.

l) Si c'est une jeune personne, la condamner à de la prison.

m) Solutionner l'affaire de toute autre façon légale».

Les moyens *a), d), e), f), h)* n'ont rien qui doive retenir spécialement notre attention ; l'article 66 du code pénal français, augmenté de l'article 5 de la loi de 1898, reconnaît également aux tribunaux le droit soit d'acquitter l'enfant ayant agi sans discernement, soit de le remettre à ses parents, à l'Assistance publique, à une personne ou à une institution charitable, soit de l'envoyer en correction. Nous nous occuperons, dans la troisième partie de cette étude, de l'envoi en correction. Chez nous également, le mineur reconnu coupable d'un délit et acquitté comme ayant agi sans discernement, peut être condamné aux frais et passible d'une amende, tout au moins quand cette amende est considérée comme la réparation civile d'un préjudice. Le paragraphe *j)* de l'article 107 du Children Act dit, lui, que la cour pourra ordonner aux parents ou tuteurs de payer les frais, indemnités ou amendes aux lieu et place de l'enfant. L'ar-

ticle 99 de la même loi avait précédemment développé cette idée :

« Lorsqu'un enfant ou une jeune personne est traduit devant une cour pour un délit en vertu duquel il pourra être condamné à une amende, à des dommages-intérêts ou à des frais, en complément ou à l'exclusion d'une autre peine, la cour peut et doit, si l'inculpé est un enfant, ordonner que lesdits frais, dommages-intérêts ou amendes soient payés par les parents ou tuteurs de l'enfant ou de la jeune personne, en ses lieu et place; les parents ou tuteurs pourront être contraints par toutes voies de droit, voire même l'emprisonnement, à payer lesdites sommes, comme si c'était eux-mêmes qui avaient été condamnés ».

Les trois seules sanctions véritablement originales, à notre point de vue, sont : 1° l'envoi dans un *lieu de détention* (*k*), 2° le fouet (*g*), 3° la liberté surveillée (*b* et *c*). Pour ce qui est des lieux de détention, nous avons déjà longuement étudié, en traitant de la détention préventive des jeunes délinquants, ce que la loi a voulu innover par là.

Le fouet, quelque attention que semblent lui porter, devant la recrudescence des méfaits des jeunes apaches, de nombreuses personnes de ce côté-ci de la Manche, est de peu d'intérêt : si le chat à neuf queues, tel que j'ai eu occasion de le voir à la prison londonienne de

Wormwood Scrubbs (au repos, je m'empresse de le dire), m'est apparu comme une arme vraiment respectable, surtout quand elle est maniée par l'athlétique gardien chargé spécialement de ce service, et par là même un peu inquiétante, les baguettes de coudrier dont on use avec modération contre les enfants ne sauraient éveiller les susceptibilités des âmes les plus tendres. Le fouet ne leur est donné qu'entouré de toutes les garanties..... d'une bonne administration. Un médecin est toujours consulté pour décider si le châtiment ne doit influencer en rien la santé de l'enfant. Les lois réglementent le nombre des coups applicables : d'après le Summary Jurisdiction Act 1879, un enfant de moins de 12 ans ne saurait recevoir plus de 6 coups, un enfant de 12 à 14 ans plus de 14 coups, un jeune homme de 14 à 21 ans plus de 21 coups. Le fouet n'est pas infligé publiquement, mais en la seule présence de l'officier de police et des parents ou tuteurs du fustigé, s'ils en manifestent le désir. Toutefois, si bien réglementées qu'elles soient, les peines corporelles laissent toujours place à un certain arbitraire, partant à un certain danger. C'est ce que nous verrons plus loin par l'exemple du récent scandale de l'école nautique d'Heswall.

Il reste donc la liberté surveillée. C'est là une question considérable qui va faire l'objet du prochain

chapitre. C'est le corollaire pour ainsi dire nécessaire de tout tribunal pour enfants, digne de ce nom. Les Américains ont été jusqu'à en faire la clef de voûte de toute leur politique criminelle. Pour moi, le plus beau titre de gloire des lois anglaises de 1907 et 1908, relatives aux jeunes délinquants, c'est d'avoir établi, de façon presque simultanée, ces trois institutions qui sont : les Lieux de détention spécialisés, les Juvenile Courts et les Probation Officers. Ces trois réformes s'appellent l'une l'autre, elles sont commandées toutes trois par la même idée : éviter que l'enfant coupable ne profite de sa comparution en justice pour contaminer ou être contaminé ; cet écueil évité, l'empêcher, par la suite, de retomber dans les erreurs passées.

CHAPITRE IV

Le système de la liberté surveillée

A. — *La loi sur la mise en liberté surveillée de 1907* (Probation of Offenders Act) (1).

Si le Children Act, en énumérant les diverses sanctions entre lesquelles peut choisir le juge des juvenile courts, place en 3^e lieu le renvoi en liberté surveillée, c'est une loi, de peu antérieure, le Probation of Offenders Act du 21 août 1907, qui organisa définitivement cette liberté surveillée. Le Probation of Offenders Act n'était pas lui-même une innovation; il avait été précédé depuis trente ans par des dispositions législatives dont l'application avait déjà donné les meilleurs résultats. Dès 1869, le Probation System avait été mis en application à Boston (Etat de Massachusett). Le Probation of Offenders Act de 1887 donnait déjà aux magistrats anglais le droit de prononcer le relâche d'une personne poursuivie pour

(1) On trouvera la traduction complète et littérale de cette loi en appendice à l'excellente brochure de M. Marcel Kleine sur *Les tribunaux pour enfants en Angleterre*, Paris, Rousseau, 1908.

un premier délit, sur sa promesse de bien se conduire et se présenter ultérieurement devant le tribunal. La loi de 1907 a organisé la liberté surveillée d'une façon bien plus large et qui dépasse même les cadres de notre étude, car elle s'applique aussi bien aux délinquants adultes qu'aux jeunes délinquants. Elle traite successivement dans ses titres principaux : 1° des pouvoirs donnés aux cours pour prononcer le relaxe conditionnel des délinquants; 2° des ordonnances de mise en liberté surveillée et des conditions de l'engagement que prend le libéré; 3° des agents de surveillance (probation officers); 4° des devoirs de ces agents; 5° de la faculté de modifier les conditions de la libération.

On fait communément la comparaison entre cette loi et la loi de sursis que nous devons à M. Bérenger; n'oublions pas — pour ne plus y revenir — que la loi anglaise prévoit le sursis non pas à l'exécution de la peine, comme la loi du 26 mars 1891, mais à la condamnation elle-même.

De façon générale, le Probation of Offenders Act autorise les cours, eu égard au caractère, aux antécédents, à l'âge, à la santé ou à l'état mental de la personne poursuivie, ou à la nature anodine du délit, ou aux circonstances atténuantes dans lesquelles il a été commis, soit : *a)* à renvoyer le prévenu des fins de la poursuite, *b)* à l'acquitter condition-

nellement, avec ou sans sûretés, sur sa promesse de se bien conduire et de comparaître pour être jugé à nouveau, lorsqu'il en sera requis, dans un délai spécifié dans l'ordonnance, mais ne pouvant dépasser *trois ans*.

Cette ordonnance (probation order) est celle qui place le délinquant sous la surveillance du délégué (probation officer).

La faculté de renvoyer en liberté surveillée est accordée par la loi :

a) Aux cours de juridiction sommaire;

b) Aux cours jugeant sur « indictment » quand le délit poursuivi n'est passible que d'une peine d'emprisonnement.

Ce sont naturellement les premières de ces juridictions qui, étant donnés la nature des affaires qui leur sont soumises et l'âge de leurs justiciables, fournissent les plus fortes proportions de libérations conditionnelles. C'est ainsi que, pendant l'année 1908, tandis que 513 probation orders étaient décernés contre des individus poursuivis sur indictment, les cours de juridiction sommaire en décernaient 7.510.

Le probation order doit contenir, en même temps que la durée de la période de surveillance, la désignation d'un probation officer. De plus, en raison des circonstances particulières à l'espèce, l'ordonnance pourra comprendre dans l'engagement du

libéré telles conditions additionnelles que la cour ordonnera d'y joindre par écrit relativement à l'un des points suivants :

a) Défense au délinquant de s'associer avec des voleurs ou autres personnes peu recommandables ou de fréquenter des endroits mal famés ;

b) Abstention des liqueurs alcooliques lorsque le délit pour lequel le libéré conditionnel est poursuivi était un délit d'ivresse ou un délit commis sous l'empire de la boisson ;

c) De façon générale, engagement de mener une vie honnête et laborieuse.

Les probation officers sont nommés pour le ressort d'une division de petite session. (La cité de Londres et chacun des tribunaux de police métropolitains sont considérés comme constituant une division de petite session.)

Des délégués spéciaux *devront* être nommés, partout où les circonstances le permettront, qui seront appelés *children's probation officers* (délégués pour les enfants) et qui devront être nominalement désignés, en l'absence de toute raison contraire, dans l'ordonnance de mise en liberté surveillée rendue dans le cas d'un délinquant mineur de 16 ans (art. 5, B.)

Voilà donc le texte qui spécialise, partout où c'est possible, des probation officers, mieux avertis des choses de l'enfance.

Les devoirs des probation officers sont : *a)* de visiter ou de recevoir des rapports de la personne en surveillance, à des intervalles raisonnables qui seront indiqués dans l'ordonnance ou encore lorsque le délégué le jugera utile ;

b) De s'assurer qu'elle observe les conditions de son engagement ;

c) De rendre compte à la cour de sa conduite, de la conseiller, de l'assister, de la traiter en ami, et, s'il est besoin, de s'efforcer à lui trouver un emploi convenable.

La cour enfin, devant laquelle une personne s'est liée par son engagement, pourra, sur le conseil du délégué, en modifier les conditions. Elle pourra aussi, sur la conviction que la conduite du libéré est telle qu'il est inutile de maintenir plus longtemps la surveillance, le libérer complètement. Si cette même cour est avertie par une information sous la foi du serment que le délinquant a failli à l'observation d'une des conditions de son engagement, elle peut décerner contre lui un mandat d'arrêt ou, si elle préfère, lui adresser une assignation à comparaître devant elle au jour et heure qu'elle indiquera.

Telles sont les prescriptions essentielles du Probation of Offenders Act 1907, qui a abrogé l'article 16 de la loi de juridiction sommaire de 1879, l'article 12 de la loi de 1901 relative aux jeunes délinquants et

la loi sur la mise en liberté surveillée des délinquants primaires de 1887 en entier.

B. — *Application du Probation of Offenders Act 1907. — Ses avantages sur les lois précédentes. — Les résistances qu'il a rencontrées.*

Cette loi ayant été mise en vigueur le 1^{er} janvier 1908, nous avons une marge un peu insuffisante pour en pouvoir apprécier très utilement les résultats. Il eût fallu, en effet, dans ce but, laisser au moins s'écouler la période de trois ans que la loi fixe comme durée extrême de surveillance, ce qui reporte les renseignements définitifs après les statistiques criminelles qui paraîtront en 1913. La statistique pour l'année 1908, parue en 1910, nous offre toutefois quelques données intéressantes qu'on peut synthétiser dans le tableau suivant :

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES POUR L'ANNÉE 1908

Age	NOMBRE			POURCENTAGE		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Au-dessous de 16 ans.	2.843	2.503	340	35,44	40,97	17,77
De 16 à 21 ans	2.521	1.962	559	31,42	32,11	29,22
Au-dessus de 21 ans .	2.659	1.645	1 014	33,14	26,92	53,01
Total	8.023	6.110	1.913	100,00	100,00	100,00

On peut remarquer que, dans le nombre total des personnes mises en surveillance, le nombre des mineurs de moins de 16 ans, celui de ceux de 16

à 21 ans et celui des adultes sont à peu près égaux. C'est la proportion des femmes qui augmente singulièrement dans les trois groupes d'âge, les pourcentages étant respectivement de 12, 22 et 38. La statistique criminelle de 1908 nous apprend encore que, durant cette année, 565 personnes seulement furent réassignées en justice, soit 7 0/0 de toutes celles contre lesquelles un probation order avait été décerné.

En somme, ces renseignements seraient assez maigres si nous n'avions pour les compléter un document considérable en cette matière. Le 8 mars 1909, M. Herbert John Gladstone, Secrétaire d'Etat pour le ministère de l'Intérieur, donnait tous pouvoirs à une Commission composée de cinq membres éminents qui étaient : M. Herbert Samuel, membre du Parlement ; le comte de Lytton ; MM. Troup ; Acland, conseiller du roi, et M. John Dickinson, juge aux cours de police métropolitaines, « pour s'assurer si plein avantage a été retiré des pouvoirs donnés par le Probation of Offenders Act 1907 pendant l'année précédente et, sinon, quelles sont les difficultés qu'on a trouvées à son application complète ;

Et, pour les cours auprès desquelles les probation officers sont nommés par le Secrétaire d'Etat, faire savoir si les arrangements existant pour leur nomination et leur rétribution sont satisfaisants et si l'on

doit se préoccuper d'assurer une meilleure organisation de leur travail » (1).

Cette Commission tint 13 séances et entendit 29 témoignages de magistrats et de probation officers, tant régulièrement cités que venant déposer volontairement. Elle ne dût pas regretter son temps puisque dans son rapport elle émit ces conclusions qui sont la paraphrase magnifique de la loi : L'influence du probation officer, manifestée juste au moment où la commission d'un délit révélait qu'il en était grand besoin, peut être aussi utile que le remède opérant que le médecin donne à son malade. La plupart du temps, à des gens qui n'ont pas de véritables amis mais seulement des camarades plus ou moins dégradés, le probation officer arrive d'un niveau social supérieur, leur tendant une main secourable pour les faire sortir des ornières qui mènent au crime. Il les aide à trouver du travail. Il met le jeune homme en contact avec les dirigeants d'un Boy's Club (Cercle d'enfants) où il se trouvera dans une ambiance saine. Il contribue à améliorer les foyers lamentables qui sont les lieux d'éducation des jeunes délinquants. Il persuade aux insoucients de placer leurs économies dans les banques d'épargne.

(1) *Report of the departmental Committee on the Probation of Offenders Act 1907*. Deux fascicules. Chez Eyre et Spottiswoode, Londres, 1910.

Enfin, pour assurer le respect de ses conseils, il y a toujours, en dernier ressort, la sanction de la loi pénale, la conscience que le probation officer est, pour ainsi dire, l'œil du magistrat, que toute mauvaise conduite sera rapportée au tribunal et vaudra un châtiment. « *L'influence que peut exercer pendant la période légale un bon probation officer est si grande, que ses conseils amicaux sont souvent requis après l'expiration de cette période et que ses avis continueront à jouer un rôle prépondérant dans la vie de son protégé, quoique ses pouvoirs aient pris fin.* » Le probation officer est également fort utile au juge à qui ses rapports périodiques fournissent les renseignements sur les résultats pratiques de la sentence et lui apprennent ainsi si sa clémence était justifiée ou non.

Le rapport de la Commission nous apprend encore qu'en 1908, presque 1/9^{me} de tous les délinquants traduits devant les cours de juridiction sommaire pour « indictable offences », c'est-à-dire les délits les plus graves pour lesquels elles ont compétence, furent placés en liberté surveillée : 5.681 sur 53.994. J'ai déjà exprimé cette opinion qu'il conviendrait peut-être d'attendre quelque temps avant de formuler des appréciations catégoriques sur les statistiques des libérés conditionnels. J'en suis d'autant plus persuadé que déjà les quelques statistiques existantes

sont loin de s'accorder sur des chiffres d'une importance pourtant capitale. C'est ainsi que, tandis que je notais plus haut que la grande statistique criminelle annuelle proclamait que, sur 8.023 libérés conditionnels en 1908, 565, soit 7 %, avaient été rappelés en justice, le rapport de la Commission chargée de vérifier les résultats de la loi pour la même année, ne trouve, sur le même nombre total de libérés : 8.023, que 367 rappelés, c'est-à-dire moins de 5 %. Il n'était pas inutile de collationner les deux chiffres pour démontrer que, malgré leur esprit pratique, les Anglais ne sont pas plus arrivés que leurs contemporains du restant de l'univers à édifier des statistiques véritablement dignes de foi.

Les cours anglaises ont été très loin d'appliquer de façon égale la loi nouvelle que le législateur mettait à leur disposition. Ainsi, à Londres, tandis que les tribunaux de police de Lambett et de Tower Bridge décernaient respectivement 115 et 102 *probation orders* en 1908, ceux de Westminster et de Marylebone n'en décernaient que 17 et 27. Il serait inexact de mettre cette inégalité sur le compte de la disproportion du chiffre des affaires soumises à ces divers tribunaux ; la véritable raison, je l'ai déjà indiquée dans l'Introduction de cette étude : tandis que certains juges mettent un véritable enthousiasme à appliquer les lois récentes, d'autres manifestent

une répugnance non déguisée. La Commission, nommée par M. Gladstone, ne pouvait manquer de s'étonner de cette inégalité de zèle ni se dispenser d'en rechercher les causes. Voici les constatations qu'elle a faites : certains magistrats seraient partis de cette idée que le Probation of Offenders Act 1907 n'offrait en somme que des avantages minimes sur la procédure précédemment suivie ; d'autres prétendaient que la loi nouvelle paralyse en quelque sorte leur action. Avant 1907, les textes régissant la matière de la liberté surveillée étaient l'article 16 du Summary Jurisdiction Act de 1879 et le Probation of First Offenders Act de 1887. Le premier était limité aux cas de la compétence des cours de juridiction sommaire, et même les adultes condamnés sommairement pour une *indictable offence*, après une plaidoirie de « culpabilité », en étaient formellement exclus. Le second, comme son nom l'indique, était réservé aux délinquants primaires, et encore ne s'appliquait-il que quand ils n'étaient condamnés que pour vol, escroquerie ou autres délits non punissables de plus de deux ans de prison. Ces lois prévoyaient bien l'engagement de comparaître devant la cour et celui de tenir désormais une bonne conduite, mais elles n'édicteraient rien qui concernât la surveillance du libéré ; il était laissé aux délégués privés et autres surveillants volontaires de faire de

leur mieux pour aboutir dans l'œuvre qu'ils entreprenaient, sans qu'il y eût de sanction légale. En usant ainsi, beaucoup de magistrats avaient pris l'habitude d'avertir les délinquants qu'ils auraient à recomparaître devant eux au bout d'un certain temps et que, cependant, ils resteraient sous la surveillance d'un délégué privé de leur district. Et dans tous ces cas, ces magistrats imposaient l'observation, non seulement des conditions prévues par le Probation Act de 1907, mais encore de toutes celles qu'ils jugeaient utiles. D'ailleurs, la procédure suivie en vertu de l'article 16 de l'Act de juridiction sommaire était d'une grande valeur, et grâce à l'admirable agencement des « missions » auprès des cours de police, on obtenait déjà avant la loi de 1907 d'excellents résultats. On est cependant forcé de conclure que, sauf sur un point particulier, la loi récente marque un grand progrès sur les lois anciennes. Tous les probation officers qui ont comparu devant la Commission et qui ont l'expérience des deux méthodes, ont en effet déclaré avec insistance que le *probation order* de la loi de 1907 leur donnait beaucoup plus de puissance que l'ancien engagement. La forme de l'ordonnance, les visites régulières, les rapports, la conscience que le probation officer n'est pas l'agent bénévole d'une société philanthropique, mais l'auxiliaire dûment appointé de la

justice, un engagement à diverses conditions, clairement rédigées sur du beau papier, tout cela produit une profonde influence sur l'esprit du libéré conditionnel. Il résulte en somme des dépositions recueillies, que pas un des probation officers actuels ne préférerait tenir son mandat de la loi de juridiction sommaire plutôt que du Probation of Offenders Act 1907. Le procédé qui consistait à ajourner la recomparution du libéré à date fixe, afin d'observer sa conduite jusque-là, était sujet à critique ; de plus, l'Act de juridiction sommaire ne donnait aux tribunaux aucun pouvoir pour contraindre le libéré conditionnel à recomparaître devant eux avant l'expiration du délai, et il eût pu paraître illégal de le contraindre ainsi, à moins qu'il n'eût commis un nouveau délit. Cependant, il semble que cet obstacle ait été ignoré la plupart du temps et qu'en pratique, le libéré conditionnel ait été ramené devant la cour toutes les fois qu'on le surprenait en train de renouer connaissance avec de mauvaises fréquentations ou de tenter de s'évader de la surveillance sous laquelle il était placé. Toutefois, cette pratique n'était évidemment pas régulière. La loi nouvelle offre encore cet avantage sur la loi ancienne que la cour, en l'appliquant, n'a pas à enregistrer de condamnation, tandis qu'autrefois cette tolérance, qui est matière d'importance, ne pouvait s'exercer. Enfin, le Probation of

Offenders Act 1907 a eu pour effet d'assurer la nomination de probation officers dans de nombreux ressorts qui n'étaient pas auparavant pourvus de « missionnaires » et, à un autre point de vue, il a placé à la disposition des magistrats toute une armée de délégués, parmi lesquels les juges peuvent choisir celui qui est le plus propre à chaque espèce déterminée, au lieu d'être limités à une ou deux personnes tout au plus. Le seul point sur lequel la loi nouvelle puisse supporter défavorablement la comparaison avec la législation antérieure, est la limitation qu'elle impose à la nature des conditions dont on peut exiger l'observation par le libéré conditionnel. Une autre raison, qu'ont donnée certains magistrats pour justifier l'usage partiel qu'ils font de la loi de 1907, serait qu'ils considèrent les visites du probation officer chez le surveillé, comme une intrusion le faisant remarquer des voisins et créant ainsi des commérages et des possibilités de violences. Or, les faits semblent prouver que ces craintes sont très exagérées.

D'ailleurs, la plupart de ces critiques n'ont été formulées qu'en ce qui concerne les adultes et plus particulièrement les adultes hommes ; dans un examen loyal de la loi de 1907, je ne pouvais cependant les passer sous silence. Pour ce qui est de l'application de la loi aux jeunes délinquants qui nous inté-

resse, je n'ai pu trouver, dans les nombreux témoignages, une note discordante. On serait donc mal venu en France, lors de la discussion au Parlement de la proposition de loi Ferdinand Dreyfus, qui comporte, dans son dernier titre, l'institution de la liberté surveillée pour les mineurs de 12 à 18 ans, à faire arme de certaines de ces critiques qu'on n'a jamais cherché, en Angleterre, à diriger contre la catégorie spéciale de délinquants qui nous occupe. Sir William Grantham, juge de Sa Majesté à la King's Bench Division, a vraisemblablement touché plus juste en faisant le procès du probation officer, dans des termes qui pourraient trouver un écho plus complaisant de ce côté-ci de la Manche, où l'on aime de tout temps à voir Polichinelle rosser le guet : « Je peux me tromper et différer de l'avis de mes collègues, mais, sur ma longue expérience, jamais je ne condamnerai un homme à être surveillé par la police — votre probation officer n'étant en somme rien d'autre. Oh ! je ne veux pas dire que votre probation officer ne soit pas un progrès sur le *Policeman* — mais à tout prendre, c'est encore un *Policeman* ! » Ces paroles, tout exagérées qu'elles fussent, n'étaient pas inutiles. Elles montrent, d'une façon brutale mais nette, l'écueil qu'une institution comme la liberté surveillée doit éviter, et ici, le cri d'alarme nous touche en ce qui concerne nos mineurs au moins autant qu'en ce qui

concerne les adultes, plus peut-être ! Nous touchons ici au fondement véritable de l'institution et il nous faut répéter avec le D^r Bærnrheiter : Oui, dans toutes ces réformes, le seul facteur qui importe, *c'est le facteur individuel*. De même que le tribunal pour enfants devient l'institution la plus vaine si l'on met à sa tête un magistrat réfractaire aux idées modernes, insouciant des questions de l'enfance, de même la liberté surveillée devient une innovation dérisoire, plus, un danger social, si on confie les libérés à la surveillance de gens dont on ne peut pas garantir l'excellence morale. Le projet français déclare (1) :« Ces délégués seront choisis de préférence parmi les membres de sociétés de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice, des institutions charitables accréditées près du tribunal, ils pourront être des particuliers choisis directement par lui. » Cela est fort bien en principe, mais il ne faut pas se dissimuler combien l'application va être difficile. En est-on bien persuadé en France, et y voit-on clairement que la tâche d'un délégué n'aura plus aucun rapport avec les petites visites anodines des dames charitables aux grabats des femmes en couches ? Le probation officer, de quel que nom qu'on l'appelle, a une tâche terrible, tou-

(1) Proposition Ferdinand Dreyfus, t. IV, art. 25.

jours absorbante, parfois écrasante. Pour la remplir, il doit être aussi sûr de son état physique que de sa santé morale. On est en droit de se demander s'il sera possible de trouver par toute la France, avec une organisation préalable aussi restreinte, des concours aussi dévoués et aussi bénévoles ? J'en conclus que si, par malheur, ces concours privés venaient à faire défaut, submergés par l'étendue de leur tâche, nous serions forcés de recourir comme en Angleterre à un corps organisé et salarié de probation officers. Là encore quel écueil ! et quelle catastrophe si ces sous-officiers rengagés dont le Préfet de police lui-même parle sans complaisance (1), après avoir été nos gardiens de la paix, nos inspecteurs de police, nos gardiens de prison et de colonie pénitentiaire, devenaient un jour nos *Probation Officers* ! Cette crainte n'est d'ailleurs pas aussi chimérique qu'elle peut en avoir l'air et, dès la première application du Probation of Offenders Act 1907, la question a du être agitée en Angleterre. A Liverpool, l'officier de police (chief constable) a été nommé probation officer. Il a affecté une partie de son personnel, 22 agents, à la surveillance des libérés conditionnels. Les résultats paraissent bons. A Birmingham égale-

(1) Cf. *Revue Pénitentiaire*, janvier 1911, p. 63 et suivantes : Déclarations de M. Lépine.

ment des agents de police sont nommés probation officers.... en même temps qu'ils s'occupent du trafic des rues. Quels que soient les résultats obtenus, il faut se rallier à la circulaire du *Home Office*, parue lors que la loi fût mise en vigueur, et qui déclarait que « l'influence du probation officer sur le libéré conditionnel est, en général, plus grande que celle que pourraient exercer des personnes officiellement reliées à la police ». Cela est tout à fait exact. La commission pour l'examen de l'application de la loi de 1907, est formellement d'avis que jamais un même homme ne doit cumuler les charges de probation officer avec des charges de police. Ce fait qui pourrait se produire à Birmingham, qu'un agent de police puisse arrêter et sermonner un jour un jeune garçon pour contravention à la police des rues et le lendemain soit délégué en tant que probation officer pour veiller sur ses agissements et le conseiller amicalement, est nettement contraire à l'esprit du Probation of Offenders Act.

Ces défiances, pour légitimes qu'elles soient, ne doivent pas entraver l'œuvre de progrès. On ne s'est jamais fait illusion en Angleterre sur les difficultés que rencontrerait le système de la liberté surveillée. On y dit : *Probation is what the officer makes it* (Le système de la liberté surveillée ne vaut que par le surveillant). La Commission instituée par M. Glads-

tone conclut néanmoins en connaissance de cause :
« Autant que nous puissions juger du caractère des probation officers qui ont déposé devant nous et grâce aux informations que nous avons personnellement recueillies, nous pouvons conclure que les cours ont eu la bonne fortune de s'attacher un grand nombre d'hommes et de femmes tout à fait qualifiés pour leur tâche ».

A Londres et dans certaines villes, des dames ont été nommées pour suivre les femmes et les enfants ; elles ont été, en général, très heureuses dans l'accomplissement de leur tâche. Il apparaît cependant que les probation officers-hommes ont été souvent aussi heureux, parfois même davantage, dans la surveillance des femmes adultes. Quant à la prescription de la loi que nous avons littéralement traduite et qui tend à spécialiser, partout où cela se peut, des probation officers pour les enfants, elle n'a pas été généralement observée jusqu'ici à la lettre, à cause de l'inconvénient auquel elle donnait souvent naissance. Une femme — qui convient tout à fait à la fois à la surveillance des enfants et à celle des jeunes filles de 16 à 20 ou 22 ans — devrait, en vertu d'une interprétation étroite de la loi, abandonner une de ces deux catégories pour l'autre. Comme le texte est suffisamment élastique et qu'il y a grand avantage à employer, quand c'est possible, une surveillante éga-

lement habituée aux enfants et aux jeunes personnes, il est raisonnable de ne pas chercher à donner à l'article 3, § 2 du Probation of Offenders Act 1907 une rigidité qui n'était certainement pas dans l'esprit du législateur.

Auprès de certaines cours de Londres et d'autres villes, sont attachés des jeunes gens qui ont acquis une grande expérience des œuvres sociales dans la fréquentation des jeunes travailleurs et qui sont tout désignés pour entreprendre l'œuvre de probation officer vis-à-vis des garçons de 16 à 20 ans. C'est en effet dans cette catégorie qu'on rencontre les cas les plus difficiles. Il est malaisé de contrôler des délinquants de cet âge, à cause justement de leur nouvelle et ombrageuse indépendance, et s'ils ne sont pas contrôlés, ils vont rejoindre directement la permanente armée du crime. Cette catégorie réclame un type spécial de probation officer et pour l'influencer de façon effective ce qu'on pourra trouver de mieux, c'est ce jeune homme de bonne éducation qui aura déjà démontré qu'il était un bon directeur dans les cercles et les campements d'enfants (boy's clubs et boy's camps).

Certains magistrats ont une tendance à faire prendre, par les parents de l'enfant traduit devant eux, l'engagement de le surveiller désormais, les déléguant pour ainsi dire auprès de leur propre enfant

comme probation officers. Cette pratique doit être condamnée. On ne saurait, dans la plupart des cas, attendre des parents qu'ils ramènent d'eux-mêmes leurs enfants en justice, même s'ils savent pertinemment que l'enfant s'est rendu coupable d'une nouvelle infraction. On ne doit pas placer les parents dans cette alternative, ou de faire punir leur enfant, ou de manquer à leur propre engagement. D'autres magistrats usent couramment des probation officers pour faire les enquêtes préliminaires sur le caractère, les antécédents, les fréquentations d'un inculpé, avant sa comparution en justice. D'aucuns vantent ce système, mais la Commission, instituée par M. Gladstone, le réprouve à juste titre comme faisant considérer, avant la lettre, par la personne poursuivie, le probation officer comme un allié de la police, comme un ennemi. Le rapport de la Commission ajoute qu'il y a d'autres dangers inhérents au système de la *probation*, contre lesquels le probation officer doit se tenir constamment sur ses gardes. Le principal consisterait dans un excès d'indulgence, quand la conduite du libéré n'est pas tout à fait satisfaisante. Le probation officer est toujours tenté de produire, dans son rapport annuel, la proportion la plus favorable de cas satisfaisants. S'il a dû ramener devant la cour un grand nombre d'individus commis à sa surveillance, il craint que cela ne soit interprété

comme l'aveu de la faiblesse de sa propre action. Certes, il n'est pas désirable que le délégué ramène son protégé en justice pour les manquements les plus anodins à son engagement, mais il faut cependant qu'on fasse bien sentir au libéré conditionnel que la *probation* est une réalité qui n'est pas équivalente à un acquittement. La fermeté est donc aussi nécessaire au délégué que la sympathie. Un autre danger pourrait naître du sentiment chez le probation officer qu'un de ses devoirs est, le cas échéant, de faire secourir, en argent ou autrement, le libéré qu'il surveille. Dans les cas absolument urgents, le probation officer peut être l'intermédiaire entre les institutions charitables et son protégé, mais c'est tout. La *probation* ne doit pas être normalement considérée comme un moyen, pour les miséreux de caractère insouciant, d'obtenir des secours charitables.

Quelqu'intérêt que la question présente, je ne saurais entrer dans le détail de la répartition du travail entre les probation officers ni dans celui de leur rémunération, différente selon qu'ils sont nommés par le Home Office auprès d'une cour de police métropolitaine, ou selon qu'ils sont directement attachés à une cour ordinaire. Qu'il me suffise de dire, à titre d'indication, que la Commission a estimé insuffisante la somme minima de 75 livres, soit

1.875 francs, qui reviendrait annuellement pour un nombre moyen de 60 surveillances aux probation officers nommés par le Home Office.

Avant de terminer cette étude de la matière si importante, à notre point de vue, de la liberté surveillée, je voudrais ajouter quelques mots sur l'ordonnance de mise en liberté surveillée, le probation order, qui est en somme, comme nous l'avons vu, la clef de voûte du nouveau système de la loi de 1907. Cette loi autorise comme temps d'épreuve une période ne dépassant pas 3 ans. Cette période dépendra naturellement des éléments particuliers de l'espèce, mais en fait, elle ne sera pour ainsi dire jamais moindre de six mois. L'article 5 de la loi autorise les cours à « modifier les conditions de l'engagement ». Des doutes ont été émis sur la portée de ce texte ; on s'est demandé si la période de « probation » devait être considérée comme une des conditions de l'engagement et si, par conséquent, on pouvait en étendre la durée. Cela serait souhaitable au cas où la conduite du libéré conditionnel laisse à désirer, quoiqu'elle ne puisse pas le faire condamner à de la prison ou à une autre peine. On devrait amender la loi dans ce sens pour éviter toute confusion. Différents avis se sont également fait jour sur la question de savoir si la loi autorise la cour à fixer une résidence au libéré conditionnel. Avant la nou-

velle loi, les magistrats avaient coutume de faire prendre aux délinquants l'engagement de se rendre pour un certain temps à un domicile qu'ils approuvaient. Quoiqu'il n'y eût point de pouvoir légal qui les contraignit à y aller ou à y rester, il était admis que, s'ils manquaient à leur engagement, ils étaient rappelés en justice et condamnés. Cette pratique se continua après le Probation of Offenders Act 1907 jusqu'au jour où elle fût soumise à la Commission juridique de la Couronne (Law Officers of the Crown), qui déclara qu'elle n'était pas autorisée par les termes de la loi. Un grand nombre de magistrats entendus par la Commission instituée par M. Gladstone, ont semblé attacher une grande importance à cette faculté et ont demandé qu'elle leur fût rendue par un amendement à la loi. Cela a surtout une grande importance, disent-ils, dans le cas des prostituées et des vagabonds. En ce qui nous concerne, c'est-à-dire en ce qui concerne les jeunes délinquants, la question n'est pas embarrassante, car le Children Act de 1908 l'a résolue dans ses articles 58, 59 et 60.

Voici, enfin, un dernier point qui a soulevé certaines controverses. La loi de 1907 exige, comme condition de l'engagement que prend le libéré, l'abstention de toute liqueur alcoolique, quand le délit, pour lequel on poursuit, est un délit d'ivresse, ou que c'est un délit commis sous l'empire de la

boisson. Or, on a usé, dans un très grand nombre de cas, de l'insertion de cette condition, qui rend les plus grands services. Mais à propos d'une affaire « R. c. Davies » (1), la cour des appels criminels a décidé que l'article de la loi de 1907, qui vise l'addition de cette condition, doit s'interpréter restrictivement, et qu'en l'absence de la preuve formelle que le délit fut commis sous l'empire de l'ivresse, la cour de première instance ne peut imposer comme condition supplémentaire l'abstention de toute boisson alcoolique.

(1) *The Times*, 3 février 1909, 2 Cr app. R. 31.

APPENDICE A LA DEUXIÈME PARTIE

Présence des enfants dans les salles d'audience.

1° Interdiction aux enfants d'assister au procès des autres personnes.

« Aucun enfant (autre qu'un enfant tenu dans les bras) ne peut être autorisé à assister au procès pénal d'une personne quelconque. S'il est présent, il doit se retirer à moins qu'il ne soit lui-même une des personnes incriminées ou que sa présence ne soit requise à titre de témoin ou pour tout autre dessein de la justice. Toutes réserves étant faites pour les messagers, les clerks ou les autres personnes présentes pour raisons de service » (art. 115 du Children Act 1908).

Cette disposition très sage se passe de commentaires.

2° Pouvoir de faire évacuer la salle quand un enfant ou une jeune personne dépose dans certaines affaires.

« Sans préjudice des pouvoirs qu'elle a de siéger à huis-clos, une cour peut, lorsqu'une personne, qui

est appelée à déposer devant elle à propos d'un délit ou d'une infraction à la décence ou à la moralité, est, dans son opinion, un enfant ou une jeune personne, ordonner que toutes personnes n'étant pas membres de la cour, ni parties au procès, ni leurs avocats ou leurs avoués, ni directement intéressées à l'affaire, soient exclues de l'audience pendant la déposition de l'enfant ou de la jeune personne. Toutes réserves étant faites pour les correspondants de la Presse et des Agences » (art. 114 du Children Act 1908).

Cette dernière disposition semble également être de bonne politique. La question du témoignage des enfants est bien connue des juristes et elle a donné lieu à de nombreuses études qui ont démontré combien était peu sûr le témoignage des enfants. Mais précisément des expériences qui ont été faites plus récemment semblent démontrer que les enfants ne déposent pas si mal qu'on l'a cru longtemps. « Depuis que l'on a reconnu que le témoignage des adultes était assez mauvais, on peut se demander si celui des enfants ne vaut pas tout autant. Il est certain que les enfants sont beaucoup plus sujets à la suggestion ; mais lorsqu'il s'agit de témoignages sur des données dans lesquelles il est à craindre l'intervention de l'esprit de parti ou des altérations provenant des préjugés, on peut considérer le témoignage

des enfants comme plus naïf et souvent plus sincère » (1). La loi anglaise a donc été bien inspirée en écartant, dans les cas où l'on ne peut recourir au huis-clos, lors des dépositions d'enfants, cet élément incontestable de suggestion, qui est le grand public.

(1) Extrait du rapport éminent de M. Claparède, au congrès de Bruxelles, sur la *Psychologie des témoignages*, B. U. I. D. P. 1910, 17^e vol., livre 2, page 496.

TROISIÈME PARTIE

Les Écoles de redressement.

Nous avons été moins guidé, dans cette dernière partie de notre étude, par l'idée de rappeler les phases par lesquelles sont passées les institutions pénitentiaires anglaises, que par celle de dire où ces institutions en sont actuellement et quels résultats elles obtiennent. Je n'insisterai donc pas sur l'histoire de la question pénitentiaire dans le Royaume-Uni : depuis 1788, année où fut fondée la *Philanthropic Society*, on ne cessa de se préoccuper du sort de l'enfance coupable. Le *Mill Bank Penitentiary*, l'établissement de Parkhurst aujourd'hui affecté aux condamnés ordinaires, de préférence infirmes ou malades, sont les ancêtres directs des modernes écoles de réforme et écoles industrielles qui vont nous occuper. Nous nous trouvons aujourd'hui, dans cette matière, en face de deux textes législatifs, récents tous les deux : le premier, c'est encore le Children Act de 1908, qui consacre toute sa quatrième partie aux écoles industrielles et de réforme ; le

second, c'est le *Prevention of crime Act* de 1908 également (Loi pour prévenir la criminalité), texte dont nous avons à nous occuper ici pour la première fois et qui, dans sa première partie, la seule qui nous intéresse, traite du redressement des adolescents entre 16 et 21 ans. C'est à cette dernière loi qu'on doit, sinon la création, du moins la sanction du type de l'école pénitentiaire moderne pour adolescents peut-être la plus perfectionnée : j'ai nommé *Borstal*. Le *Children Act*, lui, n'a fait surtout que reprendre, en les complétant, les lois déjà extrêmement nombreuses qui régissaient la matière des écoles industrielles et des écoles de réforme, lois qu'il a toutes absorbées (1).

(1) Voici la nomenclature des lois antérieures que le *Children Act* (4^{me} partie) a abrogées :

1. *Middlesex Industrial Schools Act* 1854.

2 et 3. Les deux importantes lois qui formaient jusqu'alors le fond de la matière et qui sont (on pourra trouver leurs principales dispositions traduites en appendice à la thèse déjà citée de M. Spach) :

a) *The Reformatory Schools Act* 1866.

b) *The Industrial Schools Act* 1866.

4. *The Industrial Schools Act (Ireland)* 1868.

5. *The Reformatory Schools Act (Ireland)* 1868.

6. *The Reformatory and Industrial Schools Act Amendment* 1872.

7. *The Middlesex Industrial Schools Act* 1875.

8. *The Elementary Education Industrial Schools Act* 1879.

9. *The Industrial Schools Act Amendment Act* 1880.

10. *The Reformatory Institutions Act (Ireland)* 1881.

11. *The Reformatory and Industrial Schools Act* 1884.

12. *The Industrial Schools Act (Ireland)* 1885.

13. The Reformatory and Industrial Schools Act 1891.
 14. The Days Industrial Schools Act (Ecosse) 1894. (Abrogée en majeure partie seulement.)
 15. The Reformatory Schools Act 1893.
 16. The Industrial Schools Act Amendment Act 1894.
 17. The Reformatory and Industrial Schools (Channel Islands Children) Act 1895.
 18. The Reformatory Schools Act 1899.
-

PREMIERE DIVISION
ÉCOLES INDUSTRIELLES ET ÉCOLES DE RÉFORME

CHAPITRE PREMIER
Comment le Children Act les a organisées.

§ 1. — Définitions.

« L'expression *Reformatory School* (école de réforme) signifie une école destinée à l'apprentissage industriel des jeunes délinquants (youthful offenders) et où ces jeunes gens sont logés, habillés, nourris aussi bien qu'instruits ».

« L'expression *Industrial School* (école industrielle) signifie une école destinée à l'apprentissage industriel des enfants (Children) et où ces enfants sont logés, habillés, nourris aussi bien qu'instruits ».

« L'expression *Certified School* (école reconnue) signifie une école de réforme ou une école industrielle qui est reconnue conformément aux dispositions de la présente loi ».

« L'expression *Child* (enfant), employée quant à un enfant dont on a ordonné l'envoi dans une école industrielle ou le transfert d'une école de réforme à une école industrielle, s'applique à cet enfant pour toute la durée de sa période de détention, soit qu'il reste dans l'école, soit qu'il soit placé sur autorisation spéciale au dehors de l'école, et quoiqu'il ait atteint l'âge de 14 ans avant l'expiration de cette période » (article 44 du Children Act).

§ 2. — Reconnaissance et inspection des écoles.

Le Secrétaire d'Etat, sur la demande du directeur d'une école de réforme ou d'une école industrielle, peut lui dépêcher l'inspecteur en chef de ces établissements, afin d'examiner si les règlements et les locaux en sont propres à l'usage des enfants ou des jeunes délinquants, dans les termes de la loi. L'inspecteur fait son rapport, et si le Secrétaire d'État en est satisfait, il peut « reconnaître » (certify) l'établissement comme conforme au but que se propose la loi. Chaque école reconnue sera inspectée au moins une fois par an par l'inspecteur en chef ou par un sous-inspecteur qui aura les mêmes pouvoirs. Si le Secrétaire d'État n'est pas satisfait des règlements ou de la direction de l'école, il peut, à tout moment, retirer le certificat « de reconnaissance » qu'il avait concédé et l'école cesse d'être, dorénavant, une école

« reconnue ». Il peut même, s'il le juge bon, au lieu de retirer la « reconnaissance », interdire aux directeurs de l'école, par un avertissement qu'il leur envoie, de recevoir des enfants ou des jeunes délinquants pour le temps qu'il déterminera. Quand, dans ces conditions, une école cesse d'être une école reconnue, les jeunes détenus sont alors, par ordre du Secrétaire d'État, ou libérés, ou transférés dans quelque autre école reconnue (1).

§ 3. — Devoirs et pouvoirs des directeurs.

Les directeurs des écoles reconnues peuvent refuser de recevoir un enfant ou un jeune délinquant qu'on se propose de leur envoyer, mais une fois qu'ils l'ont accepté, ils sont considérés comme ayant contracté de façon définitive l'obligation de le loger, de l'habiller, de le nourrir et de l'instruire pour la durée de la détention qu'il doit subir. Toutefois, ils peuvent se trouver libérés de cette obligation par la survenance de l'un des événements suivants : retrait du certificat de « reconnaissance » par le Secrétaire d'État, démission régulière de leur propre part, ou, enfin, interruption des contributions de l'État aux dépenses des jeunes détenus. Si on leur envoie un enfant de moins de huit ans, ils peuvent, avec l'assen-

(1) Articles 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, Children Act 1908.

timent du Secrétaire d'État, le mettre en pension en dehors de l'école chez une personne convenable, jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de dix ans, ou même au delà, si cela paraît conforme aux intérêts de l'enfant. L'enfant qu'on a placé en pension dans ces conditions, est cependant toujours considéré comme détenu à l'école.

Les directeurs pourront toujours faire des règlements pour la bonne administration et pour la discipline de l'école, mais ces règlements devront toujours être soumis à l'approbation du Secrétaire d'État. De même, sans cette approbation, on ne saurait rien changer, soit par des adjonctions, soit par des transformations, aux bâtiments des écoles. Les directeurs des différentes écoles reconnues pourront s'entendre entre eux pour fixer les pensions de retraite qu'ils paieront à leur personnel ; ces sommes doivent être considérées comme ressortissant aux dépenses de la direction des écoles (1).

§ 4. — L'envoi des enfants et des jeunes délinquants dans les écoles de réforme et les écoles industrielles.

C'est là, la question théorique la plus intéressante résolue par la loi, qui fait certaines distinctions assez subtiles. Quels sont, en premier lieu, les jeunes gens

(1) Art. 52, 53, 54, 55, 56, Children Act 1908.

qu'on peut envoyer dans les écoles de réforme, quels sont les enfants qu'on peut envoyer dans les écoles industrielles ?

I. — *Envoi au Reformatory.*

Lorsqu'un jeune délinquant, que la cour estime être âgé de plus de 12 ans et de moins de 16 ans, est traduit en justice, soit sur *indictment*, soit en juridiction sommaire, sous une inculpation passible, au cas d'un adulte, des travaux forcés ou de prison, cette cour peut, en sus ou à la place de tout autre châtiment que la loi autorise, ordonner qu'il soit envoyé dans une école de réforme reconnue. Le jeune délinquant ne saurait toutefois, quand on en dispose ainsi, être condamné en sus à de la prison.

S'il se trouve, après qu'une cour a ainsi ordonné l'envoi dans une école de réforme d'un jeune délinquant de 14 ans ou davantage, qu'aucun directeur d'un reformatory reconnu ne veut le recevoir, le Secrétaire d'Etat pourra renvoyer le jeune homme devant la même cour ou toute autre cour de même juridiction, afin qu'elle rende, aux lieu et place de l'ordre inexécuté, un nouvel ordre ou une nouvelle sentence.

Cette dernière décision doit être toutefois de celles

qu'aurait pu rendre, par rapport au délit commis, la cour originairement saisie (1).

II. — *Envoi dans une école industrielle.*

Peut être envoyé dans une école industrielle :

1° Tout enfant de moins de 14 ans en apparence, qui est amené devant une cour de petite session par une personne quelconque, et qui :

a) Est trouvé mendiant ou recevant des aumônes (que ce soit ou non sous le prétexte de chanter, faire des tours ou offrir quelque chose en vente), ou qui était dans la rue ou dans un lieu public dans le but de mendier ou de recevoir des aumônes ;

b) Ou est trouvé errant, sans résidence ni foyer connus, sans moyens de subsistance, soit orphelin, soit en puissance de parents ou de tuteurs qui n'exercent pas convenablement leur devoir de surveillance ;

c) Ou est trouvé abandonné, n'étant pas orphelin, et ayant ses deux parents ou son parent survivant en train d'accomplir une peine de travaux forcés ou de prison ;

d) Ou est sous la puissance d'un parent ou d'un tuteur qui, en raison de ses habitudes criminelles ou alcooliques, est impropre à remplir ses devoirs vis-à-vis de lui ;

(1) Art. 57, Children Act.

e) Ou est la fille, légitime ou illégitime, d'un père qui a déjà été condamné en vertu des articles 4 ou 5 du *Criminal Law Amendment Act* de 1885, pour un délit contre une de ses filles ;

f) Ou fréquente la compagnie de voleurs ou de prostituées ;

g) Ou réside dans une maison ou dans la partie d'une maison qui sert à une prostituée, aux desseins de la prostitution, ou vit de toute autre façon dans des conditions propres à causer ou à favoriser sa séduction ou sa prostitution.

(Toutefois on ne considérera pas un enfant comme répondant aux conditions de l'alinéa f) quand la seule prostituée qu'il fréquente est sa mère, lorsque celle-ci exerce sur lui une surveillance convenable et le protège soigneusement de toute risque de contamination).

2° Tout enfant de moins de 12 ans, en apparence, accusé, devant une cour d'assises, de quarter sessions, ou de petite session, d'un délit passible, au cas d'un adulte, des travaux forcés ou d'une peine moindre.

3° Tout enfant, ayant en apparence 12 ou 13 ans, qui n'a pas été condamné auparavant et qui est accusé, devant une cour de petite session, d'un délit passible, au cas d'un adulte, des travaux forcés ou d'une peine moindre, quand, eu égard aux circonstances particulières de l'espèce, la cour estime que

cet enfant ne doit pas être envoyé dans une école de réforme, et que, d'autre part, son caractère et ses antécédents sont tels qu'il ne saurait exercer une mauvaise influence sur les autres enfants d'une école industrielle.

4° Tout enfant dont les parents ou tuteurs viennent déclarer devant une cour de petite session qu'ils sont incapables de le contrôler et qu'ils sont désireux de le faire envoyer dans une école industrielle (1).

(Toutefois, dans ce cas, si la cour estime qu'il est préférable, au lieu d'envoyer l'enfant dans une école industrielle, de le placer sous la surveillance d'un probation officer, elle le traitera, comme s'il avait commis un délit, en vertu du Probation of Offenders Act de 1907, avec cette différence, néanmoins, que l'obligation consistera ici à réparaître pour être statué s'il sera ou non envoyé dans une école industrielle).

5° Tout enfant gardé dans un *workhouse* ou dans une école communale pour les pauvres, quand un gardien de la *poor law union* ou le directeur de l'école communale vient déclarer devant une cour de petite session que cet enfant est indiscipliné ou que l'un de ses parents vient d'être condamné aux travaux forcés ou à la prison.

6° Tout enfant, dont se plaindraient devant une

(1) Cf. Code civil français (titre IX, de la Puissance paternelle), art. 376.

cour de petite session, en vertu de la loi sur l'éducation élémentaire de 1876, les autorités scolaires locales (1).

Dans tous ces cas, les tribunaux peuvent encore, au lieu d'envoyer l'enfant dans une école industrielle, le confier à un parent ou à une personne convenable. Les autorités de police devront veiller à faire observer les prescriptions qui viennent d'être traduites, dans leurs ressorts respectifs ; elles devront toujours agir, à moins que le cas ne soit de la compétence des autorités scolaires locales et que celles-ci ne prennent les initiatives nécessaires, à moins qu'un individu quelconque n'ait pris les devants de son côté, ou à moins que le *statu quo* ne soit préférable dans l'intérêt même de l'enfant. Nous avons vu que les enfants auxquels s'applique le premier paragraphe de l'article 58 du Children Act (mendicité, vagabondage, mauvaises fréquentations, etc....) sont ceux de moins de 14 ans. La loi, dans son article suivant, autorise néanmoins que les jeunes gens de 14 ou 15 ans, arrêtés dans une de ces hypothèses, soient confiés par les tribunaux à des parents ou à des personnes convenables (2). Les cours pourront même, en plus, placer ces jeunes gens sous la surveillance

(1) Art. 58, Children Act, 1908.

(2) Art. 59, Children Act.

d'un probation officer, conformément aux dispositions du Probation of Offenders Act de 1907 (1).

La sentence, qui envoie le jeune délinquant ou l'enfant dans une école reconnue, pourra, suivant le désir de la cour qui la prononce, être exécutée immédiatement ou voir cette exécution différée, eu égard à l'âge et à la santé du jeune délinquant ou de l'enfant.

§ 5. — Choix de l'Ecole et transport.

L'école où sera envoyé le jeune délinquant ou l'enfant, est celle qui est spécifiée dans l'ordre de détention (detention order); ce sera toujours une école reconnue, située ou non dans le ressort de la cour qui a prononcé le renvoi, et dont les directeurs consentiront à recevoir l'enfant ou jeune délinquant. Mais si ce dernier est incapable de recevoir un bénéfice de la pratique industrielle d'une école reconnue ordinaire, en raison de ses défectuosités mentales ou physiques, la cour l'enverra dans une école spécialement aménagée pour les jeunes gens de son espèce.

A l'époque fixée, un « constable » (agent de police) devra remettre le jeune homme au gardien-chef de l'école désignée, avec l'ordre de détention qui spécifiera la période pour laquelle il doit être détenu à l'école :

(1) Art. 60, Children Act.

Dans le cas d'un jeune délinquant envoyé dans une école de réforme, cette période ne sera pas inférieure à 3 ans, ni supérieure à 5 ans; en aucun cas, elle ne dépassera l'époque où le jeune homme atteindra l'âge de 19 ans;

Dans le cas d'un enfant envoyé dans une école industrielle, ce sera telle période que la cour jugera propre à assurer l'instruction et l'apprentissage de l'enfant; en aucun cas, cette période ne dépassera l'époque où l'enfant atteindra l'âge de 16 ans (1).

Les tribunaux s'efforceront à déterminer la confession religieuse de l'enfant ou jeune délinquant, afin de l'envoyer de préférence dans une école où il pratiquera son culte. Si, cependant, il a été envoyé dans une école où il ne peut pratiquer son culte, ses parents ou ses tuteurs pourront s'adresser à la cour de petite session qui remplace celle qui a prononcé l'envoi, ou au Secrétaire d'Etat, afin d'obtenir le transfert du jeune homme dans une école de sa confession; on ne fera droit, en principe, à cette requête que si elle est déposée dans les 30 jours de l'arrivée de l'enfant à la première école et que si les requérants font la preuve que les directeurs de la nouvelle école consentent à recevoir l'enfant (2).

(1) Article 65 du Children act. — Cf. art. 66 et 67 du Code pénal français

(2) Art. 66 du Children Act.

§ 6. — Placement, sur autorisation spéciale, en dehors de l'école
(Placing out on licence).

Les directeurs d'une école reconnue peuvent, *à tout moment, avec le consentement* des autorités scolaires, dans le cas d'un enfant envoyé dans une école industrielle sur leurs instances, du Secrétaire d'Etat dans tous les autres cas, ou bien *sans aucun consentement après l'expiration de 18 mois de détention*, permettre à un jeune détenu par une autorisation spéciale (licence) de vivre chez une personne respectable et digne de confiance qui sera désignée dans l'autorisation et qui consentira à en prendre charge.

Toutefois, s'il s'agit d'un enfant de moins de 14 ans, l'autorisation contiendra désignation de l'école ordinaire qu'il devra fréquenter conformément aux règlements en vigueur là où il est placé.

Une autorisation ainsi accordée reste valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée pour transgression d'une des conditions sous lesquelles elle avait été accordée. Les directeurs des écoles reconnues peuvent prendre cette mesure à tout moment, et le jeune homme doit regagner immédiatement l'école. S'il s'échappe de la personne chez qui il est placé ou s'il refuse de rejoindre l'école après en avoir reçu l'ordre, il sera passible des mêmes châtiments que s'il s'était échappé

de l'école même. Le temps que le jeune détenu, placé dans ces conditions, passe en dehors de l'école, compte dans le temps total de la détention.

§ 7. — Surveillance des jeunes gens après l'expiration de leur détention.

Un jeune délinquant, envoyé dans une école de réforme reconnue, restera, après l'expiration de sa détention, si cette détention prend fin avant qu'il ait atteint l'âge de 19 ans, jusqu'à cet âge accompli sous la surveillance de la direction de l'école.

Un enfant envoyé dans une école industrielle reconnue restera, depuis l'expiration de sa période de détention jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ans, sous la surveillance de la direction de l'école. Cette disposition ne s'appliquera toutefois pas à l'enfant envoyé dans une école industrielle parce que ses parents ou tuteurs négligeaient de lui fournir une instruction élémentaire (1). Les jeunes gens en *post-surveillance* peuvent être également placés en dehors de l'école, sur autorisation spéciale des directeurs qui pourront, comme précédemment, révoquer l'autorisation et rappeler le jeune homme à l'école. Une fois rappelé, il pourra être détenu de nouveau pour une période ne dépassant pas 3 mois, et ce rappel

(1) Art. 68, Children Act.

n'aura lieu que quand les directeurs estimeront que cette nouvelle détention est indispensable ; dans ce cas, ils devront la notifier immédiatement à l'inspecteur en chef des écoles, en indiquant les motifs de cette mesure et chercher à replacer immédiatement le jeune homme, au plus tard dans les 3 mois du rappel. D'ailleurs, le Secrétaire d'Etat peut ordonner, à tout moment, qu'un jeune homme en *post-surveillance* soit complètement libéré. S'il ne le fait pas, les parents ne sauraient intervenir pour exercer leurs pouvoirs ou leurs droits de façon à contrarier le contrôle des directeurs.

§ 8. — Libération et transfert.

Le Secrétaire d'Etat peut, à tout moment, ordonner qu'un jeune détenu soit libéré, ou absolument, ou à de certaines conditions dont l'inobservation entraînerait la révocation de la mesure. Il peut aussi ordonner le transfert d'un jeune détenu d'une école de réforme à une autre, soit encore le transfert d'un jeune délinquant de moins de 14 ans d'une école de réforme à une école industrielle, soit enfin le transfert d'un enfant de plus de 12 ans d'une école industrielle à une école de réforme, quand il exerce une mauvaise influence sur les enfants de l'école industrielle où il est détenu. On voit qu'en fait, la limite qui sépare les écoles de réforme des écoles indus-

trielles n'est pas aussi tranchée qu'on pourrait le croire au premier abord. La loi, dans ses prescriptions de détail, s'assouplit afin de faciliter leur tâche aux autorités pénitenciaires, en leur permettant de placer les enfants dans les milieux qui conviennent le mieux à leur redressement, sans tenir un compte exagéré de leur âge ni du fait qui a causé leur internement.

Les directeurs des écoles reconnues tiennent même de la loi le pouvoir de placer dans un service ou dans un commerce quelconque, d'engager dans l'armée ou dans la marine, de faire émigrer, avec le seul consentement des intéressés, les jeunes gens qu'ils ont sous leur surveillance, quand leur conduite donne satisfaction. (Ce pouvoir comprend aussi bien les enfants ou jeunes délinquants actuellement détenus dans l'école, que ceux qui sont placés au dehors et que ceux qui, ayant terminé leur période de détention, se trouvent en post-surveillance). — La loi donne, dans ce sens, aux directeurs les mêmes pouvoirs que s'ils étaient les propres parents des enfants dont ils disposent ainsi. Toutefois, l'approbation du Secrétaire d'Etat sera nécessaire au cas d'émigration, ainsi que lorsque l'enfant aura moins d'un an de détention à l'école (1).

(1) Art. 70, Children Act.

Nous verrons dans le chapitre suivant, en étudiant les résultats pratiques de ces dispositions, quel large usage les directeurs des écoles reconnues ont fait des pouvoirs que leur conférait la loi et quels sont les métiers auxquels se consacrent plus particulièrement les jeunes gens dont la conduite fut satisfaisante à l'école.

§ 9. — Délits commis contre la discipline.

A. — *Refus de se conformer aux règlements.*

Quand un jeune délinquant, détenu dans une école de réforme, se rend coupable d'une violation sérieuse et volontaire des règlements de cette école, ou bien incite d'autres détenus à une semblable violation, il est passible, en juridiction sommaire, de voir sa période de détention augmentée d'une autre période ne dépassant pas 6 mois, que la cour fixera; s'il est âgé d'au moins 16 ans, il pourra être condamné à une peine de prison, avec ou sans « hard labour », ne dépassant pas 3 mois; et dans ce cas, il sera ramené, après l'expiration de sa peine, aux frais de la direction de l'école où le délit a été commis, dans une école de réforme où il sera détenu pour le temps qui lui restait à faire lors de son envoi en prison.

Quand c'est un enfant d'au moins 12 ans qui s'est rendu coupable dans une école industrielle d'une semblable infraction, il est passible, en juridiction

sommaire, d'être envoyé dans une école de réforme reconnue (1).

B. — *Fuite de l'école.*

Si un jeune délinquant ou un enfant s'échappe de l'école où il est détenu, il peut, à n'importe quel moment jusqu'à l'expiration de la période de détention à laquelle il est condamné, être arrêté sans mandat et traduit devant la cour de juridiction sommaire qui a compétence là où il a été arrêté ou là où est située l'école d'où il s'est enfui. Et il pourra être condamné à des peines identiques à celles qui viennent d'être énumérées plus haut en cas de violation des règlements de l'école. De plus, la personne qui l'aura aidé directement ou indirectement à s'échapper, ou qui lui aura donné ce conseil, est passible, sur accusation sommaire, d'un emprisonnement ne dépassant pas deux mois, avec ou sans « hard labour », ou d'une amende ne dépassant pas 20 livres (500 francs).

Disons tout de suite que ces infractions à la discipline ne se reproduisent pas bien souvent (ou tout au moins qu'on ne les divulgue pas) puisque les statistiques apprennent qu'en 1909 deux filles seulement furent envoyées dans une école de réforme pour violation des règlements et 5 garçons et 4 filles pour délits de fuite.

(1) Art. 71, Children Act.

§ 10. — Budget des écoles reconnues.

Les subsides viennent de trois sources différentes et très inégales :

1° Contribution du trésor. — Le Secrétaire d'Etat affecte, avec l'approbation du trésorier, parmi les fonds mis à sa disposition par le parlement, telles sommes qu'il répartit pour contribuer aux dépenses qu'occasionne chaque jeune délinquant ou enfant détenu dans une école reconnue, y compris les frais de transport quand il s'agit d'un transfert d'une école dans une autre et les dépenses que nécessite l'émigration des jeunes gens qu'on place aux colonies. Cette contribution du trésor ne dépassera jamais toutefois 2 schellings (2 fr. 50), par tête et par semaine, pour tout enfant détenu dans une école industrielle sur la demande de ses parents ou tuteurs.

2° Contribution des autorités locales. — C'est au conseil du comté ou de la commune où il réside (et qui doit être indiqué dans l'ordre de détention) qu'il appartient de veiller à ce que le jeune délinquant soit reçu dans une école de réforme propre à cet usage; dans le cas d'un enfant envoyé dans une école industrielle, c'est aux autorités scolaires de son domicile que ce devoir incombe. Mais il y a, pour ces dernières, de nombreuses exceptions. Il n'est pas possible d'entrer dans tous les détails de l'organisation que le

Children Act a prévue pour déterminer de quels fonds locaux seront tirées les contributions réclamées aux conseils provinciaux ou aux autorités scolaires. Cela nous entraînerait à une étude administrative des institutions dans le Royaume-Uni qui ne saurait trouver ici sa place.

3° Contribution des parents. — Les parents ou personnes ayant la charge d'un enfant ou d'un jeune délinquant, envoyé dans une école reconnue, doivent, selon leurs moyens, contribuer à son entretien pour une somme ne dépassant pas celle qui sera fixée pour être la dépense moyenne d'entretien d'un jeune détenu, dans une école de la catégorie de celle où il est envoyé. La loi entre encore ici dans de trop nombreux détails. Qu'il nous suffise de dire que les contributions des parents, loin d'augmenter, diminuent chaque année de façon sensible, qu'il s'agisse d'écoles de réforme ou d'écoles industrielles. Le tableau, ci contre annexé, en est l'évidente démonstration. L'inspecteur en chef des écoles reconnues constate d'ailleurs, dans son dernier rapport annuel, qu'il devient de plus en plus difficile de forcer la main aux parents, ainsi que de distinguer ceux qui sont véritablement indigents de ceux qui ne le sont pas (1).

En plus de ces trois sources régulières de recettes,

(1) 53^e Report for the year 1909, part. II, Londres, 1910.

les écoles reconnues peuvent encore légitimement compter sur les souscriptions et les legs des particuliers, de même que, dans certains cas assez rares, sur le produit du travail des détenus.

Dans le tableau ci-annexé, on trouvera la progression du nombre des détenus, des recettes et des dépenses dans les écoles de réforme, les écoles industrielles et les écoles industrielles de jour (1), depuis un certain nombre d'années. On constatera que si les contributions du trésor et des communes ont dû augmenter dans des proportions considérables, les apports des particuliers, tant contributions des parents que souscriptions et legs, suivent une progression très sûre en sens inverse. Si l'on divise, pour l'année 1909, le chiffre total des dépenses par le nombre total des détenus, pour chaque catégorie d'établissements, on obtiendra la somme moyenne dépensée pour chaque tête d'enfant ou de jeune délinquant. Ce petit calcul donne :

a) Pour les jeunes détenus des écoles de réforme : 23 livres, soit 585 francs.

b) Pour les enfants détenus dans les écoles industrielles : 22 livres, soit 550 francs.

c) Pour les enfants détenus dans les écoles industrielles de jour : 12 livres, soit 300 francs.

(1) Pour les écoles industrielles de jour, v. *infra*, § 10.

BUDGET DES ÉCOLES RECONNUES

ANNÉES	NOMBRE de détenus (y compris les absentis et les enfants placés au dehors des écoles).	CONTRIBUTION du Trésor	CONTRIBUTION des parents	CONTRIBUTION des autorités locales	SOUSCRIPTIONS et LEGS	DÉPENSES totales de l'école
I. — Ecoles de réforme.						
		£	£	£	£	£
1860	3.803	59.230	2.140	2.596	24.903	92.854
1870	6.562	84.423	3.296	19.373	8.600	123.015
1880	7.070	91.781	5.973	23.912	6.005	134.080
1890	5.854	78.863	5.489	24.056	2.793	119.337
1900	5.611	72.437	6.328	24.899	2.246	117.427
1905	5.380	72.986	7.342	30.829	3.644	128.779
1906	5.434	72.790	7.820	31.347	3.569	120.962
1907	5.562	73.232	8.065	33.679	4.906	128.074
1908	5.794	83.310	7.368	33.117	6.340	139.058
1909	5.878	84.997	7.061	35.463	2.388	135.085
II. — Ecoles industrielles (y compris les écoles industrielles à court séjour).						
1870	8.788	92.962	4.540	21.129	59.310	189.779
1880	16.446	167.639	17.000	83.069	29.260	316.175
1890	22.735	194.404	16.657	110.135	34.490	360.947
1900	24.718	192.041	19.272	168.271	24.897	427.670
1905	20.454	179.140	21.366	186.164	33.498	440.951
1906	20.534	173.953	21.279	194.749	46.394	459.879
1907	20.604	178.495	21.622	182.971	58.235	439.086
1908	20.460	183.168	19.383	189.307	34.398	451.433
1909	20.133	183.761	18.327	184.057	36.714	444.264
III. — Ecoles industrielles de jour.						
1880	1.005	1.492	258		825 *	8.261
1890	3.698	6.891	3.382		982 *	25.559
1900	3.253	7.179	2.741		1.900 *	33.056
1905	3.305	7.823	2.825			38.920
1906	3.284	7.807	2.817			38.153
1907	3.183	7.721	2.786			37.451
1908	3.365	7.640	2.362			39.023
1909	3.269	11.348	2.241		8	39.973

* Sommes reçues presque entièrement par la seule école de Kirkdale qui fut une école privée jusqu'en 1903, date où elle fut reprise par la Liverpool Education Authority.

§ 41. — Ecoles industrielles de jour (Day Industrial Schools).

Ce sont des écoles où l'on donne aux enfants un apprentissage industriel, une instruction élémentaire... et la nourriture. Elles diffèrent des écoles industrielles en ce que les enfants n'y habitent pas. Le Secrétaire d'État « reconnaît » une école industrielle de jour de la même façon qu'une école industrielle ; mais jamais cette école ne pourra servir à la fois d'école industrielle de jour et d'école de réforme ou d'école industrielle ordinaire. Les enfants qui la fréquentent sont ceux qu'une cour juge préférable d'y envoyer, plutôt qu'à une école industrielle, et ceux que les autorités scolaires ou leurs parents ou leurs tuteurs peuvent y envoyer, même sans décision de justice, en échange d'une certaine contribution qui est fixée par le Secrétaire d'État. Les dispositions qui ont été faites pour les écoles industrielles ordinaires, s'appliquent, autant que possible, aux écoles industrielles de jour. On peut voir dans le tableau ci-annexé que ces écoles sont alimentées par les fonds d'État et par les contributions des parents. Mais l'excédent des dépenses sur les recettes est ici proportionnellement encore plus élevé que pour les deux autres grandes catégories d'établissements (1).

(1) Articles 72 à 83 du Children Act.

CHAPITRE II

Comment ces écoles fonctionnent en pratique. Statistiques et résultats.

I. — Influence du Children Act.

Le Children Act de 1908 fût appliqué à partir du 1^{er} avril 1909. Contrairement à ce qu'on attendait, les envois dans les écoles reconnues montrèrent plutôt une tendance à diminuer ; ainsi, à la fin de 1909, il y avait dans ces écoles plus de 200 enfants ou jeunes délinquants en moins qu'à la fin de l'année précédente. En ce qui concerne l'Angleterre proprement dite, cette diminution n'apparaît que comme devant être passagère ; mais pour ce qui est de l'Ecosse, il est possible qu'on y doive supprimer plusieurs Industrial Schools ; les autorités scolaires écossaises (School Board) sont en effet disposées à envoyer de moins en moins d'enfants dans les écoles industrielles, maintenant qu'elles sont forcées de contribuer à leurs dépenses, alors qu'autrefois, sous le régime des Industrial Schools Acts, elles n'encouraient de ce chef aucune charge. En général, les

directeurs des écoles reconnues semblent avoir de justes raisons de se plaindre ; ils devront probablement continuer leurs entreprises avec des pertes considérables, jusqu'au jour où le nombre des admissions leur permettra de remplir leurs écoles avec la totalité des détenus pour lesquels ils se sont pourvus de personnel et d'équipements. Si, par crainte de ces pertes, les directeurs fermaient leurs écoles, ils placeraient les autorités locales dans une situation difficile, car si, jusqu'à présent, ces autorités n'ont pas eu d'ennuis, c'est grâce justement à la persévérance de ces directeurs, qui ont poursuivi leur œuvre malgré les difficultés financières causées par les vides. Si l'on en juge par l'expérience de ces vingt dernières années dans le Royaume-Uni, c'est un fait incontestable que chaque changement législatif a eu, comme effet immédiat, une réduction dans le nombre des envois aux écoles reconnues, partant des difficultés budgétaires. Le Children Act, quelque espoir qu'on avait placé en lui sous ce rapport, n'a pas failli à cette règle. Tandis que le nombre des admissions dans les écoles industrielles diminue, celui des admissions dans les écoles de réforme tend à augmenter, et les directeurs de ces dernières doivent se donner du mal pour trouver de la place pour de jeunes délinquants qui auraient gagné à être préservés des mauvais contacts à une époque antérieure.

Dans presque tous les grands centres, le chiffre des envois aux écoles industrielles dépasse cependant notablement celui des envois aux écoles de réforme. Ainsi, à Londres, à Liverpool, à Birmingham, la proportion est de 3 à 1 ; à Glasgow, 4 à 1 ; à Edinburg, 5 à 1. Dans les grandes villes du Yorkshire, Leeds, Hall, Bradford, 2 à 1. Il n'y a qu'à Manchester qu'en 1909, le nombre des envois dans les Reformatories fût supérieur à celui des envois dans les Industrial Schools, soit 45 contre 41.

On s'est en somme peu servi de la faculté donnée par la loi de transférer un enfant d'une école industrielle à un Reformatory et vice-versa. Ainsi, en 1909, 3 enfants de plus de 12 ans ont été transférés à des écoles de réforme, d'écoles industrielles, tandis que 6 étaient amenés à ces dernières.

II. — Ecoles de réforme.

Il y en a 37 en Angleterre et 7 en Ecosse, dont 33 pour les garçons et 11 pour les filles.

En 1909, pour l'Angleterre, 1.248 des jeunes détenus venaient des cours de juridiction sommaire, 19 des assises ou des quarter sessions.

Sur les 33 Reformatories pour garçons, 25 sont situés à la campagne, parmi lesquels il faut citer plus particulièrement celui de Redhill (1) ainsi que

(1) Cf. Spach, *L'enfance coupable en Angleterre*, thèse, Paris, 1908.

les fermes de Liverpool, de Fylde, de Birkdale, de Stoke, de Calder et de Wellington ; 5 sont situés à la ville et dans les faubourgs — 'Walthemstow, Bristol, Leeds, Glasgow et Wigtown — ; enfin, deux sont des écoles navales : Abkar Nautical School et Farnworth, plus un bateau-école : le *Cornwall* (Purfleet). Si l'on excepte les écoles nautiques et le bateau-école, où, étant donné la discipline toute spéciale qui doit y régner ainsi que les travaux auxquels on s'y livre, les jeunes détenus peuvent être réunis sans trop d'inconvénients en nombre considérable (en 1909, 446 sur le *Cornwall*, 291 à Abkar et 178 à Farnworth); si on excepte encore Redhill qui, à cause de son ancienneté, de son importance et de son emplacement, conserve un contingent très important (307 en 1909), les autres écoles de réforme ont une population moyenne variant entre 100 et 150 jeunes détenus. Si l'on tient compte à la fois, et des difficultés qu'on rencontre dans tous les pays pour créer ces sortes d'établissements et des desiderata des spécialistes des questions pénitentiaires qui réprouvent avant tout les fortes agglomérations de jeunes détenus, il apparaît qu'on peut considérer ces chiffres comme très convenables. Ils diminuent même de façon sensible quand il s'agit des écoles de réforme pour les filles où la moyenne des jeunes détenues, en 1909, est d'une soixantaine environ par école.

La jeune population des Reformatoires n'offre pas une tâche facile, puisqu'en 1909, par exemple, sur 1.316 garçons qui y furent admis :

Si 634 n'avaient pas été condamnés auparavant,
 386 avaient déjà subi une condamnation,
 180 — — deux condamnations,
 65 — — trois —
 43 — — quatre — et plus.
 8 enfin venaient d'autres Reformatoires.

Les résultats qui vont suivre sont donc tout à fait à l'honneur des directeurs de ces écoles et des méthodes qu'ils emploient. Tout d'abord, ils usent de la façon la plus large de la faculté que la loi leur donne de placer, sur autorisation spéciale, les jeunes gens en dehors de l'école ; c'est ainsi qu'à la fin de 1909, sur un chiffre total de 5.246 jeunes garçons détenus, 1.239 étaient placés *on licence*.

En 1909 également, 1.231 garçons et 143 filles furent élargis des écoles de réforme. En voici le détail :

	Garçons	Filles
Placés en service ou dans des emplois divers.	599	87
Placés par relations	229	44
Emigrés	26	4
Engagés dans la marine	174	
— dans l'armée	152	
Libérés pour cause de maladie	8	8
Libéré comme incorrigible	1	
Transférés à des écoles industrielles	6	
Décédés.	22	
Enfuis et non retrouvés	14	

Ce qui est particulièrement intéressant, à notre point de vue, c'est de savoir ce qu'il advient de ces jeunes gens, une fois libérés, et, par conséquent, de les suivre dans leurs occupations, dans leur relèvement comme dans leurs rechutes. Les résultats des trois années 1906, 1907 et 1908, collationnés à la fin de 1909, sont les suivants :

Furent libérés et placés pendant ces 3 années : 3.765 garçons et 483 filles. 52 garçons et 8 filles étant décédés, il reste à considérer 3.713 garçons et 475 filles :

Des garçons :

2.959 soit 80 % ont un métier régulier.

175 — 5 % travaillent, mais de façon irrégulière.

445 — 12 % ont été recondamnés.

134 — 3 % pas de renseignements.

Des filles :

585 soit 81 % ont un métier régulier.

40 — 8,5 % travaillent, mais de façon irrégulière.

21 — 4,5 % ont été recondamnées.

29 — 6 % pas de renseignements.

Il semble bien que la proportion des récidives, 12 % et 4 %, ne saurait passer pour inquiétante, puisqu'il entre dans les Reformatoires des enfants et des jeunes délinquants ayant déjà été parfois, comme nous l'avons vu, condamnés 4 fois et plus, en somme, la pire clientèle des juvenile courts (1). Quant à la

(1) Cf. le tableau ci-annexé déterminant les délits pour les-

proportion de ceux qui exercent d'une façon suivie un métier sérieux, 80 % et 81 %, elle apparaît, autant qu'elle soit absolument exacte, comme devant satisfaire les moins optimistes.

Je n'entends pas d'ailleurs faire des Reformatories anglais une louange exçessive, ni affirmer qu'il ne s'y passe jamais rien de pénible pour les autorités. Les statistiques que je reproduis sont les statistiques officielles ; il est vraisemblable que, comme toutes les statistiques du monde, elles sont sujettes à caution ; mais il est évident aussi qu'un commentateur étranger ne peut, dans une étude générale, que les prendre telles qu'on les lui donne.

J'ai tenu, en revanche, à donner ici communication résumée d'un document très curieux et tout à fait récent (1). Il nous intéresse à plus d'un chef. D'abord parce qu'il prouve que tout n'est pas non plus pour le mieux dans le meilleur des mondes pénitentiaires, ensuite parce qu'il peut fournir un argument de tout premier ordre contre les châtiments corporels, à une époque où cette question se discute avec passion

quels des jeunes personnes furent envoyées en 1909 dans les écoles de réforme.

(1) Report of Inquiry by M. Masterman, M. P. into charges made concerning the management of the Heswall nautical School, Londres, 1911. (Rapport de l'enquête faite par M. Masterman, membre du Parlement, sur les accusations portées contre la Direction de l'école navale d'Heswall).

dans notre pays, et où d'aucuns y voient une mesure de correction indispensable, enfin parce qu'il offre une similitude curieuse avec des incidents survenus récemment à la colonie de Belle-Ile, en France, qui est également un établissement correctionnel et maritime. M. Ronald Adam était, depuis 1904, maître d'école à l'école navale Abkar, située à Heswall ; sa femme avait été nommée, en 1909, directrice de l'hôpital de l'école. En 1910, ils démissionnèrent tous les deux en assurant les autorités de leurs regrets dans une lettre où ils affirmaient qu'*Abkar Nautical* n'avait pas de rivale au monde. Cela ne les empêchait pas de commencer bientôt, dans le journal satyrique le *John Bull*, une violente campagne de presse contre le directeur de l'école, M. Beuttler, qui appartient à Heswall depuis 1907. Ils l'accusaient notamment de faire bâillonner les enfants, puis de les faire battre publiquement jusqu'à ce que le sang jaillisse à chaque coup, de les faire battre alors même qu'ils étaient malades, de telle sorte que la mort s'en serait parfois suivie, de les obliger à se tenir debout toute une nuit ou de les immerger dans de l'eau glacée pour des peccadilles, de tolérer enfin un surveillant général, M. Lovelock, qui les brutalisait et employait à leur égard un langage des plus grossiers. Comme M. Adam proposait de produire de nombreux témoignages à l'appui de

ses dires, et devant l'émotion causée par ces révélations, une enquête fut entreprise par M. Masterman, membre du Parlement, Secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur. A vrai dire, si, dans son enquête, M. Masterman est bien loin d'avoir recueilli des témoignages qui puissent corroborer exactement les affirmations de M. Adam, qui s'est d'ailleurs prudemment retranché derrière la responsabilité de l'éditeur du *John Bull*, du moins lui est-il également impossible d'approuver sans restrictions les agissements intérieurs de l'Abkar Nautical School. Il reconnaît que si aucun des points allégués par l'ancien maître d'école n'est exact et que si l'on n'a eu qu'à se louer des services du directeur Beuttler, des excès ont eu lieu, notamment en bâillonnant les enfants avant de les fouetter, afin qu'ils n'ameutassent pas par leurs cris les braves citoyens de Liverpool venus à Heswall pour passer une journée champêtre ; en les faisant, par manière de punition, se tenir debout toute une nuit ; en les aspergeant d'eau froide pour une intempérance de langage, et en employant, comme verges ou comme fouets, des armes véritablement trop violentes. Quant au surveillant Lovelock, l'enquête semble démontrer que, quoiqu'ancien marin, il se plaisait à employer vis-à-vis de ses subordonnés, tant détenus que gardiens, un vocabulaire exagérément maritime.

Et M. Masterman termine par ces conclusions qu'il est, je pense, utile de reproduire car, en même temps qu'elles manifestent une certaine satisfaction, elles expriment certaines réformes très souhaitables pour les écoles de réforme en général :

« 1° Il est certain qu'une stricte discipline est nécessaire dans un établissement de cette sorte, mais je me réjouis qu'on ait fait tous les efforts possibles pour en mitiger la rigueur par toutes les influences humaines et individuelles...

2° Je suis d'accord avec le coroner de West-Cheshire en ce que les décès qui ont lieu dans les écoles de réforme devraient lui être rapportés, comme ils le sont dans les asiles de fous et dans les prisons. Cela me semble recommandable aussi bien pour mettre à couvert la responsabilité des directeurs que pour rechercher, le cas échéant, les excès qui ont pu avoir lieu.

3° Etant donné que les châtimens corporels sont admis dans les écoles de réforme, je pense que des réglemens gouvernementaux devraient spécifier plus exactement la nature de ces châtimens, les cas dans lesquels on peut les employer et les conditions dans lesquelles il faut les administrer. Les membres du comité de l'école et le médecin de l'établissement devraient toujours s'arranger de façon à être présents lors de l'exécution du châtiment.

4° Il est évident que quoiqu'un système tel que celui qui prévaut à Heswall donne d'excellents résultats pour la majorité des jeunes gens, il y a cependant des détenus qui ne sont pas susceptibles de s'en accommoder. Certains de ces garçons seraient en effet plus à leur place dans un établissement spécial pour les faibles d'esprit ; d'autres sont physiquement impropres à la besogne qu'on attend d'eux ; d'autres enfin sont tellement dégénérés qu'ils ne peuvent que corrompre leurs co-détenus qui ne sont guère pires, eux, que les jeunes gens normaux du même âge et de la même catégorie sociale. Tous ces faibles et ces anormaux soulèvent un problème difficile à résoudre ; ce sont eux qui contribuent à augmenter le nombre des punitions et, la plupart du temps, ils ne peuvent donner aucun bon résultat. »

Tableau des délits pour lesquels de jeunes personnes (en Angleterre et en Écosse) furent envoyées, en 1909, aux écoles de réforme.

	Garçons.	Filles.	TOTAL
	—	—	—
Empoisonnements		1	1
Incendies	2	1	3
Voies de fait	11	1	12
Tentatives de viol.	10		10
Sacrilèges	2		2
Tentatives de suicide	1	1	2
Tentatives de vol	8	2	10
Mendicité	31	5	36

	Garçons.	Filles.	TOTAL
	—	—	—
Trouvés dans des lieux privés avec des intentions délictueuses. . . .	11	2	13
Actes de cruauté contre des ani- maux	2		2
Fuite de « Worklouse »	1		1
Détournements.	14		14
Faux et usage de faux	1		1
Pour jeu	16		16
Détériorations de magasins ou d'ha- bitations	96	7	103
Attentats à la pudeur	8		8
Ecoles Industrielles :			
1. Violation des règlements . . .		2	2
2. Fuite	5	4	9
3. Brûler des fournitures		1	1
<i>Vols simples</i>	994	114	1.108
Coups et blessures volontaires . .	3	1	4
Escroqueries	15	4	19
Recels.	7		7
Vagabondage	40	2	42
Dommages volontaires	12	1	13
TOTAL. . . .	1.290	149	1.439

Si l'on compare ce tableau avec celui de l'année précédente on n'observe pas grand changement ni dans la nature des délits incriminés, ni dans le nombre de leurs commissions. Toutefois, tandis qu'en 1908 on envoyait aux écoles de réforme un total de 1.570 jeunes personnes, on n'en envoyait que 1.439 en 1909. Une des causes principales de cette diminution, c'est la regression des vols simples qui, de 1.208 en 1908, sont tombés à 1.108 en 1909.

Par contre, il faut constater des symptômes plus alarmants pour certains délits et pour certains crimes graves : c'est ainsi que, tandis qu'en 1908 il n'y eut (pour motiver un envoi aux écoles de réforme) qu'un unique cas de tentative de viol, le tableau de 1909 nous en présente 10 (1).

III . — Ecoles industrielles.

Comme je l'ai remarqué plus haut, la question la plus grave qui se pose actuellement pour cette catégorie d'écoles, c'est la question financière. Elle est très inquiétante, car le coût de la vie et les gages du personnel continuent à augmenter tandis que les ressources diminuent. Il y a, en Angleterre, 65 écoles industrielles pour les garçons et 41 pour les filles ; en Ecosse, 17 pour les garçons et 15 pour les filles ; 15 des écoles de garçons sont situées à la campagne; toutes les autres se trouvent dans les villes et dans les faubourgs, en exceptant toutefois les bateaux-écoles *Clio*, *Mount Edgcumbe*, *Willesley*, *Southampton*, *Empress*, *Mars* et l'école navale *National Nautical*. Il faut signaler encore l'existence de deux écoles industrielles mixtes, les seules du genre, à Newcastle et à Kilmarnock.

(1) 52^e rapport pour l'année 1908 de l'inspecteur des Reformatories et Industrial Schools de Grande-Bretagne, partie II, appendice X, Londres, 1909 ; et 53^e rapport pour l'année 1909 du même, partie II, appendice X, Londres, 1910.

Au 31 décembre 1909, il y avait au total, dans les écoles industrielles, 16.912 enfants dont 1.127 étaient placés au dehors sur autorisation.

En 1909, il y eut 3.168 enfants admis dans les écoles industrielles dont :

104 au-dessous de 6 ans.

294 entre 6 et 8 ans.

584 entre 8 et 10 ans.

1.100 entre 10 et 12 ans.

1.286 au-dessus de 12 ans.

Si l'on s'applique à rechercher quels sont les antécédents familiaux de ces enfants, on constate qu'en majorité ils ont été privés de toute direction et de tous soins. De ces mêmes enfants en effet :

229 sont illégitimes.

72 sont orphelins.

443 ont encore leur mère.

495 ont encore leur père.

150 ont été abandonnés par leurs deux parents.

360 ont leurs deux parents, ou l'un d'eux, déchus ou criminels.

En étudiant la façon dont se recrutent théoriquement les écoles industrielles, nous avons déjà vu que le Children Act prévoit, dans de nombreux cas, la possibilité pour n'importe qui de traduire un enfant de moins de 14 ans devant une cour de petite session, qui peut prononcer, si les faits sont prouvés,

son envoi dans une école industrielle. Or, toutes les hypothèses prévues par l'article 58 du Children Act sont loin d'avoir le même intérêt pratique et c'est ainsi que, pendant les neuf derniers mois de l'année 1909, 2.143 enfants furent envoyés dans les écoles industrielles, en vertu de cet article 58, qui se décomposent ainsi :

1.450 en vertu du 1^{er} alinéa (enfants qui mendient, etc...).

293 en vertu du 2^e alinéa (enfants vagabondant...).

210 en vertu du 3^e alinéa (enfants abandonnés...).

165 en vertu du 4^e alinéa (enfants sous la garde de personnes indignes).

18 en vertu du 5^e alinéa (filles d'un père déjà condamné pour un délit contre une de ses filles).

Les libérations furent au total, en 1909, de 3.447 enfants. Elles se répartissent ainsi :

	Garçons.	Filles.
Placés en service ou dans un emploi.	1.294	597
Placés par relations	597	73
Emigrés	144	75
Engagés dans la marine	318	
Engagés dans l'armée	236	
Libérés pour cause de maladie	24	16
Envoyés à des Reformatories.	8	9
Transférés à des Reformatories	1	2
Décédés	34	11
En fuite et non retrouvés	8	1

Si, comme nous l'avons fait pour les écoles de réforme, nous considérons, à la fin de 1909, les résultats des placements des enfants libérés en 1906, 1907 et 1908, nous constatons que, durant ces 3 années, ces libérations totales furent de 7.958 garçons et 2.366 filles.

De ces 7.958 garçons, 7.839 vivent, dont :

6.609, soit 84, 5 % ont un métier régulier,

486, soit 6 %, travaillent, mais de façon irrégulière,

419, soit 5, 5 %, ont été condamnés ou renvoyés dans les écoles,

325, soit 4 %, restent inconnus.

Des 2.366 filles, 2.330 vivent, dont :

2.074, soit 89 %, ont un métier régulier,

486, soit 6 %, travaillent, mais de façon irrégulière,

17, soit 1 %, ont été condamnées ou renvoyées dans les écoles,

28, soit 4 %, restent inconnues.

Il est tout naturel que la proportion des enfants pourvus d'une occupation régulière, 84, 5 % et 89 %, soit un peu plus élevée que celle des jeunes gens sortant des écoles de réforme, puisqu'ici, ils ont été remis plus tôt en général dans la bonne voie et que la tâche qu'on entreprend vis-à-vis d'eux est facilitée en ce qu'ils n'ont, pour la plupart, aucun antécédent judiciaire. Si l'on prend à la lettre la statistique officielle que je viens de traduire, les proportions des

enfants rendus à la vie régulière et laborieuse sont absolument remarquables.

Le contingent moyen des écoles industrielles est assez variable. La « National Nautical » a 321 enfants, le « Mars » 398. Certaines écoles ne comptent que huit, dix ou vingt pensionnaires. L'école de Mossbank (Ecosse) en compte près de 400. Il serait certainement souhaitable qu'une meilleure répartition eût lieu ; mais vraisemblablement l'accommodation des locaux, la différence des populations des divers ressorts judiciaires et des ressources budgétaires, y sont de regrettables obstacles.

IV. — Ecoles industrielles à courts séjours (Short Term Industrial Schools).

C'est moins là une institution nouvelle qu'une subdivision dans les écoles industrielles. Ces écoles étaient connues autrefois sous le nom de *Truant Schools* (à proprement traduire : écoles pour les gamins qui font l'école buissonnière). Elles étaient réservées aux enfants qui n'obéissaient pas à un ordre de scolarité assidue (School Attendance Order) décerné contre eux. Ces écoles, qui peuvent désormais recevoir, à de certaines conditions, les enfants dans les hypothèses prévues par l'article 58 du Children Act, sont actuellement classées sous l'étiquette plus

exacte : d'écoles industrielles à courts séjours. Théoriquement, elles doivent être réservées aux enfants dont l'entourage est susceptible d'aider le directeur de l'école à les ramener dans le droit chemin, quand il convient de leur appliquer moins une détention prolongée aux frais publics qu'une courte période d'épreuve. Le nombre des admissions dans ces écoles décline de plus en plus, au point qu'en cinq ans, de 15 qu'elles étaient, elles sont tombées à 10. Sur 790 garçons qui en furent libérés en 1907 et en 1908 à l'âge de 14 ans, il apparaît à la fin de 1909, que :

383, soit 48 %, ont un métier régulier,
188, soit 24 %, travaillent de façon irrégulière,
93, soit 12 %, ont été condamnés,
126, soit 16 %, sont restés inconnus.

Il semble que ces résultats soient la condamnation des *Short Term Industrial Schools*; ils viennent corroborer l'opinion de la majeure partie des criminalistes modernes, peu favorables, surtout en ce qui concerne les enfants et les jeunes gens, aux courtes détentions. Ces jeunes enfants, en théorie moins avancés que les autres sur la pente du mal, présentent une proportion de condamnations après leurs libérations (12%) égale à celle des récidives des jeunes délinquants qui sortent des écoles de réforme : c'est tout dire ! Il est évident que les 2/3 de ces enfants

auraient gagné à être placés dès le début dans des écoles industrielles ordinaires. De plus, l'âge auquel ils sont libérés, quatorze ans au plus tard, rend encore plus difficile la question de leur placement. Les 13 écoles industrielles à courts séjours, qui subsistaient encore en 1909, ne comptaient d'ailleurs dans leurs murs, sur un total de 3.221 enfants, que 930 d'entre eux, les 2.291 autres étant placés au dehors sur autorisation spéciale.

V. — Ecoles industrielles de jour (Day Industrial Schools).

En dépit de l'augmentation des fonds provenant du trésor et de l'abrogation de l'article 16 de la loi sur l'éducation élémentaire de 1876, qui défendait aux autorités scolaires d'accepter moins de 1 shelling (1 fr. 25) par semaine des parents qui placent volontairement leurs enfants dans les Day Industrial Schools, le nombre des admissions dans ces écoles continue à décroître et, en 1909, d'eux d'entre elles, à Londres et à Leeds, devaient être fermées. Il y avait sous inspection, à la fin de 1909, 19 écoles industrielles de jour en Grande-Bretagne, dont 13 en Angleterre et 6 en Ecosse (5 à Glasgow et 1 à Edinburgh) contenant au total 1.250 filles et 2.019 garçons.

VII. — Instruction.

Les enfants, dans les écoles reconnues, sont divisés, suivant leurs âges et leurs dispositions, dans différentes classes où on leur enseigne des éléments de composition, d'arithmétique, d'histoire, de géographie, de solfège et de dessin. On semble même apporter une attention toute spéciale à ce dernier enseignement. Etant donné l'âge souvent très tendre auquel les jeunes enfants arrivent dans les écoles industrielles, il est nécessaire, la plupart du temps, d'entreprendre, d'une façon complète, leur instruction primaire. C'est ce qu'indique de façon très nette le tableau ci-annexé.

TABLEAU INDICANT L'AGE, LE SEXE ET LE DEGRÉ D'INSTRUCTION
DES ENFANTS ADMIS, EN 1908, DANS LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉCOLES INDUSTRIELLES.

AGE D'ADMISSION	TOTAL		ILLETTRÉS		Lisant et écrivant imparfaitement		Lisant et écrivant à peu près bien		Lisant et écrivant bien		Instruction supérieure		Instruction non contrôlée		
	Total	Garçons	Filles	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
<i>Ind. schools.</i>															
Au-dessous 6 ans	97	59	38	59	38										
6 ans et sous 8	493	447	76	400	66	17	10								
8 ans et sous 10	482	370	112	157	37	202	70	44							1
10 ans et sous 12	922	764	458	89	24	449	95	209	36	17	3				
12 ans et plus	1.019	807	212	62	22	255	90	369	90	120	9			1	1
TOTAL des ind.	2.713	247	596	467	187	923	265	589	130	137	12			1	2
<i>Truant ind. schools.</i>															
Au-dessous 6 ans															
6 ans et sous 8	7	7		4		3									
8 ans et sous 10	444	444		50		80		14							
10 ans et sous 12	416	446		33		239		128		16					
12 ans et plus	502	502		42		165		255		70					
TOTAL des tr. ind. sch.	1.069	1.069		99		487		397		86					
<i>Day ind. schools.</i>															
Au-dessous 6 ans	49	43	6	42	6	1									
6 ans et sous 8	447	92	55	60	39	32	16								
8 ans et sous 10	237	156	81	45	19	407	58	4							
10 ans et sous 12	346	231	115	43	1	132	69	82	43	4	2				
12 ans et au-dessus	374	210	164	4		58	38	118	104	30	22				
TOTAL des day ind.	1.423	702	421	434	65	330	181	204	151	34	24				
<i>Total pour toutes les écoles industrielles.</i>															
Au-dessous 6 ans	446	72	44	71	44	4									
6 ans et sous 8	347	216	131	164	105	52	26								
8 ans et sous 10	863	670	493	252	56	389	128	29							
10 ans et sous 12	1.694	1.411	273	135	25	820	164	419	79	37	5				1
12 ans et plus	1.895	1.519	376	78	22	478	128	742	194	220	31			1	1
TOTAL GÉNÉRAL	4.905	3.888	1.017	700	252	1.740	446	1.190	281	257	36			1	2

VIII. — L'apprentissage industriel.

Cet apprentissage est naturellement l'objet de tous les soins des directeurs des écoles reconnues. Les enfants sont répartis dans les divers ateliers, où ils sont instruits par des gens du métier, selon leurs aptitudes et leurs goûts. Par apprentissage industriel, qui est la traduction exacte de l'expression anglaise *industrial training*, il faut entendre tout apprentissage « manuel » destiné à faire gagner sa vie, plus tard, à l'enfant ou au jeune détenu, que ce soit dans une « industrie » proprement dite, ou dans un métier quelconque, ou dans les travaux agricoles. Aussi bien j'aurais pu traduire, au cours de cette étude, *Industrial School* par « école professionnelle », mais il m'a semblé préférable de traduire servilement l'expression anglaise, le mot français d'« industrie ou d'industriel » étant dans sa première acception, la plus large, parfaitement conforme à l'idée qu'il doit exprimer ici (1).

IX. — Education, sports, hygiène.

Quand on lit les différents rapports annuels des inspecteurs des écoles reconnues, le fait qui ressort immédiatement, c'est l'intérêt de plus en plus consi-

(1) Dictionnaire Littré. « *Industrie*, s. f. : 1^o Habileté à faire quelque chose, à exécuter un travail manuel... »

dérable qu'ils attachent au développement des exercices physiques dans ces écoles. « L'entraînement physique, dit l'inspecteur en chef Robertson, a eu depuis plusieurs années une influence considérable dans les écoles, non seulement parce qu'il développe les qualités physiques des enfants, mais parce qu'il influe directement sur l'évolution de leurs caractères. L'esprit qui anime les jeunes gens, lors d'une compétition sportive, agira vraisemblablement d'une façon plus effective sur leurs dispositions, que les leçons théoriques ou les lectures morales. Le « ton » (tone) d'une école, voilà la seule chose vitale. Dans une école ordinaire où fréquentent les enfants des meilleures classes sociales, ce ton, on peut le laisser prendre à leur initiative ; dans les écoles reconnues, il convient que le ton vienne d'en haut ». Le fond du système anglais, c'est qu'il n'y a rien de plus propice à l'élaboration du mal que la solitude et l'inaction. Donc, travail en commun et travail acharné (1). Quant aux sports, ils sont naturellement pratiqués avec cette ardeur admirable qui met instinctivement tout Anglais au service de sa culture physique. Le ministère de l'Intérieur met chaque année en compétition pour les écoles reconnues, un challenge de

(1) Nous retrouverons, reprise encore avec plus de force, cette idée dominante en ce qui concerne l'institution de Borstal.

natation et une coupe de football. Il serait inadmissible, à notre époque, de nier l'influence énorme que peut produire un sport aussi discipliné que le football sur de jeunes esprits. La première qualité, pour faire un bon joueur, est une obéissance sans réserves aux ordres du capitaine, un oubli total de soi-même, la volonté de ne pas chercher à se faire remarquer par un jeu trop personnel qui ne pourrait que préjudicier aux intérêts de l'équipe. Cette discipline, volontairement acceptée, trempe le caractère de l'enfant et lui donne la notion de sa responsabilité personnelle dans un groupement. En quoi le football peut devenir la première école de la vie sociale. On a trop longtemps souri, en France, de cette méthode éducatrice de premier ordre, qui est la sportive. On n'y a vu longtemps qu'un simple engouement britannique, qu'une mode brutale et éphémère... Les faits sont là pour prouver que la pratique des sports donne, avec un minimum de risques, d'excellents résultats et on est enfin revenu de cette idée qu'un homme qui court vite ou qui frappe fort est nécessairement un déclassé ou une brute. Il serait très intéressant (et ce sont de ces idées qu'on ne risque hélas ! rien à émettre !) de constituer dans les colonies pénitentiaires françaises de régulières équipes de football, par exemple, et auxquelles on ferait plus tard, quand elles auraient

acquis une notion exacte et scientifique du jeu, disputer un championnat. On verrait alors nos jeunes apaches assagis — rien ne calme comme de prendre une conscience exacte de sa force — revendiquer hautement l'honneur de faire partie de telle ou telle colonie correctionnelle, à l'instar de leurs jeunes collègues d'Outre-Manche qui gagnèrent, par exemple, en 1909, pour l'école Saint-Joseph de Manchester, la coupe ministérielle de natation, et qui sont aussi fiers de porter l'insigne de leur club que n'importe quel étudiant d'Oxford ou de Cambridge chargé de défendre, dans une compétition sportive, les couleurs de sa vieille université. Et ces sentiments de fierté n'ont rien que d'absolument légitime. Aimer son club, c'est aimer son école, c'est commencer à aimer autre chose que soi-même. D'autre part, c'est un fait incontesté que la pratique des sports agit toujours favorablement sur l'hygiène publique ; la propreté est un pli qui se prend très facilement. Aussi bien la proportion totale des décès pour tous les jeunes gens, détenus, en 1909, dans les écoles reconnues, fut-elle seulement de 3,09 % et on relâcha 2,5 % d'entre eux, de plus, la même année, pour insuffisance physique. Les inspecteurs se plaignent toutefois que, dans les Reformatories, il y ait un accroissement de jeunes délinquants rachitiques ou scrofuleux ; la création d'écoles industrielles spécialisées pour les enfants

mentalement ou physiquement défectueux ayant donné d'excellents résultats, ils regrettent — nous avons déjà entendu le Secrétaire d'Etat Masterman exprimer ce regret — qu'on ne projette pas encore de créer, dans le même sens, des Reformatories spécialisés. Néanmoins, dans la plupart des établissements pénitentiaires anglais, on prend déjà le plus grand soin pour éviter toute contagion et je me souviens qu'au quartier des jeunes gens de la grande prison londonienne de Wormwood Scrubbs des tentes sont installées au milieu des cours pour les tuberculeux.

X — Résultats généraux. — Placements après libération.

Ces résultats ne peuvent s'apprécier que par l'étude des placements des enfants ou jeunes gens, à leur sortie des écoles reconnues ; or, depuis plusieurs années, un énorme progrès s'est manifesté dans la façon de les placer. D'ailleurs, on dépense, dans cet esprit, 50 % de plus qu'il y a 4 ou 5 ans. Mais il est évident que cet argent, lui aussi, est bien placé. Vouloir faire de petites économies en ce qui concerne les établissements post-scolaires des ex-détenus serait dissiper en vain toutes les sommes et tous les efforts qui ont été dépensés à l'école pour leur apprentissage professionnel et moral. Les statistiques, à ce sujet, sont tout à fait convaincantes : ainsi la

proportion des jeunes gens sortis des écoles de réforme de 1905 à 1908 et ayant un métier régulier variait de 75 à 78 %. En 1909, elle atteint 80 %. La proportion de ceux qui travaillent de façon irrégulière reste depuis plusieurs années stationnaire. La proportion des récidives, qui était de 13 % en 1905, 1906, 1907 et 1908, est tombée à 12 % en 1909. A ce sujet, il faut remarquer que la proportion des récidives des jeunes gens qui sortent des Reformatories d'Ecosse est nettement plus élevée que celle des récidives des jeunes gens qui sortent des Reformatories d'Angleterre. Il y a d'ailleurs en Ecosse d'assez forts préjugés contre les écoles de réforme et il est vraisemblable qu'on y montre moins d'indulgence qu'en Angleterre pour les anciens pensionnaires des Reformatories. Nous avons déjà vu dans les statistiques spéciales à chaque catégorie d'établissements, que, pour les filles, les proportions sont tout à fait satisfaisantes. Des écoles importantes, comme *Red Lodge* par exemple, parviennent même à n'avoir aucun cas de récidive en 1909.

D'une façon générale, ce sont les engagements dans l'armée et les services agricoles qui englobent la plus grande part des jeunes gens qui sortent des écoles reconnues. Leurs contingents représentent un quart du nombre total des libérés. Les jeunes gens sont souvent attirés par l'armée ; la perspective de

voir des pays étrangers et de recevoir de jolis traitements les y pousse et si les parents donnaient plus volontiers leurs consentements, il y aurait encore beaucoup plus d'engagements. Il existe des classes préparatoires dans les écoles de Stoke Farm, de Noton Boy's Home et de Hardwicke par exemple, pour les enfants qui se destinent à être soldats et qui ont donné, en classe, de bons résultats. Dans d'autres écoles, comme à Redhill, il y a une classe supérieure où les jeunes gens sont assez poussés dans les divers enseignements.

Quant aux enfants qu'on destine aux travaux agricoles, on les envoie surtout dans le Yorkshire, le Pays de Galles et le Cornwall, plus particulièrement dans le Pays de Galles. Néanmoins, en dehors de ces deux grands débouchés, nombre de jeunes libérés divergent, selon leurs connaissances professionnelles et les nécessités, vers tous les corps de métiers.

Voici d'ailleurs une liste indiquant ce qu'il est advenu à la fin de 1909, des 11.723 enfants et jeunes gens libérés en 1906, 1907 et 1908 des écoles reconnues :

Dans l'armée : 1.855.

Dans la marine : 283.

Dans la marine marchande : 643.

Dans le cabotage : 106.

Pêcheurs, 88 ; boulangers, 117 ; forgerons, 47 ; maçons, 44 ; charpentiers, charrons, 198 ; bouchers,

45 ; charretiers, 271 ; employés, 32 ; garçons laitiers, 59 ; dans les manufactures, 355 ; *travaux agricoles*, 1.553 ; valets de pied, 93 ; jardiniers, 97 ; ouvriers en métaux, 252 ; manœuvres, 789 ; mécaniciens, 179 ; meuniers, 152 ; messagers et grooms, 307 ; mineurs, 865 ; garçons d'écurie, 53 ; emballeurs, 84 ; peintres, 71 ; imprimeurs, 57 ; employés de chemin de fer, 94 ; étudiants, 48 ; cordonniers, 197 ; garçons de magasin, 231 ; tailleurs, 189 ; garçons de café, 82 ; métiers divers, 61 ; métiers irréguliers, 662 ; condamnés, 864 ; morts, 171 ; inconnus, 449.

Les jeunes gens ainsi placés sont visités au moins une fois par an par le « *superintendant* » ou par les membres des comités des écoles. Dans la plupart des cas, ces visites sont beaucoup plus nombreuses et souvent d'excellents rapports s'établissent entre les visiteurs et les employeurs, plus particulièrement avec les fermiers. Ceux-ci s'engagent d'ailleurs à recevoir le jeune homme qui sort de l'école, par la formule suivante :

« Ci-joint la somme de, pour les dépenses du jeune garçon, jusqu'à, somme qui ne sera en rien déduite de ses gages.

« Je consens à payer à ce garçon un salaire de début de par semaine, et, en plus, de lui fournir le logement, le blanchissage et la nourriture

convenables. J'exercerai sur lui une surveillance assidue, tant qu'il sera à mon service et je l'encouragerai à assister aux services du culte, le dimanche.

« Je m'engage à lui donner une augmentation de 6 pences par semaine (0 fr. 60) à la fin de chaque semestre qu'il restera à mon service ; je ne lui remettrai pas ses gages hebdomadaires, mais lui en donnerai le détail chaque fois qu'il me le demandera et les placerai, à la fin de chaque trimestre, à son compte, dans une Caisse d'épargne postale.

« Je m'engage également à envoyer à, la première semaine d'avril et d'octobre, un rapport concernant le travail et le caractère du jeune garçon et toutes autres particularités, telles que son compte à la fin de mars et de septembre, l'argent qu'il a reçu et celui qui a été mis à son crédit.

« Signé : »

Les gages de début, dans les fermes, varient entre 140 et 200 francs, en plus de la nourriture, du logement et du blanchissage. Cette situation est bien préférable à celle que l'enfant pourrait avoir à la ville, même dans un bon commerce. Un grand nombre des jeunes libérés restent plus tard au service de leur ferme et y deviennent valets principaux. Quand ils atteignent 18 ou 19 ans, leurs gages varient alors entre 300 et 500 francs.

Pour les 2.849 filles qui sortirent des écoles reconnues en 1906, 1907 et 1908, voici également la liste de leurs occupations à la fin de 1909 :

Aidant leurs parents dans leurs ménages, 98 ; typographes ou secrétaires, 3 ; cuisinières, 52 ; laitières, 3 ; ouvrières en robes, 43 ; dans les manufactures, 199 ; *bonnes à tout faire*, 1.199 ; femmes de chambre, 231 ; filles de cuisine, 117 ; blanchisseuses, 202 ; mariées, 105 ; bonnes d'enfants, 84 ; demoiselles de compagnie, 16 ; étudiantes, 19 ; demoiselles de magasin, 51 ; institutrices, 11 ; employées dans les cafés, 3 ; divers, 23 ; travaillant irrégulièrement (y compris les femmes de ménage), 190 ; condamnées, 39 ; mortes, 43 ; inconnues, 118.

Constatons, pour terminer, que le nombre des jeunes émigrants sortant des écoles reconnues en 1909 fut au total de 249 (170 garçons et 79 filles). En général les écoles reconnues hésitent à expatrier leurs jeunes gens à cause du manque de renseignements qu'elles ont sur leurs lointains emplois et partant, de la difficulté qu'elles éprouvent désormais à les surveiller.

Des esprits, toujours tourmentés, ne manqueront point de s'effarmer de ce qu'il ait été nécessaire de bouleverser l'organisation judiciaire, de promulguer des lois, de réformer des écoles et de dépenser des

sommes énormes pour fabriquer, en dernier ressort, autant de laboureurs et de bonnes à tout faire. Qu'il nous suffise de leur affirmer que ces humbles sont autant de créatures désormais arrachées au troupeau lamentable des criminels et des prostituées.

DEUXIÈME DIVISION

L'INSTITUTION DE BORSTAL

Il nous reste à considérer, pour donner un aperçu général des institutions pénitentiaires anglaises concernant les jeunes délinquants, ce qu'on a fait pour les adolescents. Donc pour les mineurs de 16 ans c'est le Children Act qui a réglementé en dernier lieu les écoles de réforme et les diverses catégories d'écoles industrielles. Pour les mineurs de 16 à 21 ans c'est encore une loi de 1908, le *Prevention of Crime Act* (Loi pour prévenir la criminalité) qui a sinon institué, du moins donné un fondement légal à l'institution du type *Borstal*. Borstal est un petit village situé au-dessus de la ville de Rochester, non loin de l'embouchure de la Tamise et où a été créée la première colonie de cette sorte ; il a donné par la suite son nom au système même qu'on y préconise. On dit *Système de Borstal*, *Institutions Borstal* pour désigner désormais les colonies qui sont fondées en vertu du Prevention of Crime Act de 1908. Le *Système de Borstal*, nous allons le voir, est un essai tenté par l'Etat pour sauver de la vie criminelle les

jeunes gens et les jeunes filles qui ont commis des actes délictueux pendant la période critique qui s'étend entre la 16^e et la 21^e année. Cette période est celle où le contrôle des parents s'affaiblit, où les jeunes gens ne se contentent plus de salaires d'enfants quoiqu'ils ne puissent pas encore prétendre à ceux d'hommes, où les enfants vigoureux ont un excédent de forces à dépenser, où les enfants faibles se désespèrent. Il n'y a pas lieu de s'étonner que la grande majorité des criminels endurcis aient fait leur première chute durant ces années-là. On doit donc, au point de vue social, emprisonner un grand nombre de ces jeunes gens, mais on doit aussi, à leur point de vue individuel, utiliser cette détention pour développer leurs énergies latentes, corriger leurs habitudes d'indiscipline, les faire en un mot physiquement et moralement tels que, lors de leur libération, ils aient une chance, amicalement guidés, de vivre une vie honnête. Voilà le but du Système Borstal et des Associations Borstal. Ce système combine en somme une stricte discipline avec un entraînement intensif, physique et moral, et une gradation de récompenses pour ceux qui parviennent à acquérir leur *self control* (1).

(1) Expression qui revient souvent dans les écrits pénitentiaires anglais et qui exprime admirablement ce devoir que chacun a de se « contrôler » continuellement soi-même.

CHAPITRE PREMIER

La loi de 1908 pour prévenir la criminalité.

Cette loi qui s'intitule exactement : « Une loi pour atteindre à de meilleurs moyens de prévenir les crimes et, dans ce but, pour veiller à ce que les jeunes délinquants s'améliorent et que les criminels d'habitude soient détenus pour de longues périodes », a été votée le 21 décembre 1908. Elle se divise en deux grandes parties : la première, la seule qui nous intéresse, traitant de l'amélioration des jeunes délinquants ; la deuxième, de l'emprisonnement des criminels d'habitude.

§ 1.

Dans son article 4, elle établit le fondement légal de l'Institution du type Borstal : « Pour l'application de cette loi, le Secrétaire d'Etat pourra établir des Institutions Borstal c'est-à-dire des endroits où les jeunes délinquants recevront, pendant leur détention, tel apprentissage et telle instruction, seront sou-

mis à telle discipline et à telles influences morales, qu'il sera utile pour obtenir leur redressement et les écarter désormais du crime. Le Secrétaire d'Etat peut dans ce but, avec l'approbation du Trésor, autoriser les Commissions des Prisons à acquérir des terrains, à construire des bâtiments, à aménager des locaux; les dépenses ainsi faites seront couvertes par les sommes qui seront mises à leur disposition par le Parlement.

Le Secrétaire d'Etat pourra rendre des décrets concernant les règlements et l'administration des Institutions Borstal, ainsi que la constitution des Comités de membres visiteurs, la classification, le traitement et le contrôle des jeunes gens qu'on y envoie en vertu de cette loi, et leur détention provisoire jusqu'à ce qu'on puisse les envoyer à l'Institution » (1).

§ 2. — Quels jeunes gens les tribunaux peuvent-ils envoyer aux institutions Borstal? Dans quelles conditions?

1° « Lorsqu'une personne est convaincue, sur acte d'accusation, d'un délit susceptible d'entraîner une condamnation à la prison ou aux travaux forcés et qu'il apparaît à la cour,

(1) Article 4, Prevention of crime Act 1908.

a) Qu'elle n'a pas moins de 16 ans ni plus de 21 ans,

b) Qu'en raison de ses habitudes ou de ses aptitudes criminelles, ou de ses relations avec des gens de mauvaises mœurs, il est souhaitable qu'elle soit détenue pour telle période et sous telle discipline qu'il apparaîtra les plus convenables à son redressement moral et à la répression du délit,

La cour pourra, au lieu de prononcer une condamnation à la prison ou aux travaux forcés, la condamner à une détention, sous le régime disciplinaire des institutions Borstal, *ne pouvant être inférieure à un an ni supérieure à trois ans.*

Toutefois, avant de prononcer une pareille sentence, la cour devra prendre connaissance des rapports et des notes qui pourront être présentés par les Conseils des Prisons sur l'utilité, en l'espèce, d'un traitement dans une institution Borstal. La cour devra également s'assurer que le caractère, la santé et l'état mental du délinquant le mettent à même de profiter de l'instruction et de la discipline de ces institutions.

2° La cour peut étendre ces mesures à toute personne n'ayant pas apparemment dépassé l'âge de 23 ans... » (1).

(1) Art. 1, Prevention of Crime Act, 1908.

Donc, en résumé, une cour peut envoyer à une institution Borstal, pour une période de 1 à 3 ans, un délinquant entre 16 et 23 ans, quand elle estime que le système Borstal lui sera plus profitable que la peine ordinaire à laquelle elle aurait pu le condamner.

La seconde source qui alimentera les institutions Borstal, ce sont les jeunes détenus des écoles de réforme, qu'en cas de violation des règlements de l'école ou en cas de fuite, les cours de juridiction sommaire pourront envoyer aux institutions Borstal, au lieu de les condamner à la prison (1).

Et enfin, d'une façon plus générale, la loi autorise le Secrétaire d'Etat, s'il estime que c'est préférable pour une personne, dans les limites d'âge que nous avons fixées, en train d'accomplir une peine de prison ou de travaux forcés prononcée soit avant, soit après la promulgation de cette loi, à la faire transférer de sa prison dans une Institution Borstal, où elle accomplira tout ou partie du temps qui lui restait à faire (2).

§ 3. — Libération anticipée.

Les Commissions des Prisons peuvent à tout moment, après l'expiration d'un délai de détention

(1) Article 2, Prev. of Crime Act, 1908.

(2) Article 3, *idem*.

de 6 mois (3 mois pour les femmes), quand elles estiment qu'il y a des chances raisonnables pour que le détenu s'abstienne désormais de tout acte délictueux et mène une vie laborieuse, lui permettre, par une autorisation spéciale, d'être libéré de Borstal à la condition qu'il soit placé sous la surveillance et l'autorité d'une personne ou d'une société, désignée dans l'autorisation, qui consentira à s'occuper de lui (1). Cette autorisation, qui pourra toujours être révoquée, est soumise à des règles en tous points identiques à celles que le Children Act a établies pour les jeunes détenus des écoles de réforme et des écoles industrielles placés au bout d'un certain temps « on licence » (2). De même encore, l'individu qui a terminé sa peine dans une institution Borstal, reste pendant 6 mois encore après sa libération sous la surveillance de la Commission de l'institution, dans des conditions analogues à celles que nous avons étudiées, en traitant de la post-surveillance des jeunes libérés des écoles reconnues (3).

Le système de Borstal, tel qu'on le trouve dans la loi, consiste donc en somme à étendre à des jeunes gens d'un âge relativement avancé, les méthodes de

(1) Article 5, *idem*.

(2) Cf. *supra*.

(3) Cf. *supra*.

redressement par libérations progressives, qui ont été originairement conçues pour les enfants. Faut-il y voir une étape vers l'admission complète du système américain, qui tend à traiter de la même façon les délinquants primaires de tous les âges et à leur donner à tous une chance de libération anticipée ? Je ne le pense pas. Les Anglais ont simplement estimé qu'il ne fallait jamais désespérer d'un jeune homme tant qu'il n'a pas donné la preuve formelle qu'il était incorrigible. En effet, un article de la loi ne dit-il pas expressément que si un détenu d'une institution Borstal est d'un caractère incorrigible ou s'il exerce une trop mauvaise influence sur ses co-détenus, le Secrétaire d'Etat peut commuer la détention qui lui restait à accomplir à l'institution, en une peine d'emprisonnement avec ou sans « hard labour » (1). Pour les autres, il semble bien, comme nous l'allons voir, que les premiers résultats de l'application du système Borstal ont donné toute satisfaction.

(1) Art. 7, Prevention of Crime Act 1908.

CHAPITRE II

Une visite à Borstal.

En ayant obtenu l'autorisation gracieuse du directeur des services pénitentiaires au Home Office, j'ai visité, en juillet 1910, la première institution de Borstal. Rochester, où l'on descend pour se rendre à Borstal, est à deux heures d'express de Londres. Il existe actuellement trois institutions du type Borstal : la 1^{re} à Borstal, la 2^{me} à Lincoln, la 3^{me}, pour les filles, à Aylesbury. La première nommée est la première en date. Dès 1902, le Conseil des Prisons tentait à la prison de Borstal les expériences d'où résulte le système actuel. Jusqu'à la loi de 1908, on s'était arrangé tant bien que mal, modifiant dans la mesure du possible, dans le sens du système Borstal, les règlements intérieurs des prisons. En dépit des difficultés qu'on rencontrait, les résultats furent si satisfaisants que le système fut consacré par la loi de 1908 dont je viens de donner l'analyse. Cette loi fut mise en vigueur le 1^{er} août 1909.

L'impression première qu'on ressent en arrivant à Borstal est une impression d'extraordinaire salubrité. Les bâtiments de l'institution sont disposés sur un plateau relativement élevé où ils voisinent avec un fort ; la brise du large (la mer n'est qu'à quelques milles de là) donne à l'air une vigueur et une âpreté vivifiantes. Il ne faudrait pas supposer, comme on se le figure trop souvent des établissements pénitentiaires d'Outre-Manche, que l'institution de Borstal ait des aspects de parc anglais. Les nombreux corps de bâtiment sont encerclés par de hauts murs difficilement franchissables et l'on pénètre dans la colonie par une double grille dûment verrouillée et cadénassée. Tout autour de cette enceinte s'étendent des champs de culture où certains détenus se livrent aux travaux agricoles. Les cours intérieures sont merveilleusement entretenues. Au centre, sur les gazons, alternent des parterres de fleurs qu'entretiennent des jeunes gens spécialement chargés de ce service. Il y a un corps de bâtiment pour la direction et l'économe, un pour les ateliers, un pour l'infirmerie, un pour la gymnastique, deux pour les dortoirs, et deux chapelles. L'activité dans les ateliers (charpentiers, forgerons, menuisiers, etc...) paraît très grande autant qu'en puisse juger un étranger qu'accompagne le gardien-chef ! Les jeunes cordonniers confectionnent spécialement de toutes pièces des chaussures

qui ont fort bon air et que le chef d'atelier, un maître bottier, exhibe avec une fierté légitime. Les chambres-cellules qui donnent en enfilade sur deux longs couloirs sont pourvues d'un lit de camp, d'un tabouret, d'une planchette scellée au mur pour supporter les livres scolaires, et même d'une glace et d'une carquette, pour ceux dont la bonne conduite légitime ces superfluités. Chaque cellule possède une bouche d'aération sur l'extérieur et est traversée par une conduite de calorifère. Les salles de bain et de douche et les lavabos sont naturellement remarquablement agencés. Le bain est obligatoire au moins une fois par semaine ; quant à l'usage des bains de pieds il est laissé à la plus large latitude des détenus.

Voici ce qui se passe lors de l'arrivée d'un jeune homme à l'établissement ; on lui fait prendre un bain, on le revêt de l'uniforme et le gardien qui le reçoit lui lit les règlements et les lui explique. Le lendemain, il voit le chapelain, il est examiné par le docteur et il est finalement conduit devant le directeur (Governor) qui l'informe à nouveau des avantages qu'il retirera de sa bonne conduite. L'espèce du travail auquel il va être affecté, dépend suivant qu'il a ou non déjà pratiqué un des métiers enseignés à Borstal. Si oui, il continuera l'apprentissage de son ancien métier ; si non, on le dirigera vers l'atelier pour lequel ses aptitudes semblent plus particulière-

ment le désigner. Si c'est un jeune homme absolument ignorant et qui réclame une discipline sévère, on le placera d'abord dans les services domestiques, tels que la blanchisserie ou le nettoyage. A midi, le lendemain du jour de son arrivée, il doit être en plein travail.

Une demi-heure, chaque matin, il fera des exercices physiques, et trois fois par semaine, une heure de gymnastique sous la direction d'un moniteur breveté. En temps normal, aucun relâchement, aucun jeu n'est toléré. En cinq mois, le garçon qui fait de son mieux pour s'amender, peut obtenir le grade spécial nommé *habits bleus* (blue dress). C'est un témoignage de confiance qui va lui permettre de montrer ce dont il est capable. Toutes les équipes qui travaillent en dehors de l'enceinte de l'institution sont des *habits bleus* ; ils sont, la plupart du temps, livrés à eux-mêmes pour accomplir leur besogne. C'est ainsi que, quand je suis arrivé à Borstal, la route était sillonnée de charriots conduits par des *habits bleus*, qui jouissaient de la même indépendance, pour l'accomplissement de leur tâche, que n'importe quel charretier ordinaire. Il peut sembler qu'il y ait un certain élément de risque dans ce dernier procédé, mais l'expérience a prouvé que le gain qu'on retirait de semblables témoignages de confiance dépassait de beaucoup le risque encouru. Le fait que les *habits*

bleus n'essaient pour ainsi dire jamais de s'échapper, montre avec quelle discrétion on sélectionne les détenus du grade spécial, car Borstal n'est qu'à un mille de deux villes où il semble, tout au moins, qu'on pourrait se cacher en toute sécurité. Le détenu va à l'école cinq heures par semaine. De nombreuses conférences lui sont faites sur des sujets variés, le plus souvent accompagnées de projections qui éveillent sa curiosité (Ces projections ont lieu dans la chapelle protestante). Si un jeune homme exprime le désir d'être marin, on lui apprend les rudiments des choses de la mer avant qu'il ne quitte l'institution.

Voici d'ailleurs l'emploi officiel du temps à Borstal (1) :

« 5 h. 30. On commence la journée avec une tasse de lait et un biscuit. Comme le dernier repas de la veille a eu lieu à 5 h. 30 du soir, ce n'est pas du superflu (2). D'ailleurs, le régime alimentaire est l'objet de préoccupations suivies (3).

7 heures. Petit déjeuner consistant en pain, soupe

(1) Borstal en 1910. Un compte rendu de Borstal et des Borstal Associations, Londres, *The Borstal Association*, 15, Buckingham street, Strand.

(2) Cette remarque n'est que la traduction exacte de l'emploi du temps tel qu'il se trouve dans l'opuscule précité.

(3) *Idem*.

et margarine, avec thé ou café pour les jeunes gens du grade spécial.

7 h. 30 à midi. Travail dans les ateliers ou en plein air.

12 heures. Déjeuner consistant en pain, pommes de terre et viande ou potage ou *pudding*.

1 h. 10 à 5 h. 30. De nouveau, travail.

5 h. 30. Le travail est terminé. Revue générale des détenus. Puis dîner consistant en pain, cacao, beurre ou fromage.

6 h. 15. Chapelle. Court sermon. Lecture est donnée des lettres encourageantes qui parviennent à la direction des anciens détenus.

Pour les jeunes gens du grade spécial suit une heure de récréation avec jeux et lecture des journaux et des revues. Ceux qui n'ont pas obtenu le grade spécial peuvent lire dans leurs cellules jusqu'à 8 heures. Un système de classes du soir, identique à celui des écoles élémentaires est en préparation.

8 h. 30. Tout est éteint.

Et le compte rendu ajoute : « Quoiqu'il n'ait pas paru prudent de se passer de cellules, on peut voir que le jeune détenu ne passe que peu de temps dans la solitude, que la journée est remplie par un travail astreignant, ne laissant aucune place à l'isolement et à la monotonie qui produisent les dépressions morales et physiques. L'emploi du temps est fait à

Borstal de façon à accoutumer le détenu pour plus tard aux dures journées de travail. S'il peut paraître dans son détail qu'il n'y ait pas d'idée de répression, c'est que l'objectif véritable du système est d'obtenir des détenus qu'ils deviennent, lors de leur libération, des sujets sociables, énergiques et honnêtes. *La répression, dans ce sens, ne ferait qu'entraver leur évolution, et pour les garçons qui ne veulent pas s'amender, la journée laborieuse de Borstal est bien plus terrible que le travail comparativement modéré des prisons ordinaires.*

Il faut bien dire aussi que tout le succès du système Borstal dépend de l'intelligence, de la sympathie, des capacités des gardiens et des enseignants. On ne peut assez les louer des résultats obtenus quand on considère le contingent auquel ils ont affaire et que la majorité des cours de justice estiment encore aujourd'hui qu'une condamnation de 12 à 15 mois est suffisante pour convertir un jeune apache en un ouvrier capable et sérieux. C'est encore un fait remarquable que pas une seule plainte n'ait été faite en 1910, par un détenu, auprès des Comités de visiteurs ».

Le fait est, comme dit le rapport, que les résultats sont remarquables, surtout si on tient compte du « contingent » auquel on a affaire, « *the material dealt with* ». Si, en effet, on écarte de Borstal, sui-

vant le vœu de la loi, les cas absolument désespérés, la grande majorité des détenus sont cependant bien au-dessous de la moyenne des jeunes gens de leur âge et de leur catégorie sociale. Ayant assisté à la classe, j'ai pu y reconnaître, dans toute l'horreur qu'y ajoute l'effort vain pour comprendre, ces facies livides, ces voix bredouillantes, ces regards fuyants, qui sont l'apanage de toutes les descendance tarées de l'univers. Pour ceux-là, plus encore que pour les autres, il m'apparaît qu'un labeur régulier et absorbant, comme celui de Borstal, peut seul leur rendre, avec les moyens de gagner leur vie, la confiance en eux-mêmes. Si la répression brutale peut, au pis aller, se discuter quant à des êtres normaux qui se sont sciemment exposés à la vindicte sociale, quels seraient ses résultats sur ces déchets sociaux qui, ne comprenant pas ou comprenant mal, ne peuvent que se révolter ?

CHAPITRE III

Les premiers résultats du système Borstal. — Les associations Borstal.

Telle est l'œuvre du système Borstal à l'intérieur de l'institution. On a tout de suite reconnu que le soin qu'on a pris de l'amendement du jeune homme serait trop souvent réduit à néant si, à sa sortie de Borstal, il ne passait sous la surveillance de personnes compétentes et dévouées qui lui chercheront du travail, au besoin un logement, bref qui l'assisteront amicalement dans les jours difficiles qui vont suivre sa libération. A ces fins fut fondée, par sir Evelyn Ruggles Brise, président du Conseil de prison, l'association de Borstal qui accueille chaque libéré. Le Prevention of Crime Act reconnaît d'ailleurs la grande importance de cette ultime partie du système, puisqu'il autorise l'Etat à rembourser aux associations de cette sorte leurs frais de post-surveillance (1). De plus, la loi a, comme nous l'avons

(1) Art. 8, Prevention of Crime Act 1908.

vu, consolidé la situation de ces associations en décrétant que les jeunes gens qui leur sont confiés restent pendant un certain temps obligatoirement sous leur surveillance. Ce contrôle légal permet à l'association de veiller à ce que ses protégés surmontent tous relâchements de leur propre part et résistent aux mauvaises influences des autres. D'ailleurs, mieux que tous les textes législatifs, les résultats pratiques déjà obtenus par l'association Borstal démontrent l'utilité de son institution et légitiment l'aide qu'elle reçoit des pouvoirs publics.

Pendant l'année qui s'est terminée au 31 mars 1910, 236 garçons et 5 filles furent recueillis par l'association Borstal, qui provenaient des différentes institutions Borstal :

190 furent pourvus par ses soins de vêtements et, pour la plupart, d'équipements de travail. Elle trouva des logements pour 40 d'entre eux qui ne savaient où aller.

On conclut pour 28 des arrangements avec leurs anciens patrons.

6 ne purent être aidés. Certains ne voulant rien faire, et d'autres étant inemployables en dépit du traitement Borstal.

11 refusèrent tout secours.

Les 5 jeunes filles qui sortaient d'Aylesbury furent placées dans des maisons particulières.

De ces 241 jeunes gens, voici les renseignements qu'on a obtenus en mai 1910 :

168 sont dans une excellente voie et on pense que 16 autres vont également très bien, mais on n'a pas pu correspondre avec eux à ce moment-là.

7 furent perdus de vue. De nombreux détenus oublient rapidement, à la sortie de Borstal, le peu qu'ils y ont appris et écrivent difficilement pour donner de leurs nouvelles. De même, on ne peut plus guère suivre ceux qui vont en mer.

20 ont donné des résultats peu satisfaisants : mollesse au travail, travail irrégulier, mauvaises fréquentations.

30 enfin ont été condamnés à nouveau, dont :

7 étaient retournés à leurs anciens milieux.

4 étaient de natures indomptables.

6 peuvent être classés commé « malfaiteurs incorrigibles ».

8 ont été trop paresseux pour continuer le métier qu'on leur avait procuré.

2 sont définitivement des faibles d'esprit.

3 qui étaient en apparence des garçons convenables, ont paru avoir agi sous le coup d'impulsions morbides.

La proportion des récidives, moindre de 12 %, étant par conséquent inférieure à celle des récidives des mineurs de 16 ans qui sortent des écoles de

réforme, m'apparaît de tous points remarquable.

On ne m'a pas celé, à Borstal, toutes les difficultés que l'association devait vaincre pour trouver du travail pour ses protégés. Dans l'Angleterre du Nord, on peut encore relativement facilement trouver des emplois dans les manufactures et dans les mines, mais dans l'Angleterre du Sud, le problème devient de jour en jour plus difficile, car « obtenir du travail » cela ne signifie pas, en vérité, trouver une place quelconque dans une industrie quelconque, mais bien un métier qui soit en concordance avec les capacités du jeune homme. En janvier 1910, l'association a créé un « Home » pour les libérés qui se destinent à la vie maritime. On les y accueille depuis leur libération jusqu'à ce qu'ils aient un engagement, et c'est encore là qu'ils reviennent entre deux voyages. Ils parlent, paraît-il, avec enthousiasme de ce « Home », le seul vraisemblablement qu'ils aient jamais connu. Pour les filles qui sortent d'Aylesbury, l'association a constitué un Comité de Patronage à la tête duquel se trouve Adeline, duchesse de Bedford, dont la compétence en la matière est bien connue en Angleterre. Cette création est trop récente pour qu'on puisse apprécier l'œuvre entreprise par ces dames.

Je suis revenu de Borstal avec cette impression qu'on y fait tout ce qui peut être humainement tenté

pour le sauvetage des jeunes dévoyés. Les statistiques, que j'ai publiées plus haut, montrent évidemment que, malgré l'excellence du système, il y a un déchet certain, dont il peut paraître désormais utopique d'espérer le reclassement. Aussi bien, cette constatation n'est-elle pas faite pour ralentir le zèle du personnel des institutions et des membres des associations. Etant donné les sources qui alimentent Borstal, il est fatal que nombre de dégénérés et de vicieux retournent, dès leur libération, comme les chiens de l'Evangile, à leurs vomissements. Le véritable but du système c'est, quand on se trouve en présence d'un dévoyé ordinaire auquel une hérédité, qui n'est pas toujours impitoyable, une ambiance malsaine ou un tempérament mal réprimé ont fait perdre le sens exact de la vie et de l'honnêteté, de lui faire reprendre, par un travail acharné et de bons exemples, conscience de sa dignité personnelle et de son utilité sociale. On a parfois objecté qu'un détenu qui sort de Borstal part mieux armé pour la vie qu'un garçon honnête d'une même catégorie sociale ; mais il faut bien se dire que justement si ce dévoyé n'était pas aidé, non seulement, comme un infirme moral ou physique qu'il est, il se détruirait lui-même, mais encore qu'il contagionnerait les autres. En un mot, je suis revenu de Borstal avec la conviction qu'on y emploie un système absolument

conforme aux données les plus récentes de la science pénitentiaire : ce n'est pas un ensemble d'innovations outrancières, inspirées par des mobiles d'ordre sentimental, mais un véritable effort pratique qui pourrait se définir ainsi : « *Réadapter par le travail à la vie sociale tout ce qui est réadaptable* ».

Des auteurs s'inquiètent. « On comprend, dit l'un d'eux, qu'il est difficile de juger quels seront les résultats que donnera le système avec le caractère très large qu'il est obligé de prendre actuellement. Le pourcentage des personnes sorties de Borstal qui ne sont plus retombées se maintiendra-t-il ? » (1) Nul n'est prophète, même en dehors de son pays, mais, pour moi, c'est dans l'initiative privée des gens charitables qu'est la réponse. Suivant que les associations Borstal se trouveront financièrement soutenues, leur œuvre, corollaire indispensable de la loi de 1908, en assurera le succès ou en montrera la vanité.

(1) Les prisons en Angleterre, Léon Zaitzeff, *Revue pénitentiaire*, juillet-octobre 1910.

CONCLUSION

Après les considérations qui naissent de l'examen impartial d'une institution aussi perfectionnée que Borstal, il est peut-être loisible de ne pas partager l'enthousiasme optimiste de l'éminent parlementaire qui s'écrie : « Non, Messieurs, on ne doit jamais inscrire sur les portes des colonies pénitenciaires le fameux *Lasciate ogni speranza, voi ch' entrate* du grand poète italien. S'il y a en effet des jeunes gens d'un caractère très difficile il n'y a pas d'incorrigibles invétérés » (1). L'inspiration de cette apostrophe est fort belle. Non, n'écrivons pas au fronton des colonies le mot terrible du Dante, parce que cela ne servirait à rien. Je pense, pour ma part, qu'il y a des incorrigibles, mais il y a surtout des réadaptables. Pour nous encourager à persévérer dans l'œuvre de redressement ceux-ci nous suffisent. Contre les premiers, les mesures les plus strictes de préservation sociale s'imposent, plus souvent l'asile et l'hospice

(1) Paroles de M. le sénateur Ferdinand Dreyfus, au Congrès de droit pénal de Toulouse.

que la prison. Contre eux je pense aussi qu'il ne serait pas attentatoire à la liberté individuelle d'instituer la sentence à durée indéterminée qui est la seule façon pratique de les mettre hors d'état de nuire de façon permanente. Les Anglais n'ont pas toujours reculé devant cette solution ; ils sont cependant, sous ce rapport, encore bien loin des Américains qui tendent à faire de la sentence indéterminée leur droit commun et qui, dans des Reformatories comme celui de Mansfield où l'on reçoit des détenus de 16 à 30 ans, n'hésitent pas, considérant la place considérable que l'hérédité tient dans le crime, à placer physiologiquement ces dégénérés dans l'impossibilité de procréer (1). La politique criminelle récente des Anglais a parfaitement marqué cette distinction entre les enfants au relèvement desquels la société a le devoir de s'efforcer et ceux, au contraire, auprès desquels toute œuvre analogue serait vaine, en instituant les écoles industrielles spécialisées pour les dégénérés, en projetant une réforme semblable pour les écoles de réforme et en déclarant que seront seuls admis dans les établissements Bors-tal les jeunes gens qui laissent encore quelque espoir (2).

(1) Rapport de M. Spach sur le congrès de Washington, *Revue pénitentiaire*, novembre-décembre 1910, p. 1125.

(2) N'est-ce pas M. Brun, lui-même, ex-directeur de la colonie

Quand, parvenu à la fin de cette étude, on jette un coup d'œil général sur les grandes mesures de politique criminelle que les Anglais ont employées pendant ces dernières années vis-à-vis des enfants et des adolescents, on est frappé de l'unité qui s'en dégage. C'est en somme une véritable codification, qui résulte des trois lois de 1907 et 1908, où se sont fondues, résumées les meilleures réformes modernes concernant le sauvetage des jeunes gens en péril. Les mesures qu'on y prend n'apparaissent pas comme indépendantes les unes des autres, mais au contraire toutes solidaires, toutes concordantes. Les lieux de détention provisoire, les juvenile courts, les établissements de réforme, les probation officers, les œuvres de patronage sont autant d'institutions qui, de par la volonté même de la loi, se pénètrent l'une l'autre ; supprimez un de ces chaînons, l'édifice s'écroule. A quoi bon spécialiser les tribunaux si, depuis son arrestation jusqu'à sa comparution en justice, l'enfant a déjà pu être déformé par des fréquentations mauvaises ? A quoi bon réformer l'organisation judiciaire si on ne donne pas au nouveau tribunal

des Douaires qui déclarait à la Société des Prisons de France : « C'était chez moi une véritable Cour des Miracles ! Mes pensionnaires avaient à peu près toutes les tares physiques et morales qui en faisaient des jeunes gens appartenant à la physiologie bien plutôt qu'à l'éducation pénitentiaire ? »

les moyens pratiques de prendre toute mesure utile et de se renseigner sur l'efficacité de sa sentence ? A quoi bon nommer des délégués de surveillance s'ils ne doivent pas se consacrer exclusivement à leur tâche et fournir au libéré une assistance constante, matérielle et morale ? A quoi bon créer des établissements perfectionnés de réforme si, lors de leur libération, les jeunes détenus ne trouvent pas, pour guider leurs premiers pas dans la vie honnête et les empêcher de chanceler à nouveau, une œuvre fortement armée par la loi et encouragée par les pouvoirs publics ?

Je sais que je ne suis pas le seul à partager en France cette opinion (1) : en la matière, il ne peut y avoir de réformes fragmentaires efficaces. Tout s'enchaîne, tout s'entraîne.

C'est pourquoi je ne saurais être de ceux qui, par-

(1) M. Eugène Prevost, à la Société générale des Prisons : « Ce n'est pas tout d'avoir des tribunaux spécialisés, il faut avoir les moyens d'exécution. Entrez à une audience de la 8^e Chambre correctionnelle. A chaque instant, ces messieurs délibèrent à haute voix ; ils consultent les sociétés de patronage et dans une sorte de dialogue ému et paternel, ils disent : « Qu'est-ce que nous allons faire ? Quelle société de patronage voudrait se charger de celui-ci ? M. Rollet, voulez-vous cet enfant ? M. de Corny, le voulez-vous ? » Voyez-vous l'embarras des magistrats quand les sociétés de patronage refusent leur concours pour quelque raison que cela soit ? Qu'est-ce que fera le magistrat cantonal ou le magistrat d'arrondissement si vous ne lui donnez pas de moyens d'action ? »

tiellement favorables aux réformes exposées dans cette étude, cherchent timidement à les faire rentrer dans les cadres traditionnels de nos institutions. C'est un jeu de patience auquel ils se laisseront. Sur le mouvement actuel, il faut prendre parti. Les demi-mesures ne seraient que de mauvaises mesures et mieux vaut encore persévérer dans une routine qui s'améliorera par le jeu des nécessités sociales plutôt que de faire une cote mal taillée qui ne satisfera personne. Je pense que, pour engager, avec chance de succès, la lutte contre la criminalité juvénile, il faut supprimer la question du discernement du code, instituer le juge unique spécialisé, organiser un corps de probation officers professionnels, admettre la sentence indéterminée relative en ce qui concerne certaines classes plus particulièrement dangereuses, au point de vue social, de jeunes criminels. Ce sont là des propositions qui, je le sais, ne veulent point être entendues par la majorité des criminalistes français qui estiment qu'elles pourraient préjudicier à cette liberté individuelle à laquelle ont droit mineurs comme adultes et qui prétendent placer cette liberté au-dessus de la sauvegarde sociale. Ces considérations ne sauraient m'émouvoir. Il est trop évident que toute répression est attentatoire en quelque sorte à la liberté individuelle. La justification se mesure à l'utilité que la société en retire. Toute fonction publi-

que qui confère à son titulaire le droit terrible de disposer de la liberté et de l'honneur des hommes mériterait à ce compte d'être suspectée. Les Anglais eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas manqué de relever les dangers possibles de quelques-unes de ces innovations. Nous avons vu combien certains magistrats s'étaient montrés réfractaires à user des moyens nouveaux que la loi mettait à leur disposition. Mais les événements ont fait justice de ces suspicions et de ces hésitations. Les Anglais sont-ils donc moins traditionalistes que nous et ont-ils moins que nous le sens de la liberté individuelle ?

La vérité, c'est que, grâce à leur esprit pratique et réalisateur, ils sont allés droit au but. Ils ne se sont pas mis martel en tête pour chercher quelles étaient les insuffisances de leur morale scolaire. Les pasteurs ont placidement continué à faire, le dimanche matin, dans les campagnes, dirai-je leurs sermons ? non : leurs petits cours de morale laïque. Les Anglo-Saxons ont secoué, comme un manteau trop pesant et qui entrave la marche du progrès social, le poids de toutes les métaphysiques... Qu'il s'agisse de voter un Children Act, qu'il s'agisse d'encourager les associations privées en mettant des fonds à leur disposition, les hommes de tous les partis et de toutes les croyances s'unissent...

Il y aura toujours de mauvais hommes ; il y aura

toujours de mauvais enfants des hommes. Quand un fait brutal se présente, qui contribue à former ou à accroître ces déchets sociaux, alcoolisme, mauvais traitements, insalubrité, combattons-les sans merci. On peut se battre contre ce qui est. Mais surtout, quand un projet est mûr, faisons-en une loi simple et compréhensible. Ce n'est pas tout de décréter, comme on l'a dit excellemment, il faut prendre conscience des possibilités pratiques. Il ne faut pas que la voie du progrès soit, comme l'Enfer, pavée de bonnes intentions.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur d'Académie,

J. COMBARIEU.

BIBLIOGRAPHIE

- Bulletin de l'Union internationale de droit pénal, Berlin, Gültentag.
Et notamment : 15^e vol., liv. 2, 1908, « Über Jugendgerichte » par le Dr Baernreither; 16^e vol., Beilage-Heft, 1909; « Neueste Englische Kriminalpolitik ».
- Borstal in 1909.
- Borstal in 1910 « An account of Borstal and the Borstal Association », Londres, 15 Buckingham Street Strand.
- Criminal statistics for the year 1908, Londres, 1910.
- Le Figaro, Enquête sur l'enfance criminelle, octobre-novembre 1910.
- HARRISS. — Principles of Criminal Law.
- KLEINE. — Les tribunaux pour enfants en Angleterre, Paris, Rousseau, 1908.
- Les tribunaux pour enfants en Allemagne, Paris, Rousseau, 1910.
- 52^e Report for the Year 1908 et 53^e Report for the year 1909 of the Inspector appointed to visit the certified Reformatory and Industrial Schools of Great Britain, Londres, 1909 et 1910.
- Report of the Departmental committee on the Probation of Offenders Act, 1907, Londres, 1910.
- Report of Inquiry by M. R. Masterman into charges made concerning the Management of the Heswall nautical School, Londres, 1911.
- Revue pénitentiaire et de droit pénal, Paris. Et notamment : juillet-octobre 1910, Communication de M. de Casabianca sur les tribunaux pour enfants en Italie ; novembre-décembre 1910, Les rapports sur le Congrès international de Washington ; janvier 1911, pages 65 et suivantes : Déclarations de M. Lépine ; février 1911, La Législation pénale de l'enfance et les tribunaux d'enfants en Suisse, par M. Léon Lyon-Caen.
- REEVES. — History of the English Law.
- ROSSI. — Traité de droit pénal, notamment : t. II, p. 155 et 156.
- SPACH. — L'enfance coupable en Angleterre, thèse, Paris, 1908.
- Times (Collection du journal le) et notamment numéro du 3 février 1909, 2 Cr., App., R. 31.
- VIALLA-MARTIN. — La réglementation du travail des femmes, des adolescents et des enfants dans l'industrie anglaise, thèse, Paris.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVEC LE RAPPEL DES RÉCENTES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ANGLAISES QUI S'Y TROUVENT TRADUITES OU RÉSUMÉES (1).

INTRODUCTION	1
Notions générales sur la responsabilité pénale des jeunes délinquants et la hiérarchie des tribunaux criminels en Angleterre	7
Division générale.	16
PREMIÈRE PARTIE. — De la Protection de l'enfance . . .	17
CHAPITRE PREMIER. — Protection de la vie de l'enfant. . .	20
[Children Act, 1908 art. 1 à 12].	

(1) Il eût été souhaitable de donner, en appendice, à cette étude, la traduction intégrale des textes anglais qui en forment la matière. Mais, outre que le plus important d'entre eux, le Children Act de 1908, ne comporte pas moins de 134 articles dont un grand nombre, qui ont trait à l'application de la loi en Ecosse et en Irlande, manquent d'intérêt général, on aura pu constater à la lecture des développements comme à celle du rappel de la table des matières, que toutes les dispositions importantes du Children Act 1908, du Probation of Offenders Act 1907 et du Prevention of Crime Act 1908 (1^{re} partie), ont été soit littéralement traduites, soit fidèlement résumées.

Je rappelle enfin qu'on pourra trouver la traduction complète du Probation of Offenders Act 1907 en appendice à l'excellente brochure de M. Marcel Kleine sur les « Tribunaux pour enfants en Angleterre », ainsi qu'un utile contexte en allemand de ces trois lois réunies sous le titre de « Neueste Englische Kriminalpolitik », en supplément au 16^e volume du *Bulletin de l'Union internationale de droit pénal*, Berlin, Güttinger, 1909. (Traduction du Dr. jur. et phil. Ernst Rosenfeld).

CHAPITRE II. — Répression des actes de cruauté commis contre des enfants ou jeunes gens	28
[Children Act 1908, art. 12 à 39].	
CHAPITRE III. — Prescriptions diverses.	41
[Children Act 1908, art. 39 à 44 et 116 à 123].	
DEUXIÈME PARTIE. — Des jeunes délinquants.	45
CHAPITRE PREMIER. — Arrestation des jeunes délinquants et lieux de détention préventive	49
[Children Act 1908, art. 94 à 98 et 108 à 111].	
CHAPITRE II. — Les tribunaux pour enfants	56
[Children Act 1908, art. 111].	
CHAPITRE III. — Quelles sont les peines applicables aux jeu- nes délinquants ?	77
[Children Act 1908, art. 100 à 108].	
CHAPITRE IV. — Le système de la liberté surveillée	88
[Probation of Offenders Act 1907] (V. la note).	
APPENDICE DE LA DEUXIÈME PARTIE. — Présence des enfants dans les salles d'audience	113
[Children Act 1908, art. 114 et 115].	
TROISIÈME PARTIE. — Les Ecoles de redressement. . . .	117
PREMIÈRE DIVISION. — Ecoles industrielles et écoles de réforme.	120
CHAPITRE PREMIER. — Comment le Children Act les a organisées	120
[Children Act 1908, art. 44 à 84].	
CHAPITRE II. — Comment ces écoles fonctionnent en pratique. Statistiques et résultats	142
DEUXIÈME DIVISION. — L'institution de Borstal	174
CHAPITRE PREMIER. — La loi de 1908 pour prévenir la criminalité	176
[Prevention of Crime Act 1908, 1 ^{re} partie].	
CHAPITRE II. — Une visite à Borstal	182

CHAPITRE III. — Les premiers résultats du système Borstal. Les associations Borstal	190
CONCLUSION.	196
BIBLIOGRAPHIE	203

